

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1962-1963.

22 OCTOBRE 1963.

Projet de loi concernant le sursis et la probation.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA JUSTICE (1)
PAR M. HOUSIAUX.

MESDAMES, MESSIEURS,

1. Le droit anglo-saxon connaît, depuis longtemps des institutions qui, selon les cas, évitent le déclassement des délinquants ou favorisent leur reclassement : ce sont le « binding over » et la « probation ». L'un et l'autre peuvent être appliqués par toutes les juridictions, sauf en matière de meurtre (« murder ») et après avoir constaté que l'infraction est établie.

Le « binding over » permet au magistrat de suspendre le prononcé de la peine pendant la période qu'il détermine et à la condition que le délinquant s'engage à ne plus compromettre la paix publique.

Quant à la « probation », qu'elle soit prononcée avec ou sans conditions particulières, elle soumet le délinquant à la tutelle d'un « probation officer » pendant la durée déterminée par le jugement.

Le présent projet de loi a pour objet d'introduire ces deux méthodes de traitement des délinquants dans notre droit. Subsidiairement, il aménage le sursis en

(1) Les membres suivants ont participé aux délibérations de la Commission :

MM. Rolin, président; Camby, Chot, De Baeck, Delmotte, Dua, Dulac, Hambye, Lagae, Ligot, Lilar, Mouroux, Nihoul, Oblin, Orban, Renquin, Van Bogaert, Van Cauwelaert, Vandekerckhove, Van Hoeylandt, Van Laeys et Housiaux, rapporteur.

R. A 6345.

Voir :

Document du Sénat :

325 (Session de 1961-1962) : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1962-1963.

22 OKTOBER 1963.

Ontwerp van wet betreffende het uitstel en de probation.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
JUSTITIE (1) UITGEBRACHT
DOOR DE H. HOUSIAUX.

DAMES EN HEREN,

1. Het Angelsaksisch recht kent sedert lang rechtsfiguren die, alnaar het geval, de uitstoting van de delinquenten uit de maatschappij verhinderen of hun wederopneming bevorderen, nl. de « binding over » en de « probation ». Alle twee kunnen ze worden toegepast door alle gerechten, behalve in geval van moord, (« murder ») en na vaststelling dat het misdrijf bewezen is.

De « binding over » maakt het de rechter mogelijk de uitspraak van de straf voor een door hem te bepalen tijdvak op te schorten, op voorwaarde dat de delinquent zich verbindt de openbare rust niet meer te verstören.

De « probation », uitgesproken met of zonder bijzondere voorwaarden, plaatst de delinquent onder de voogdij van een « probation officer » gedurende de tijd die het vonnis bepaalt.

Dit ontwerp van wet heeft ten doel die twee rechtsfiguren ten aanzien van delinquenten in ons recht op te nemen. Ten tweede wijzigt het ontwerp het uitstel

(1) De volgende leden hebben aan de beraadslagingen van de Commissie deelgenomen :

De heren Rolin, voorzitter; Camby, Chot, De Baeck, Delmotte, Dua, Dulac, Hambye, Lagae, Ligot, Lilar, Mouroux, Nihoul, Oblin, Orban, Renquin, Van Bogaert, Van Cauwelaert, Vandekerckhove, Van Hoeylandt, Van Laeys en Housiaux, verslaggever.

R. A 6345.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

325 (Zitting 1961-1962) : Ontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

permettant au juge de le compléter par des conditions que le condamné devra respecter pendant la durée déterminée dans la décision judiciaire.

2. Le texte nouveau met à la disposition des tribunaux siégeant en matière pénale une gamme très étendue de mesures leur permettant de les adapter au cas de chacun des inculpés afin de les écarter des chemins de la délinquance.

Voici, compte non tenu de l'acquittement, et classé de la mesure la moins grave à la peine la plus sévère, les décisions que pourront prendre les tribunaux :

I. A huis clos.

a) suspension simple du prononcé de la condamnation;

b) suspension probatoire du prononcé de la condamnation.

Quant la mesure est dite « probatoire », elle soumet le délinquant à la tutelle d'un assistant de probation.

II. En audience publique.

a) suspension du prononcé de la condamnation;

b) suspension probatoire du prononcé de la condamnation;

c) condamnation avec sursis;

d) condamnation avec sursis probatoire;

e) condamnation pure et simple à une peine d'amende ou de prison.

On conviendra qu'il s'agit là d'une extension considérable des mesures que peuvent prescrire les tribunaux, limités aujourd'hui à prononcer, en audience publique, des condamnations avec sursis ou des condamnations pures et simples. Notre pays rattrape ainsi le retard important qu'il avait pris, en la matière, sur de nombreuses législations étrangères.

3. La Belgique, souvent à l'avant-garde en matière pénale ou pénitentiaire s'est, en effet, laissée sérieusement devancer pour ce qui est de l'introduction de la probation dans son droit pénal. L'Etat de Massachusetts en est le pionnier qui légitérait en la matière en 1878 déjà; quarante-trois Etats américains ont suivi le même chemin tandis que la législation fédérale des Etats-Unis l'adoptait en 1925.

La pratique de la probation, généralisée à la fin du XIX^e siècle, en Grande-Bretagne, trouve sa première consécration législative en 1907. Quant au « binding over », il aurait été appliqué dès le milieu du 19^e siècle. Notre partenaire en Benelux, les Pays-Bas, nous donne l'exemple depuis 1915.

Le retard de la Belgique est d'autant plus regrettable que, partout où elle est d'application, on reconnaît que la probation a écarté définitivement une proportion importante de ceux qui en ont été les bénéficiaires, de la pratique de la délinquance.

in die zin dat de rechter voorwaarden eraan mag verbinden die de veroordeelde moet naleven gedurende de tijd die in de rechterlijke beslissing is vastgesteld.

2. De nieuwe tekst biedt aan de strafrechter een zeer ruime waaier van mogelijkheden zodat hij voor elk geval een passende maatregel kan nemen, ten einde de verdachte van het pad der misdaad af te houden.

De beslissingen die de rechtbanken kunnen nemen, afgezien van de vrijspraak, zijn, in opklimmende orde van de kleinste tot de strengste straf :

I. Met gesloten deuren.

a) gewone opschorting van de veroordeling;

b) probatieopschorting van de veroordeling.

Wanneer de maatregel een « probatiemaatregel » is, staat de delinquent onder de voogdij van een probatie-assistent.

II. In openbare terechtzitting.

a) opschorting van de veroordeling;

b) probatieopschorting van de veroordeling;

c) veroordeling met uitstel;

d) veroordeling met probatieuitstel;

e) gewone veroordeling tot geldboete of gevangenisstraf.

Hieruit blijkt al dadelijk dat de maatregelen die de rechtbanken kunnen nemen en die thans beperkt zijn tot veroordeling met uitstel of eenvoudige veroordeling in openbare terechtzitting, aanzienlijk worden uitgebreid. Aldus loopt ons land op dat gebied zijn grote achterstand in tegenover talrijke buitenlandse wetgevingen.

3. België, dat op het gebied van strafrecht en gevangeniswezen dikwijls toonaangevend was, komt immers ver achteraan wat betreft de opneming van het probatiesysteem in het strafrecht. De Staat Massachusetts is de pionier geweest, die reeds in 1878 een wet op dit stuk uitvaardigde; drie en veertig Amerikaanse Staten zijn hem op die weg gevolgd; de federale wetgever van de Verenigde Staten nam in 1925 het systeem aan.

De probatie, die op het einde van de XIX^e eeuw in Groot-Brittannië algemene ingang had gevonden in de praktijk, werd daar langs wetgevende weg bekraftigd in 1907. De « binding over » werd reeds toegepast sinds het midden van de 19^e eeuw. Onze Beneluxpartner Nederland geeft ons het voorbeeld sinds 1915.

De Belgische achterstand is des te betrekkelijk waardiger daar men, overal waar de probatie in zwang is, moet erkennen dat zij velen van degenen op wie zij werd toegepast, voorgoed van de misdaad heeft teruggehouden.

4. Il y a un certain temps déjà que des efforts avaient été tentés par le législateur dans la voie qui a conduit au texte actuellement soumis au Sénat.

Le 14 novembre 1947, le Ministre de la Justice, M. Paul Struye, obtenait le vote, par le Parlement, d'une loi modifiant de façon importante les dispositions relatives au sursis. Il complétait son action en déposant à la Chambre, le 18 mai 1948, un projet de loi établissant le régime de la probation dans le système pénal. Ce premier projet avait le mérite de poser officiellement le problème.

La Commission de la Justice de la Chambre n'en ayant pas terminé l'examen, il fut redéposé en 1952. Mais il fut trouvé trop timide par la Commission qui manifesta le désir de l'amender. Ce premier projet, en effet, voulait instituer sous le nom du régime de probation, un régime nouveau et meilleur de condamnation conditionnelle (1). Il s'agissait « d'un aménagement du sursis à l'exécution de la peine » (2).

La Commission de la Chambre avait craint de compromettre gravement, tant aux yeux des praticiens qu'à ceux des justiciables, l'institution de la probation en admettant une application aussi réduite de cette mesure. Elle reprochait de ne pas réaliser l'aspect essentiel de la probation: la suspension du prononcé de la condamnation entraînant, évidemment, l'absence d'inscription au casier judiciaire. Son attitude était à l'origine de plusieurs des principes qui allaient figurer dans le projet nouveau.

5. Grâces soient rendues au projet de 1955 tel que le Conseil d'Etat a eu à en connaître !

Ce projet contenait bon nombre des principes essentiels de la réforme ici proposée.

Il organisait une certaine forme de probation au niveau de la chambre du conseil, en permettant à celle-ci de suspendre le renvoi, avec ou sans conditions, de l'avis conforme du Procureur du Roi; il organisait la suspension du prononcé de la condamnation ou de l'exécution de la peine, avec ou sans conditions, au niveau des juridictions de jugement; il mettait au point l'organe de contrôle des délinquants soumis à la probation; il faisait en sorte que la décision, ordonnant la suspension du renvoi ou du prononcé de la peine, ne figure pas au casier judiciaire.

6. Ce système déjà assez complet allait être modifié après l'avis du Conseil d'Etat. Celui-ci, saisi du projet le 21 décembre 1955, présentait en effet des objections sérieuses sur les attributions nouvelles données à la chambre du conseil et relatives :

— à « la conformité de la procédure à huis clos avec le principe inscrit à l'article 96 de la Constitu-

4. Het is reeds een tijd geleden dat de wetgever pogingen had gedaan in de zin van hetgeen thans aan de Senaat wordt voorgesteld.

Op 14 november 1947 bereikte de h. Paul Struye, Minister van Justitie, dat het Parlement een wet goedkeurde die de bepalingen betreffende het uitstel diepgaand wijzigde. Hij ging op de ingeslagen weg voort toen hij op 18 mei 1948 bij de Kamer een ontwerp van wet indiende dat de probatie in ons strafstelsel invoerde. Dat eerste ontwerp had de grote verdienste het probleem officieel te berde te brengen.

De Kamercommissie voor de Justitie kon het onderzoek ervan niet beëindigen, zodat het in 1952 opnieuw werd ingediend. Maar de Commissie achtte het te schuchter en wenste het te wijzigen. Dat eerste ontwerp wilde immers « onder de naam van probation regime, een nieuwe en betere regeling van de voorwaardelijke veroordeling invoeren » (1). De bedoeling ervan was « het uitstel van de tenuitvoerlegging van de straf in te richten » (2).

De Kamercommissie was beducht dat het aanzien van het instituut van de probatie, zowel in de ogen van de rechtsprekenden als van de rechtzoekenden, sterk zou te lijden hebben van zulk een beperkte toepassing van die maatregel. Haar bezwaar was dat het wezenlijke aspect van de probatie ontbrak, namelijk de opschoring van de uitspraak van de veroordeling, die uiteraard tot gevolg heeft dat er geen vermelding in het strafregister wordt aangebracht. Verscheidene beginselen die in het nieuwe ontwerp zouden worden neergelegd, waren op die houding van de Commissie gegronsd.

5. Hulde zij gebracht aan het ontwerp van 1955, zoals de Raad van State ervan kennis heeft genomen.

Dat ontwerp bevatte een aantal grondbeginselen van de hervorming die thans wordt voorgesteld.

Het voorzag in een bepaalde vorm van probatic op het vlak van de raadkamer, die de verwijzing, al dan niet onder voorwaarden, maar op eensluidend advies van de Procureur des Konings kon opschorpen. Het voorzag bovendien in de opschoring, al dan niet onder voorwaarden, van de veroordeling of de tenuitvoerlegging van de straf, op het vlak van de vonniscrachten. Het bracht een orgaan tot stand voor de controle op de onder probatie geplaatste delinquenten. Het regelde de zaken zo dat de beslissing tot opschoring van de verwijzing of van de uitspraak van de straf niet in het strafregister werd opgenomen.

6. Die regeling, welke reeds vrij volledig was, zou gewijzigd worden na het advies van de Raad van State, waarbij het ontwerp op 21 december 1955 aanhangig was gemaakt. De Raad bracht namelijk tegen de nieuwe bevoegdheid van de raadkamer ernstige bezwaren in, die berustten op de overweging :

— dat de procedure met gesloten deuren onverenigbaar was « met het in artikel 96 van de Grondwet

(1) Rapport fait au nom de la Commission de la Justice par M. Robyns page 5, doc. Chambre des Représentants 401 (1961-1962) n° 2.

(2) Projet de loi du 20 novembre 1956, Doc. Chambre des Représentants 598 (1956-1957) n° 1, page 1.

(1) Verslag uitgebracht door de h. Robyns namens de Commissie voor de Justitie, blz. 5, Gedr. St. Kamer van Volksvertegenwoordigers, n° 401-2 (1961-1962).

(2) Ontwerp van wet van 20 november 1963, Gedr. St. Kamer van Volksvertegenwoordigers, n° 598-1, blz. 1 (1961-1962).

tion » (3) qui organise la publicité des audiences des tribunaux;

— à ce qu'il « n'appartient pas à cette juridiction d'instruire les affaires qui viennent devant elle » (4);

— à ce que « l'intervention de la chambre du conseil est de nature à provoquer des contrariétés de décisions au sein de la même juridiction » (4).

Le Conseil d'Etat estimait qu'il était préférable d'organiser une chambre de probation au sein des juridictions de jugement » (4).

7. Le Ministre de la Justice n'allait pas chercher à surmonter les objections de cette haute juridiction. Il ne la suivit cependant pas là où elle proposait l'institution de chambres de probation. Il déposait le projet du 20 novembre 1956 où l'on ne trouve plus trace d'une intervention quelconque de la chambre du conseil. C'est ce projet qui est à la base du texte dont le Sénat est aujourd'hui saisi.

8. Conséquente avec elle-même, la Commission de la Chambre des Représentants allait réintroduire dans le projet de 1956 l'intervention de la chambre du conseil, telle qu'elle avait été envisagée dans le texte soumis au Conseil d'Etat, et en rencontrant les objections de ce dernier.

9. La Commission de la Chambre des Représentants n'allait pas borner là son travail : elle allait procéder à une révision complète du texte.

Les principales modifications apportées sont :

— la rédaction d'un article 1^{er} contenant la définition des termes nouveaux introduits dans notre droit positif;

— l'intervention de la chambre du conseil;

— la motivation obligatoire des décisions de la commission de probation;

— un droit identique du ministère public et du délinquant pour introduire un recours contre une décision de la commission de probation;

— le remplacement de l'expression « condamnation conditionnelle ou sursis » par « sursis à l'exécution de la peine ».

**

10. La Commission de la Justice du Sénat se trouvait ainsi en position privilégiée : elle n'avait pas participé à l'aventure d'élaboration législative que nous avons rappelée et pouvait juger, avec un certain recul déjà, des propositions dont elle était saisie.

La solution élaborée par la Chambre avait de nombreux mérites.

Elle ne touche en rien, tout d'abord, aux pouvoirs des parquets en ce qu'ils disposent, en plus du pouvoir discrétionnaire de trier les cas afin d'éliminer ceux où il serait vain de poursuivre, de celui « d'abandonner les poursuites en cours ou de s'abstenir d'en engager,

neergelegde beginsel aangaande de openbaarheid van de terechtzittingen » (3);

— dat dit college niet gerechtigd is om « de aanhangige zaken te onderzoeken » (4);

— dat « het optreden van de raadkamer tot tegenstrijdigheden kan leiden in de beslissingen van eenzelfde gerecht » (4)

De Raad van State vond het beter « een probatiekamer in de vonnisgerechten » in te stellen (4).

7. De Minister van Justitie poogde niet de bezwaren van het hoog college terzijde te schuiven. Hij ging evenwel ook niet in op het voorstel van de Raad om probatiekamers in te stellen. Hij diende het ontwerp in op 20 november 1956, maar er was geen spoor meer in te bekennen van enige nieuwe bevoegdheid voor de raadkamer. Dat ontwerp ligt ten grondslag aan de tekst die op dit ogenblik bij de Senaat aanhangig is.

8. De Kamercommissie, die consequent was met zichzelf, zou in het ontwerp van 1956 de raadkamer opnieuw inschakelen, zoals in uitzicht was gesteld in de aan de Raad van State voorgelegde tekst, en zij zou hierbij ook tegemoet komen aan de bezwaren van de laatstgenoemde.

9. De Commissie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers zou haar werkzaamheden daartoe niet beperken : zij zou overgaan tot een algehele herziening van de tekst.

Hier volgen de voornaamste wijzigingen die werden aangebracht :

— in een nieuw artikel 1 wordt een begripsbepaling gegeven van de nieuwe termen die in ons positief recht worden ingevoerd;

— de raadkamer is bevoegd ter zake op te treden;

— de beslissingen van de probatiecommissie moeten met redenen omkleed zijn;

— het openbaar ministerie en de delinquent hebben eenzelfde recht om beroep in te stellen tegen een beslissing van de probatiecommissie;

— de uitdrukking « voorwaardelijke veroordeling of uitstel » wordt vervangen door « uitstel van de tenuitvoerlegging van de straf ».

**

10. De Senaatscommissie voor de Justitie verkeerde dus in een bevoordeerde positie, want zij had geen deel gehad aan de voorbereiding van de wettekst, zoals wij die in herinnering gebracht hebben. Zij kon de haar voorgelegde voorstellen dus zakerlijker beoordelen.

De oplossing van de Kamer was zeer verdienstelijk.

In de eerste plaats raakt zij niet aan de bevoegdheden van de parketten, die niet alleen discretionair kunnen beslissen welke gevallen terzijde kunnen worden gelegd omdat er geen grond is tot vervolging, maar ook de bevoegdheid hebben « om van de aan de gang

(3) Projet de loi du 20 novembre 1956, Ref. citée page 24.

(4) Projet de loi du 20 novembre 1956, Réf. citée page 25.

(3) Ontwerp van wet van 20 november 1956, blz. 24.

(4) Ontwerp van wet van 20 november 1956, blz. 25.

dans le cas où ils estiment à la fois que l'inculpé est coupable et qu'il serait possible de le faire condamner sur la base existante des preuves, si le cas était porté devant les tribunaux. La renonciation aux poursuites pénales n'est pas alors dictée par des considérations juridiques, mais bien par des considérations sociales et de politique criminelle (5) ».

Elle organise devant la chambre du conseil, avant le prononcé de la condamnation, la suspension simple ou probatoire du renvoi et, après ce stade, la suspension du prononcé ou de l'exécution de la peine et elle bâtit l'instrument du contrôle de la probation.

11. C'est évidemment le système complexe élaboré par la Chambre pour la chambre du conseil et qui faisait l'objet de l'article 3 qui allait avant tout retenir l'attention.

Pour quelle bonne raison fallait-il que la chambre du conseil ne puisse prononcer la suspension du renvoi que sur le « réquisitoire conforme du Procureur du Roi » ?

Pourquoi vouloir que le dommage soit définitivement indemnisé pour permettre à la chambre du conseil de suspendre le renvoi, alors que semblable exigence ne pèse pas sur la juridiction de jugement pour suspendre le prononcé ou l'exécution de la peine ?

Ne fallait-il pas se contenter de la constatation que des charges suffisantes existent, plutôt que d'exiger la constatation que l'inculpé a commis l'infraction ?

12. Il est tout d'abord une illusion qu'il faut que l'on dissipe tout de suite, dans laquelle on semble avoir voulu rester, et selon laquelle la probation serait l'exception.

Quel que soit le système adopté, dès que l'on aura institutionnalisé la suspension simple ou probatoire, pour quel motif le ministère public, le juge d'instruction ou la juridiction saisie n'ordonneraient-ils pas, dans les cas où les conditions légales sont réunies, l'enquête sociale prévue par l'article 2, avec l'accord de l'inculpé ou à la requête de celui-ci ?

Disons tout d'abord que les conditions suivantes de la loi proposée n'ont provoqué aucune discussion :

1° l'inculpé ne peut avoir encouru de condamnation antérieure à une peine criminelle ou à un emprisonnement correctionnel principal de plus d'un mois;

2° la condamnation à prononcer comme peine principale ne doit pas paraître devoir être supérieure à un emprisonnement de plus de deux ans.

Mais, pour suivre, admettons que le casier judiciaire, ou les éléments de la cause, ou encore les renseignements de police peuvent parfois révéler un comportement habituel de l'inculpé conduisant à priori à rejeter la suspension simple ou probatoire du prononcé ou de l'exécution de la peine.

(5) Rapport de la Chambre — Réf. cit. page 8.

zijnde vervolgingen af te zien of om er geen in te stellen wanneer zij niet alleen van oordeel zijn dat de beklaagde schuldig is, maar ook dat hij, als zijn geval voor de rechtbank wordt gebracht, een veroordeling kan oplopen op grond van de bestaande bewijzen. In dat geval wordt van de strafvervolging niet afgezien op grond van juridische overwegingen, maar wel om redenen in verband met het sociale en criminale beleid (5) ».

Zij schept de mogelijkheid voor de raadkamer om de verwijzing al of niet met probatie op te schorten en, voor het vonnisgerecht, om de veroordeling of de tenuitvoerlegging van de straf op te schorten en zij voorziet in het instrument van toezicht op de probatie.

11. De aandacht van uw Commissie zou natuurlijk vooral uitgaan naar het ingewikkelde systeem dat de Kamer van Volksvertegenwoordigers had opgebouwd voor de raadkamer en dat neergelegd werd in artikel 3.

Waarom mocht de raadkamer de verwijzing slechts opschorten op « eensluidende vordering van de procureur des Konings » ?

Waarom moest de schade definitief vergoed zijn alvorens de raadkamer de verwijzing mocht opschorten, terwijl die eis niet gesteld werd aan het vonnisgerecht om de uitspraak of de tenuitvoerlegging van de straf te mogen opschorten ?

Was het wel nodig te doen vaststellen dat de verdachte het misdrijf gepleegd heeft en kon er geen vrede genomen worden met de vaststelling dat er voldoende bezwaren aanwezig zijn ?

12. Er is allereerst een illusie die dadelijk weggeveegd moet worden en waaraan men scheen te willen vasthouden, namelijk dat de probatie slechts bij uitzondering zou worden toegepast.

Waarom zou het openbaar ministerie, de onderzoeksrechter of het gerecht waarbij de zaak is aangebracht, in gevallen waarin aan de wettelijke voorwaarden is voldaan, de bij artikel 2 bepaalde maatschappelijke enquête niet gelasten, met instemming van de verdachte of op zijn verzoek, zodra de gewone opschorting of de probatieopschorting ingesteld is, onverschillig welk systeem aangenomen wordt ?

In de eerste plaats zij opgemerkt dat de volgende voorwaarden geen aanleiding gaven tot bespreking :

1° de verdachte mag niet reeds veroordeeld zijn geweest tot een criminale straf of tot een correctionele hoofdgevangenisstraf van meer dan een maand;

2° de hoofdstraf waartoe de verdachte schijnt te moeten veroordeeld worden, mag niet zwaarder zijn dan twee jaar gevangenis.

Maar aangenomen zelfs dat het strafregister of de elementen van de zaak of ook nog de inlichtingen van de politie soms kunnen wijzen op gewoon temisdadigheid, zodat er a priori grond bestaat om de opschorting, met of zonder probatie, van de uitspraak of van de tenuitvoerlegging van de straf te verwerpen.

(5) Verslag van de Kamer — Aangehaald stuk, blz. 8.

Il n'en reste pas moins que ce ne sera qu'exceptionnellement que le dossier permettra de se faire une opinion. Pour le plus grand nombre, l'enquête sociale s'imposera car aucune juridiction ne pourra, en conscience, refuser de s'éclairer sur la personnalité du délinquant quand celui-ci sollicitera qu'on le fasse afin de faire valoir les raisons qui militent en faveur de la probation.

Mais c'est là une simple spéculation.

Les faits eux-mêmes montrent qu'il en sera ainsi : l'exposé des motifs (6) relate qu'aux Etats-Unis « les tribunaux fédéraux l'appliquaient (la probation) dans 31,8 % des affaires répressives qui leur étaient soumises.

Devant les tribunaux des Etats, le pourcentage des délinquants, auxquels ce système est appliqué, varie fortement, allant en 1936 de 11,6 % dans le Dakota Nord à 65,8 % en Rhode-Island;... et soulignons que notre structure sociale se rapproche beaucoup plus de celle de l'Etat de Rhode-Island que de celle d'un état du nord-ouest.

Le Ministre de la Justice devra veiller à ce que le nombre des assistants de probation soit suffisant pour assumer les nombreuses enquêtes sociales et les tâches de tutelle que l'application de la loi requerra très rapidement.

13. On a vu que la Commission de la Justice de la Chambre avait admis que la chambre du conseil ne pourrait suspendre le renvoi que sur réquisitoire conforme du ministère public. Pour le justifier, on a dit qu'il n'est pas « désirable de priver le Procureur du Roi d'une de ses attributions essentielles, notamment l'appréciation de l'opportunité des poursuites ». « Si l'accord du parquet, ajoute-t-on, n'était pas la condition essentielle de la probation par la chambre du conseil, le magistrat du ministère public serait subordonné à celui du siège »... Il s'agirait donc de « maintenir l'indépendance du ministère public » - (7) Et le rapporteur de la Chambre des Représentants ajoute (7), après avoir décrit les lourdes responsabilités des parquets généraux et des parquets : « Conçoit-on que les poursuites, intentées après mûre réflexion, soit dans une affaire délicate, soit en vue de mettre fin à des infractions commises sur une grande échelle et tendant à porter atteinte à la sécurité et à l'ordre public (tels, par exemple la prostitution et les infractions connexes, le commerce interdit des stupéfiants, les escroqueries etc...) soient suspendues par la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation, sous prétexte qu'il y a lieu d'accorder la probation ?

» Ce serait subordonner entièrement à l'appréciation des juges l'action du Procureur général et du Procureur du Roi ».

(6) Réf. cit. page 4.

(7) Rapport à la Chambre des Représentants réf. cit., page 9.

Dan nog zal men zich alleen bij uitzondering aan de hand van het dossier een opinie kunnen vormen. In het merendeel der gevallen zal de maatschappelijke enquête noodzakelijk zijn, want geen enkel gerecht zal in geweten kunnen weigeren dat er inlichtingen worden ingewonnen over de persoonlijkheid van de delinquent, wanneer deze het vraagt om de redenen te kunnen doen gelden die pleiten voor probatie.

Maar dit zijn louter bespiegelingen.

De feiten tonen aan dat dit het geval zal zijn : de memorie van toelichting (6) vermeldt het volgende over de Verenigde Staten : « Van 1939 af pasten de federale rechtbanken haar (de probatie) toe in 34,8 % van de hun voorgelegde strafzaken ».

Vóór de rechtbanken van de Staten verschilt het percentage van de delinquenten op wie dat stelsel wordt toegepast, aanmerkelijk; het schommelde in 1936 tussen 11,6 % in Noord-Dakota en 65,8 % in Rhode-Island,... Wij willen er nog op wijzen dat onze sociale structuur veel meer gelijkt op die van de Staat Rhode-Island dan op die van een Staat uit het noordwesten.

De Minister van Justitie zal ervoor moeten zorgen dat het aantal probatieassistenten toereikend is om de talrijke maatschappelijke enquêtes en de voogdijtaken uit te voeren die de toepassing van de wet zeer spoedig noodzakelijk zal maken.

13. Zoals reeds gezegd, had de Kamercommissie voor de Justitie aangenomen dat de raadkamer de verwijzing slechts op eensluidende vordering van het openbaar ministerie zou kunnen opschorten. Om dit te verantwoorden, verklaarde de Kamercommissie dat zij « het niet wenselijk acht de procureur des Konings te beroven van een zijner voornaamste bevoegdheden, namelijk de beoordeling van de opportunitet der vervolging ». « Mocht men dit akkoord van het parket niet als essentiële voorwaarde voor de probatie door de raadkamer stellen », zo werd hieraan toegevoegd, « dan zou de magistraat van het openbaar ministerie onderworpen worden aan die van de zetel » ... Het kwam er dus blijkbaar op aan « de onafhankelijkheid van het openbaar ministerie te handhaven » ! (7) En na te hebben gewezen op de zware verantwoordelijkheid van de parketten-generaal en van de parketten, schreef de Kamerverslaggever (7) : « Kan men zich indenken dat vervolgingen, waartoe na rijp beraad besloten werd, hetzij in een kiese zaak hetzij om een einde te maken aan op grote schaal gepleegde wetsovertredingen die de openbare orde en veiligheid in het gedrang brengen (zoals b.v. prostitutie met ermude verbond houdende misdrijven, verboden handel in verdovingsmiddelen, oplichting, enz.), door de kamer van inbeschuldigingsstelling zouden gestuit worden, onder voorwendsel dat de probation dient te worden toegestaan ?

» Het ware het optreden van de procureur-generaal en van de procureur des Konings volledig aan het oordeel van de rechters ondergeschikt maken ».

(6) Aangehaald stuk, blz. 4.

(7) Verslag aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers, aangehaald stuk, blz. 9.

11. Nous avouons ne pas comprendre ces raisons données pour défendre une indépendance à laquelle personne ne songe à porter atteinte.

Il a été souligné ci-dessus (n° 10) que le projet, dans le texte adopté par la Chambre, ne met pas en cause l'appréciation de l'opportunité des poursuites qui appartiennent aux Procureurs du Roi.

Cette attribution essentielle des parquets n'est pas compromise lorsqu'on admet que la chambre du conseil ne soit pas liée par l'avis du Procureur du Roi.

Porter le débat sur ce point est d'ailleurs mal poser le problème.

Nous sommes dans le cadre d'une réforme qui, sans prendre le risque d'une innovation ou d'une expérience faites depuis longtemps dans d'autres pays, a pour but de donner une dimension sociale supplémentaire à la politique criminelle tout en accordant une importance accrue à la personnalité du délinquant.

En quoi l'indépendance des parquets peut-elle être touchée ou les problèmes que pose la délinquance aux parquets généraux conditionnés par la compétence complète que nous voulons donner aux chambres du conseil ? La chambre du conseil et la chambre des mises en accusation que nous connaissons ne seraient-elles, dans l'esprit des adversaires de l'amendement, que des juridictions se contentant d'enregister les réquisitions des parquets ? « Elles ont », disait un commissaire, « le pouvoir de prononcer un non-lieu quand le ministère public requiert des poursuites, et cela ne met pas en cause l'indépendance des parquets. En quoi la suspension des poursuites, probatoire ou non, pourrait-elle la mettre en cause ? »

Il faut se convaincre de plus que la chambre du conseil de demain sera, si la réforme est adoptée, profondément différente de celle que nous connaissons. Elle pourra instruire les affaires qui lui sont soumises; elle sera saisie, dans bon nombre des cas où les délinquants qui lui seront déférés rempliront les conditions exigées par la loi, de demandes de suspension du prononcé de la condamnation; elle décidera des intérêts civils.

Toute comparaison, qui ne peut être que fragmentaire avec les chambres du conseil que nous connaissons, ne peut conduire qu'à des mécomptes.

15. Il est vrai que la politique criminelle des parquets se fera dans un nouveau cadre légal. Mais ne nous y trompons pas : pas plus que la « probation pré-torienne » des parquets, le pouvoir de suspension du prononcé de la condamnation, conféré à la juridiction d'instruction, ne peut être considéré comme la suppression pure et simple des poursuites. On ne peut légitimement soutenir que les magistrats du siège ne prêteraient aucune attention aux démonstrations solidement étayées des magistrats des parquets ou des parquets généraux exposant la nécessité d'une répression particulière pour certaines catégories de délits. C'est là une pratique courante. Au cours des dernières années, les parquets ont été appelés à réclamer une sévérité plus grande des chambres du conseil pour le maintien sous mandat d'arrêt des automobilistes cou-

14. Wij moeten bekennen dat wij niet begrijpen waarom deze onafhankelijkheid hier zo verdedigd wordt, want niemand wil er afbreuk aan doen.

Hierboven (n° 10) is er op gewezen dat het ontwerp, zoals door de Kamer aangenomen, niet raakt aan het recht van de procureur des Konings om de wenselijkheid van vervolging te beoordelen.

Deze wezenlijke bevoegdheid van de parketten wordt niet in gevaar gebracht wanneer men aanneemt dat de raadkamer niet gebonden is door het advies van de procureur des Konings.

Het is trouwens verkeerd het probleem zo te stellen

Wij hebben te maken met een hervorming die een sociale dimensie meer wenst te geven aan de bestrijding van de misdaad en die tevens ook meer belang wil hechten aan de persoon van de delinquent, zonder het risico te lopen dat verbonden is aan een nieuwigheid of een proefneming die andere landen reeds lang voor ons hebben gedaan.

Hoe zou de volledige bevoegdheid die wij aan de raadkamer wensen te geven, de onafhankelijkheid van de parketten in het gedrang kunnen brengen of de problemen kunnen doorkruisen die de misdadigheid voor de parketten-generaal doet rijzen ? Zijn de tegenstanders van het amendement dan van oordeel dat de raadkamer en de kamer van inbeschuldigingstelling, zoals wij die thans kennen, alleen maar de vorderingen van de parketten optekenen ? « Zij kunnen, aldus een lid, een buitenvervolgingstelling uitspreken wanneer het openbaar ministerie vervolgingen vordert en dit brengt toch de onafhankelijkheid van de parketten niet in het gedrang. Hoe zou zij dan in het gedrang komen wanneer de vervolgingen al dan niet bij wijze van probatie worden opgeschorst ? »

Bovendien moet men goed voor ogen houden dat de raadkamer, als de hervorming wordt aangenomen, grondig zal verschillen van wat wij thans kennen. Zij zal de aangebrachte zaken kunnen onderzoeken; zij zal in tal van gevallen waarin naar haar verwezen delinquenten voldoen aan de wettelijke eisen, moeten beschikken op aanvragen tot opschorting van de uitspraak van de veroordeling; zij zal beslissen over de burgerlijke belangen.

Elke vergelijking met de huidige raadkamers kan niet anders dan onvolledig zijn en slechts tot misvatting leiden.

15. Feit is dat de parketten de bestrijding van de misdadigheid in een nieuw wettelijk kader zullen dienen te plaatsen. Maar laten wij ons daardoor niet misleiden : evenmin als de « pretoriaanse probatie » van de parketten, mag de bevoegdheid om de uitspraak van de veroordeling op te schorten, welke bevoegdheid aan de onderzoeksgerechten wordt verleend, beschouwd worden als een gewone opheffing van de vervolgingen. Men kan niet op goede gronden beweren dat de zittende magistraten geen oor hebben voor een stevig geschraagd betoog van de magistraten van de parketten of de parketten-generaal die de noodzakelijkheid bepleiten van een bijzondere bestraffing van bepaalde categorieën van misdrijven. Dat is algemeen gebruikelijk. De parketten hebben de laatste jaren moeten eisen dat de raadkamers strenger zouden zijn

pables d'ivresse au volant ou de délit de fuite. Est-il soutenu qu'ils n'ont pas été entendus en cette matière ou en une quelconque autre circonstance ?

16. Qu'il soit opportun de permettre à la chambre du conseil d'octroyer la suspension du prononcé n'est plus discuté dans le principe. Le texte du projet de 1955 le prévoyait déjà; le gouvernement s'est, depuis, rallié volontiers au texte de la Chambre des Représentants; c'est que chacun est convaincu de l'importance que peut avoir, pour éviter aux inculpés de l'ornière de la délinquance, que l'infraction qu'ils ont commise ne les expose point au mépris public et ne les entraîne pas, avec leur famille, dans la série de difficultés graves que déclenche souvent une condamnation correctionnelle.

Le parquet, déjà, a pu exercer son choix : poursuivre ou suspendre son action.

A ce moment capital de la première comparution à huis clos décidant du sort des poursuites, il faut que l'inculpé puisse faire valoir les raisons pour lesquelles il croit pouvoir être mis à l'épreuve. Le magistrat assis, en parfaite indépendance vis-à-vis du pouvoir ou des parquets, pourra apprécier, en dehors des catégories, le cas humain, toujours unique que présente le délinquant qui le sollicite. Empêcher que cette requête puisse s'exprimer est mettre en cause, de manière grave, un droit de la défense plus précieux qu'aucun autre.

Le bénéfice social qu'on peut en attendre est évident. L'inculpé, qui a vu tout son univers menacé, son avenir compromis, la sécurité de sa famille mise en cause, qui aura souvent été mis sous mandat d'arrêt reconnaîtra, dans la mesure de suspension qu'il obtiendra, la chance inespérée de tout sauver qu'il ne peut laisser échapper. L'expérience des pays étrangers n'est-elle pas là pour montrer qu'il en est bien ainsi ? En 1949 en Grande-Bretagne, la probation « fut appliquée à 16,6 % des délinquants adultes inculpés de délits graves (indictable offences) », et le « pourcentage des cas dont l'évolution était favorable variait entre 67 et 88 %, ce qui doit être considéré comme un résultat remarquable » (8). Cette statistique est d'autant plus impressionnante qu'elle ne tient pas compte des inculpés qui ont bénéficié du « binding over ». En Belgique, l'expérience des parquets, en matière de probation, a donné le même résultat favorable dans la grande majorité des cas.

17. Concluons sur ce point : les raisons avancées pour subordonner la suspension du prononcé par les juridictions d'instruction à la réquisition conforme du Procureur du Roi ne paraissent pas décisives. Au contraire, les principes paraissent mieux servis et les buts de la loi mieux assurés en n'octroyant pas au ministère public cette manière de droit de veto. Celui-ci n'apportait à la probation « prétorienne » que la garantie supplémentaire — parfois très souhaitable — du contrôle d'une juridiction. Le texte de la Commission, qui fait disparaître ce veto, établit, devant la chambre

om automobilisten die verdacht waren van dronkenschap aan het stuur of vluchtmisdrijf onder aanhoudingsmadaat te handhaven. Wie zou beweren dat hun stem op dat gebied of in andere omstandigheden niet gehoord werd ?

16. Dat het wenselijk is de raadkamer in staat te stellen de uitspraak op te schorten wordt in beginsel niet meer betwist. De tekst van het ontwerp van 1955 voorzag reeds in zulk een bevoegdheid; de regering heeft zich sedertdien gaarne aangesloten bij het standpunt van de Kamer van Volksvertegenwoordigers; eenieder is immers overtuigd dat het, om de verdachten van het pad der misdaad af te houden, van belang kan zijn hen niet, wegens hun misdrijf, aan de openbare afkeer prijs te geven en hen met hun gezin niet te laten verstrieken in de nasleep van ernstige moeilijkheden die dikwijls met een correctionele veroordeling beginnen.

Het parket heeft reeds de keus gehad : de vordering voortzetten of opschorten.

Op het kapitale ogenblik van de eerste verschijning met gesloten deuren, waarop over de vervolging wordt beslist, moet de verdachte kunnen uiteenzetten waarom hij meent op de proef gesteld te kunnen worden. De zittende magistraat zal dan, in volle onafhankelijkheid tegenover openbare macht of parket en los van de gevestigde categorieën, kunnen oordelen over het steeds unieke menselijke geval van de delinquent die om zijn oordeel verzoekt. Zulk een verzoek verhindert een ernstige aantasting van het recht van verdediging dat het kostbaarste van alle rechten is.

Het maatschappelijke voordeel ervan ligt voor de hand. De verdachte die zijn gehele wereld heeft zien instorten, zijn toekomst gefrukt, de veiligheid van zijn gezin bedreigd ziet en bovendien nog dikwijls onder aanhoudingsmadaat is geplaatst, zal met de opschorting de onverhoopte kans aangrijpen om alles te reden wat hij niet mag laten ontglippen. Leert de ervaring in het buitenland niet dat het inderdaad zo is ? In 1949 werd de probatie in Groot-Brittannië « toegepast op 16,6 % van de volwassen delinquenten aan wie ernstige misdrijven ten laste gelegd waren (indictable offences) » en het « percentage van de gevallen die een gunstig verloop hebben gehad lag tussen 67 en 88 %, hetgeen als een merkwaardig resultaat moet worden beschouwd » (8). Deze gegevens zijn des te indrukwekkender daar zij geen rekening houden met de verdachten die de « binding over » hebben genoten. In België hebben de parketten op het gebied van de probatie, in veruit de meeste gevallen, dezelfde gunstige resultaten bereikt.

17. Ons besluit op dit punt moge zijn : de argumenten om de opschorting van de uitspraak door de onderzoeksgerichten afhankelijk te stellen van een gelijklijdende vordering van de procureur des Konings, lijken niet doorslaggevend. Integendeel, de beginselen schijnen beter gediend te zijn en de doeleinden van de wet beter verzekerd wanneer dat soort vetorecht aan het openbaar ministerie niet wordt verleend. Dit recht voegde aan de « pretoriaanse probatie » slechts de — soms zeer gewenste — aanvullende waarborg toe van controle van een rechtsinstantie. De tekst van de Com-

(8) Exposé des motifs, Réf. Cit., page 4.

(8) Memorie van toelichting, aangehaald stuk, blz. 4.

du conseil, les droits de la défense. Cette modification du texte a été soutenue par l'unanimité de votre Commission.

18. Selon le texte adopté par la Chambre des Représentants, lorsque « l'infraction a causé à autrui un dommage non définitivement indemnisé », la suspension du prononcé ne pourrait être ordonnée par la chambre du conseil.

La justification de cette condition ne se trouve évidemment pas dans l'exposé des motifs, puisque le projet du gouvernement n'avait pas retenu le stade de la chambre du conseil. Cette justification ne se trouve pas non plus dans le rapport de la Commission de la Justice de la Chambre.

A première vue, il semble que le mérite de ce texte est de supprimer une difficulté importante venant de la procédure : comment, en effet, sauvegarder les intérêts des parties civiles en cas de suspension du prononcé ?

L'article 4 du Code d'Instruction criminelle dispose que « l'action civile peut être poursuivie en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique ». Et il ajoute que cette action peut aussi être poursuivie séparément et que, « dans ce cas, l'exercice en est suspendu, tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique, intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile ».

La difficulté venant de la confrontation d'une législation nouvelle avec ces textes est plus apparente que réelle. La déclaration par la juridiction d'instruction que la prévention est établie, constitue la base nécessaire et suffisante de l'exercice de l'action civile. C'est d'ailleurs sur une constatation de même nature (« l'inculpé a commis l'infraction ») que fait la juridiction de jugement, dans les textes proposés par le Gouvernement et adopté par la Chambre, que les intérêts civils peuvent être tranchés.

Aucune question de principe ne se pose donc : la constatation que « la prévention est établie », qu'exige notre texte, donne son titre à la partie civile qui pourrait exercer son action devant les tribunaux ordinaires. Pour exercer l'action civile devant la juridiction d'instruction aucune difficulté de procédure n'apparaît (voir n° 20).

19. Dès lors, faut-il maintenir la condition suivant laquelle le dommage doit avoir été au préalable définitivement indemnisé ? Disons tout de suite qu'elle heurte l'équité : l'indemnisation définitive de la partie lésée peut dépendre de la situation de fortune du délinquant; elle peut dépendre du temps indispensable pour établir le quantum du dommage, lorsqu'une expertise est requise par exemple. Sont-ce là des raisons qui peuvent justifier l'octroi ou le refus de la suspension ?

L'indemnisation, définitive ou non, n'est donc pas nécessairement intrinsèque aux raisons d'ordre juridique et social qui doivent conduire la chambre du conseil à se prononcer. En Grande-Bretagne, elle ne

missie die dat veto opheft, stelt het recht van verdediging voor de raadkamer vast. Uw Commissie heeft deze wijziging met algemene stemmen goedgekeurd.

18. Volgens de tekst van de Kamer van Volksvertegenwoordigers zou de raadkamer de opschoring van de uitspraak niet kunnen gelasten wanneer « het misdrijf aan een ander een niet definitief vergoede schade heeft berokkend ».

Deze voorwaarde wordt natuurlijk niet verantwoord in de memorie van toelichting, aangezien het ontwerp van de Regering het stadium van de raadkamer niet in aanmerking had genomen. Deze verantwoording komt evenmin voor in het verslag van de Kamercommissie voor de Justitie.

Op het eerste gezicht schijnt de verdienste van deze tekst hierin te liggen dat hij een belangrijke proceduremoeilijkheid wegneemt : hoe immers de belangen van de burgerlijke partijen te beschermen als de uitspraak wordt opgeschorst ?

Artikel 4 van het Wetboek van Strafvordering bepaalt dat « de burgerlijke vordering kan vervolgd worden terzelfder tijd en voor dezelfde rechters als de publieke vordering ». En er wordt nog het volgende aan toegevoegd : « Zij kan ook afzonderlijk vervolgd worden; in dat geval is de uitoefening ervan geschorst zolang niet onherroepelijk is beslist over de publieke vordering, voor of gedurende de vervolging ingesteld ».

De moeilijkheid waarop men stuit bij de vergelijking van een nieuwe wetgeving met deze teksten, bestaat meer in schijn dan in werkelijkheid. De verklaring door het onderzoeksgerecht dat de telastelegging bewezen is, is een noodzakelijke en voldoende grondslag voor de uitoefening van de burgerlijke vordering. Krachtens de teksten die de Regering voorstelt en die door de Kamer zijn aangenomen, kunnen de burgerlijke belangen geregeld worden op grond van een vaststelling van dezelfde aard (« de verdachte heeft het misdrijf gepleegd ») welke het vonnisdistrict doet.

Er rijst dus geen enkele principiële vraag : de vaststelling dat « de telastelegging bewezen is », welke volgens onze tekst noodzakelijk is, geeft rechtsgrond aan de burgerlijke partij, die haar vordering voor de gewone rechtbanken kan brengen. Om de burgerlijke vordering voor het onderzoeksgerecht in te stellen blijkt er geen enkele proceduremoeilijkheid te bestaan (zie n° 20).

19. Moet men derhalve de voorwaarde handhaven volgens welke de schade vooraf definitief moet vergoed zijn ? Wij willen er onmiddellijk op wijzen dat zij indruist tegen de billijkheid : de definitieve schadeloosstelling van de benadeelde partij kan afhangen van de vermogenstoestand van de delinquent; zij kan afhangen van de tijd die nodig is om de grootte van de schade vast te stellen, bijvoorbeeld wanneer een deskundig onderzoek vereist is. Zijn dat redenen om de opschoring toe te staan of te weigeren ?

De al dan niet definitieve schadeloosstelling is dus niet noodzakelijk in wezen te verbinden aan de redenen van juridische en sociale aard waardoor de raadkamer zich moet laten leiden bij haar uitspraak. In

pourrait même être une des conditions particulières de la probation.

20. « Les juridictions d'instruction et de jugement, saisies en même temps de l'action civile, sont compétentes pour statuer à cet égard » dispose le texte qui vous est proposé.

Il n'y a, en effet, aucune difficulté de principe, nous l'avons vu. En déclarant « la prévention établie », la juridiction saisie donne son titre à la partie civile.

La juridiction d'instruction ne sera cependant compétente pour statuer sur les intérêts civils qu'après avoir décidé de la suspension. C'est en effet de là que vient son droit de régler les intérêts civils. La Cour de Cassation (19 février 1944, Pas. p. 208), se prononçant sur l'application de l'article 12 de la loi de défense sociale, l'interprétait avec logique dans le même sens.

21. De même que l'action du ministère public ne peut plus se poursuivre devant une juridiction de jugement, de même les intérêts civils devront être réglés de préférence devant la juridiction d'instruction qui a ordonné la suspension, à peine de compromettre l'esprit même de la loi.

Il n'est pas souhaitable que les intérêts civils, même les plus respectables, aillent à l'encontre de la solution estimée la plus opportune sur le plan social. L'exercice de l'action civile devant une autre juridiction pourrait, dans certains cas, permettre à des particuliers d'assouvir leur ressentiment ou leur vengeance contre l'inculpé par la publicité dont ils pourraient entourer leur action.

Aussi, dans la pratique, il paraît indispensable que les parquets donnent l'occasion aux parties civiles de faire valoir leurs droits devant les juridictions d'instruction susceptibles d'ordonner la suspension.

22. C'est évidemment devant la chambre des mises en accusation que l'appel relatif à l'action civile doit être porté. Le plus simple est de le soumettre aux mêmes délai, conditions et formes que l'appel des jugements rendus par le tribunal correctionnel.

23. On admettra que l'objection, venant de ce que cette compétence nouvelle en matière civile de la chambre du conseil et de la chambre des mises en accusation pourrait les embouteiller, ne tient pas compte de ce que les affaires traitées par ces juridictions ne devront plus l'être par les tribunaux ou les cours d'appel dont elles font parties. Ainsi la somme globale de travail à effectuer restera la même. Il s'agit, comme le faisait observer un commissaire, d'une redistribution du travail dans les juridictions considérées.

24. Il est dans l'esprit de la loi que, lorsque la juridiction prononce la suspension du prononcé de la condamnation ou le sursis de l'exécution de la condamna-

Groot-Brittannië is zij zelfs geen van de bijzondere voorwaarden om de probatie toe te staan.

20. «(In hetzelfde geval) zijn de onderzoeks- en de vonnisgerechten waarbij tegelijk de burgerlijke vordering aanhangig is gemaakt, bevoegd om daarover uitspraak te doen. Zij doen ook uitspraak over de kosten », aldus de tekst die u wordt voorgelegd.

Zoals wij hebben gezien bestaat er inderdaad geen enkele principiële moeilijkheid. Door te verklaren dat « de tenlastelegging bewezen is » geeft het gerecht waarbij de zaak is aangebracht, rechtsgrond aan de burgerlijke partij.

Het onderzoeksgericht zal evenwel pas bevoegd zijn om uitspraak te doen over de burgerlijke belangen, nadat het over de opschorting heeft beslist. Want zijn recht om de burgerlijke belangen te regelen vloeit daaruit voort. Het Hof van Cassatie (19 februari 1944, Pas. blz. 208) dat zich had uit te spreken over de toepassing van artikel 12 van de wet tot bescherming van de maatschappij, handelde logisch toen het dit artikel in dezelfde zin uitlegde.

21. Evenals de vordering van het openbaar ministerie niet meer kan vervolgd worden voor een vonnisgericht, zo zullen ook de burgerlijke belangen bij voorkeur moeten worden geregeld voor het onderzoeksgericht dat de opschorting heeft gelast, anders wordt afbreuk gedaan aan de geest zelf van de wet.

Het is niet goed dat de burgerlijke belangen, zelfs de meest eerbiedwaardige, in botsing komen met de oplossing die sociaal gezien de meest wenselijke wordt geacht. De uitoefening van de burgerlijke vordering voor een ander gerecht zou in sommige gevallen particulieren kunnen in staat stellen hun wrok of hun wraak tegen de verdachte te koelen door de openbaarheid die zij aan hun vordering zouden kunnen geven.

In de praktijk blijkt het dan ook volstrekt noodzakelijk dat de parketten aan de burgerlijke partijen de gelegenheid geven om hun rechten te doen gelden voor de onderzoeksgerichten die de opschorting kunnen gelasten.

22. Het hoger beroep inzake de burgerlijke vordering moet natuurlijk voor de kamer van inbeschuldigingstelling worden gebracht. Het eenvoudigste is hiervoor dezelfde termijn, voorwaarden en vormen op te leggen als voor hoger beroep tegen vonnissen die door de correctionele rechtbank zijn gewezen.

23. Men zal toegeven dat de opwerping, als zou de nieuwe bevoegdheid van de raadkamer en van de kamer van inbeschuldigingstelling in burgerlijke zaken deze instanties kunnen overbeladen, geen rekening houdt met het feit dat de zaken die door deze colleges zijn behandeld, niet meer zullen behoeven te komen voor de rechtbanken of de hoven van beroep waarvan zij deel uitmaken. De totale omvang van het werk zal dus dezelfde blijven. Zoals een commissielid heeft opgemerkt, gaat het er dus om het werk in de betrokken gerechten anders te verdelen.

24. Wanneer het gerecht de uitspraak van de verordeling opschort of de tenuitvoerlegging van de verordeling uitstelt en het ervan kennis heeft dat de bera-

tion et qu'elle a connaissance que le préjudicié n'a pas encore reçu réparation, ces mesures soient accompagnées de probation, avec notamment comme condition particulière la réparation du préjudice.

25. Il nous reste à traiter de la troisième question (voir n° 11) que s'est posée votre Commission. Pour permettre la suspension du prononcé, la constatation qu'il existe des charges suffisantes contre l'inculpé ne peut-elle remplacer avec avantage la constatation que l'infraction est établie? L'idée, on le verra, est séduisante. Ses auteurs la soutiennent par les arguments suivants.

Tout d'abord, la constatation de charges suffisantes ne demande pas autre chose à la chambre du conseil que ce qui est habituellement requis d'elle pour procéder à un renvoi.

Pour suivre, cela permettrait aux inculpés, que la matérialité des faits accable mais qui souffrissent qu'ils ne sont pas coupables et paraissent convaincus de leur innocence, de pouvoir adhérer sans réticence à la suspension simple ou probatoire du prononcé. Ils peuvent, en effet, vouloir sérieusement et sincèrement changer des habitudes et des fréquentations qui les ont mis en aussi mauvaise posture. S'ils sont vraiment innocents, mais accablés par des présomptions défavorables ne serait-il pas injuste de ne pas leur permettre de bénéficier de la suspension?

Il faudrait aussi faire la part de certains cas exceptionnels. Ce sont ceux des délinquants auxquels l'avou ou même l'acceptation de la constatation « que l'infraction est établie » est moralement impossible, tels ces prévenus en matière de mœurs dont toute autre attitude que celle de nier rendrait à leurs yeux leur situation intenable dans le milieu familial par exemple.

Enfin, n'y-a-t-il pas une sorte de chantage dans la procédure envisagée? Le prévenu n'est-il pas l'objet d'une sorte de pression, même tacite, pour qu'il accepte les conditions de la mise sous probation?

26. Malgré ces raisons, la majorité de la Commission a rejeté la modification du texte proposée.

La suspension par la juridiction d'instruction ne peut être octroyée que s'il y a dans le chef du délinquant la reconnaissance intime de sa faute et la volonté bien arrêtée d'amender son comportement. Quelle est la volonté d'amendement que l'on peut attendre d'un prévenu dont tout indique la culpabilité et qui ne veut pas admettre, sans qu'un aveu soit requis de lui, qu'il apparaît qu'il a commis une infraction?

C'est la base même du système envisagé qui est mise en cause.

Dans le droit anglo-saxon, la question ne se pose pas; la suspension du prononcé (« binding over ») ne se conçoit qu'après la constatation que les faits sont établis (« conviction ») à laquelle s'ajoute l'engagement du condamné de ne plus compromettre la paix publi-

deelde nog geen schadevergoeding heeft ontvangen, dan zouden die maatregelen volgens de bedoeling van de wetgever met probatie moeten gepaard gaan, met onder meer als bijzondere voorwaarde de vergoeding van de schade.

25. Wij moeten ten slotte nog handelen over de derde vraag (zie n° 11) die in uw Commissie gerezen is. Kan de vaststelling dat er voldoende bezwaren tegen de verdachte bestaan, niet best in de plaats komen van de vaststelling dat het misdrijf gepleegd is, ten einde de opschoring van de uitspraak mogelijk te maken? Zoals men zal zien is deze opvatting verleidelijk. De voorstanders ervan voeren hiervoor de onderstaande argumenten aan.

De vaststelling dat er voldoende bezwaren bestaan vraagt in de eerste plaats niets anders aan de raadkamer dan wat gewoonlijk van haar vereist wordt om tot een verwijzing over te gaan.

De verdachten, die de feiten zelf tegen zich hebben maar die volhouden dat zij niet schuldig zijn en van hun onschuld overtuigd lijken, zouden zonder voorbehoud kunnen instemmen met de gewone opschoring of met de probatieopschoring van de uitspraak, want het is mogelijk dat zij ernstig en orecht willen gedaan maken met de gewoonten en de verkeerde omgang die hen in deze netelige toestand hebben gebracht. Indien zij werkelijk onschuldig zijn, maar zware vermoedens tegen zich hebben, zou het toch onrechtvaardig zijn hun het genot van de opschoring te onthouden.

Men moet ook een oplossing vinden voor bepaalde uitzonderings gevallen. Bedoeld worden de delinquenten voor wie de bekentenis of zelfs de aanvaarding van de vaststelling « dat de tenlastelegging bewezen is », moreel onmogelijk is. Wij denken hierbij aan de verdachten in een zedenzaak, die niet anders menen te kunnen doen dan te loochenen omdat een bekentenis hen in een onhoudbare toestand zou brengen, bijvoorbeeld ten opzichte van hun familie.

Ligt er ten slotte niet een soort van chantage in de overwogen procedure? Wordt op de verdachte niet een zekere, zij het stilzwijgende, druk geoefend om de voorwaarden van de opprobatiestelling te aanvaarden?

26. Ondanks deze redenen heeft de meerderheid van de Commissie de voorgestelde tekstdwijziging verworpen.

Het onderzoeksgerecht kan geen opschoring verlenen, tenzij de delinquent diepgemeend zijn fout erkent en vastbesloten is zich te beteren. In hoever kan zulks verwacht worden van een verdachte die,wanneer alles erop wijst dat hij schuldig is, niet wil toegeven, zonder dat een bekentenis van hem wordt gevorderd, dat hij klaarblijkelijk een misdrijf heeft gepleegd?

Zo wordt de grondslag zelf van de overwogen regeling aan het wankelen gebracht.

In het Angelsaksische recht is daarvan geen sprake; de opschoring van de uitspraak (« binding over ») is slechts denkbaar na de vaststelling dat de feiten bewezen zijn (« conviction ») en moet de veroordeelde zich verbinden de openbare rust niet meer te zullen verstoten.

que; la « probation » n'est prononcée de même qu'après la « conviction » et l'engagement du condamné de collaborer avec l'officier de probation.

Ajoutons encore deux raisons qui sont suffisantes en elles-mêmes pour ne pas suivre les auteurs de l'amendement.

Tout d'abord, dans quelle situation se trouveraient les parties civiles ? Quelle serait la valeur du titre que leur donnerait une décision judiciaire ne constatant que l'existence de charges suffisantes pour permettre le renvoi ?

Les auteurs de l'amendement disent accepter, dans l'hypothèse où leur texte serait retenu, l'obligation de l'indemnisation préalable et définitive du dommage. C'est aller fort loin et admettre, pour régler des cas d'exception, une condition exorbitante et injustifiable dans la très grande majorité des cas.

Enfin, en cas de révocation de la suspension, l'inculpé pourrait toujours exciper de son innocence. Les circonstances et même l'action de l'inculpé lui-même pourraient faire obstacle, après un certain temps, à la preuve que le ministère public aurait pu apporter au moment de la première comparution.

27. On a vu (n° 6) que le Conseil d'Etat était d'avis d'« organiser selon les opportunités une chambre de probation au sein des juridictions de jugement ».

La Commission de la Justice de la Chambre a dit plusieurs raisons (9) pour lesquelles elle n'avait pas accepté cet avis qui avait trouvé des défenseurs dans son sein.

La Commission de la Chambre n'en veut point, car, dit-elle, « La chambre de probation, proposée par certains, fonctionne publiquement, ce qui supprime l'avantage du huis clos en chambre du conseil » (9). Ceci n'est pas une raison essentielle, puisqu'on peut parfaitement concevoir que la dite chambre de probation siégerait à huis clos quand elle est saisie par la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation. La deuxième raison est péremptoire qui objecte « qu'une telle chambre de probation deviendrait un nouveau chaînon, après tant d'autres, dans la procédure déjà si lourde. En outre, cet alourdissement de la procédure se révélerait absolument inutile chaque fois que la chambre de probation n'accueillerait ni la réquisition du parquet ni la requête de l'inculpé ».

28. Le Conseil d'Etat souligne encore que la nature de la chambre du conseil fait qu'il ne lui appartient pas d'instruire les affaires qui viennent devant elle. Nous avons déjà dit qu'on ne peut juger de la nature nouvelle de la chambre du conseil en raison de ses fonctions anciennes.

Une autre raison n'est pas plus convaincante : le rejet de la suspension par la chambre du conseil ou par la chambre des mises en accusation ne serait-elle pas de nature à provoquer des contrariétés de décision au sein d'une même juridiction ?

ren; ook wordt « probation » niet uitgesproken dan na « conviction » en na de verbintenis van de veroordeelde om met de probatie-ambtenaar samen te werken.

Wij willen nog twee redenen vermelden die op zichzelf voldoende zijn om de indieners van het amendement niet te volgen.

In welke toestand zouden de burgerlijke partijen allereerst verkeren ? Wat zou de waarde zijn van de rechtsgrond die hun zou worden verleend door een rechterlijke beschikking die slechts vaststelt dat er voldoende bezwaren aanwezig zijn om de verwijzing toe te staan ?

De indieners van het amendement verklaren de verplichting van de voorafgaande definitieve schadeloosstelling te aanvaarden als hun tekst wordt aangenomen. Dit gaat wel zeer ver omdat, met het oog op de regeling van een uitzonderingsgeval, een buitensporige voorwaarde wordt gesteld die in de meeste gevallen niet te rechtvaardigen is.

Tenslotte zou de verdachte zich, bij herroeping van de opschoring, steeds op zijn onschuld kunnen beroepen. De omstandigheden en de handelingen van de verdachte zelf zouden, na verloop van enige tijd, ten gevolge kunnen hebben dat het openbaar ministerie niet meer het bewijs kan leveren dat hij bij de eerste verschijning wel had kunnen aanbrengen.

27. Hiervoren (n° 6) is gezegd dat de Raad van State het beter achtte « waar dit nodig blijkt een probationkamer in de vonnisgerechten » in te stellen.

De Kamercommissie voor de Justitie heeft gezegd (9) waarom zij niet kon ingaan op dat advies, waarvan verscheidene commissieleden toch voorstander waren.

De Kamercommissie wijst het af omdat « de door sommigen voorgestelde probationkamer in het openbaar recht zou spreken, waardoor het voordeel van de geheime procedure in de raadkamer wegvalt » (9). Dit is niet de voornaamste reden, want men kan zich gemakkelijk voorstellen dat de zogenoemde probatiekamer met gesloten deuren zou zetelen wanneer haar een zaak is voorgelegd door de raadkamer of de kamer van inbeschuldigingstelling. Veel overtuigender is de tweede reden, « dat zulke probation-kamer een zoveelste nieuwe schakel zou worden in de reeds zware strafprocedure. Deze verzwarening van de procedure zou bovendien volkomen nutteloos blijken telkens als de probation-kamer noch de vordering van het parket, noch het verzoek van de verdachte zou inwilligen ».

28. De Raad van State merkt bovendien op dat het aan de raadkamer uiteraard niet toekomt « de aanhangige zaken te onderzoeken ». Wij hebben reeds gezegd dat men zich niet over de nieuwe aard van de raadkamer kan uitspreken op grond van zijn vroegere taak.

Een ander argument overtuigt al evenmin : zou de verwerping van de opschoring door de raadkamer of de kamer van inbeschuldigingstelling niet tot tegenstrijdigheden in de beslissingen van een zelfde gerecht kunnen leiden ?

(9) Rapport de la Chambre, réf. cit., page 10 et 11.

(9) Kamerverslag, aangehaald stuk, blz. 10 en 11.

On comprend le mécanisme qui a retenu la critique du Conseil d'Etat : la chambre du conseil pourrait refuser la suspension que la juridiction de jugement pourrait accorder avant le prononcé de la condamnation.

Or, il s'agit de mesures fort différentes; les premières sont décidées à huis clos, alors que les secondes sont édictées après des débats publics. La chambre du conseil et la chambre des mises en accusation peuvent parfaitement estimer que l'inculpé ne peut, tant pour lui-même que pour une bonne administration de la justice, bénéficier de la suspension du renvoi à ce stade, sans que cela soit contradictoire avec la décision adventurant au stade ultérieur qui doit conserver la plénitude de juridiction.

29. Reste l'objection tirée de l'article 96 de la Constitution : la procédure à huis clos est-elle conforme au prescrit de cette disposition ?

Cette objection est plus apparente que réelle.

Le Parlement interprète le prescrit constitutionnel. Il peut estimer que le contenu de l'article 96 de la Constitution n'est pas en contradiction avec les dispositions de la présente loi.

S'il était en contradiction, l'objection vaudrait aussi pour la loi sur la défense sociale et pour la juridiction de l'enfance. Mais on doit admettre que le texte constitutionnel ayant été notamment inspiré par le souci de l'intérêt du prévenu, les conditions actuelles de la science pénale exigent qu'en cas de conflit, cet intérêt prévalse moyennant des garanties qui empêchent tout abus.

30. Après avoir examiné le principe de la loi, l'historique de son élaboration et répondu à diverses objections, importantes qui ont émaillé cette dernière, il est temps de décrire les grandes lignes du système adopté.

Nous examinerons successivement :

- les conditions d'octroi de la suspension ;
- les juridictions compétentes pour les prononcer ;
- la mesure dans laquelle l'appel des décisions ordonnant la suspension peut être exercée ;
- les conditions de la révocation des dites décisions ;
- la suspension probatoire et le sursis probatoire ;
- la commission de probation.

31. La suspension peut être prononcée d'office par la juridiction saisie, à la requête du ministère public ou à la demande de l'inculpé.

Nous avons vu plus haut (n° 13 et suivants) que rien ne justifiait de soumettre l'octroi de la suspension aux réquisitions conformes du ministère public. Il n'est pas plus justifiable d'empêcher la juridiction saisie de la prononcer d'office. L'expérience des magistrats peut, en effet, suppléer à l'ignorance d'un prévenu compa-

Men begrijpt waarom de Raad van State met dit bezwaar is gekomen : het kan gebeuren dat de raadkamer een opschorting weigert, terwijl het vonnisgerecht die misschien wel zou hebben verleend vóór de uitspraak van de veroordeling.

Het gaat hier evenwel om zeer verschillende maatregelen; tot de eerste wordt met gesloten deuren besloten, terwijl de tweede worden genomen na openbare debatten. De raadkamer en de kamer van beschuldigingstelling kunnen op goede gronden van oordeel zijn dat de verdachte, voor zichzelf zowel als met het oog op een goede rechtsbedeling, een opschorting van de verwijzing in dat stadium kan genieten zonder dat dit in tegenspraak behoeft te zijn met een beslissing in een later stadium, waar eveneens volledige rechtsprekende bevoegdheid aanwezig moet zijn.

29. Ten slotte is er nog de opwerping die berust op artikel 96 van de Grondwet : is de procedure met gesloten deuren verenigbaar met die bepaling ?

D deze opwerping is meer schijn dan werkelijkheid.

Het Parlement legt de grondwettelijke bepalingen uit. Het kan van oordeel zijn dat de inhoud van artikel 96 van de Grondwet niet in tegenspraak is met het bepaalde in deze wet.

Was dit wel het geval, dan zou het bezwaar ook gelden voor de wet tot bescherming van de maatschappij en voor de kindergerechten. Maar aangezien de grondwet met name is uitgegaan van het streven om de belangen van de verdachte veilig te stellen, mag men aannemen dat, in de huidige stand van de strafwetenschap, dat belang in geval van conflict voorrang moet hebben, mits de nodige waarborgen tot voorkoming van misbruiken aanwezig zijn.

30. Na het beginsel van de wet en de geschiedenis van de voorbereiding ervan te hebben behandeld en de verschillende opwerpingen te hebben beantwoord, wordt het tijd dat wij de aangenomen regeling in grote trekken beschrijven.

Wij zullen achtereenvolgens behandelen :

- de voorwaarden waaronder opschorting wordt verleend ;
- de gerechten die bevoegd zijn om opschorting te verlenen ;
- de mate waarin tegen de beslissingen tot opschorting hoger beroep kan worden aangetekend ;
- de voorwaarden tot herroeping van die beslissingen ;
- de probatie-opschorting en het probatie-uitstel ;
- de probatiecommissie.

31. De opschorting kan door het gerecht waarbij de zaak aanhangig is, ambtshalve worden uitgesproken, op vordering van het openbaar ministerie of op verzoek van de verdachte.

Hiervoren (n° 13 v.v.) hebben wij gezegd waarom de opschorting niet afhankelijk mag worden gesteld van de eensluidende vordering van het openbaar ministerie. Het zou al even onverantwoord zijn het gerecht waarbij de zaak aanhangig is, te verhinderen de opschorting ambtshalve uit te spreken. De magistraten

raissant sans l'assistance d'un conseil ou apporter à ce dernier une vision différente des intérêts de l'inculpé.

32. Le suspension ne peut toutefois être ordonnée que de l'accord de l'inculpé.

Le droit anglo-saxon, qui est le précurseur en la matière, exige, que ce soit pour le « binding over » ou pour la « probation », un engagement personnel du délinquant (voir n°s 1 et 26).

Notre texte n'en demande pas tant. Il requiert simplement l'accord de l'inculpé sur la suspension simple ainsi que sur les conditions de la suspension probatoire.

Cet accord, pour être valable, doit impliquer la volonté d'amendement de celui qui le donne. Si celle-ci, en effet, est inexistante, c'est l'utilité même de la mesure envisagée qui est mise en cause.

33. C'est par une décision motivée que les magistrats octroieront la suspension.

Ils doivent constater notamment :

- que l'inculpé n'a pas encouru antérieurement de condamnation à une peine criminelle ou à un emprisonnement correctionnel principal de plus d'un mois;

- que le fait pour lequel le prévenu comparait ne paraît pas de nature à entraîner comme peine principale un emprisonnement correctionnel supérieur à deux ans ou une peine plus grave;

- l'accord formel de l'inculpé prouvé par un écrit séparé ou par la signature du procès-verbal qui le relate.

Ajoutons, pour être complet, qu'ils doivent déclarer la prévention établie et doivent fixer la durée de la suspension qui ne peut être inférieure à un an ou supérieure à cinq ans à compter de la date de la décision et déterminer, le cas échéant, les conditions de probation imposées.

34. On peut affirmer ici que la prudence exige qu'une motivation précise justifie les raisons pour lesquelles la juridiction d'instruction ou de jugement décide d'octroyer à huis clos la suspension.

La règle reste en effet celle de l'article 96 de la Constitution selon laquelle les audiences des tribunaux sont publiques et qu'il ne peut y être dérogé que par un jugement. Celui-ci doit être nécessairement motivé par ce que la publicité peut être dangereuse pour l'ordre et les mœurs.

Pour rompre avec une règle aussi impérieuse, il faut des raisons puissantes que la présente loi permet de trouver en ce que l'absence de publicité peut être essentielle pour empêcher le déclassement de l'inculpé ou permettre son reclassement.

C'est donc bien une raison essentielle, sans laquelle la réussite même de la suspension paraît peu probable, qui peut motiver la décision de statuer à huis clos.

kunnen immers door hun ervaring een helpende hand reiken aan een onwetende verdachte, die zonder raadsman verschijnt, evenals zij ook aan die raadsman een andere kijk kunnen geven op de belangen van de verdachte.

32. De opschoring kan evenwel slechts gelast worden met instemming van de verdachte.

Het Angelsaksische recht, dat ons op die weg is voorgegaan, eist voor de « binding over » zowel als voor de « probation », een persoonlijke verbintenis van de delinquent (zie n°s 1 en 26).

Onze tekst gaat niet zover. Hij stelt alleen dat de verdachte met de eenvoudige opschoring en met de voorwaarden van de probatie-opschoring dient in te stemmen.

Om doelmatig te zijn, moet die instemming immers een uiting zijn van de wil tot beterschap. Bestaat die wil niet, dan komt de doelmatigheid van de beoogde maatregel zelf in het gedrang.

33. De opschorting wordt verleend bij met redenen omklede beslissing.

De magistraten moeten met name vaststellen :

- dat de verdachte voordien geen veroordeling heeft ondergaan tot een criminale straf of een correctionele hoofdgevangenisstraf van meer dan een maand;

- dat het feit waarvoor de verdachte verschijnt, niet van die aard schijnt te zijn dat het gestraft moet worden met een hoofdstraf van meer dan twee jaar correctionele gevengenisstraf of een zwaardere straf;

- dat de verdachte zijn uitdrukkelijke instemming betuigt, hetgeen moet blijken uit een afzonderlijk geschrift of uit de ondertekening van het desbetreffende proces-verbaal.

Volledigheidshalve moet hieraan worden toegevoegd dat zij de telastelegging bewezen moeten verklaren en de duur van de opschoring moeten bepalen, welke duur niet minder dan één jaar of niet meer dan vijf jaar mag bedragen met ingang van de datum van de beslissing, en dat zij eventueel de probatievoorwaarden moeten vaststellen.

34. De voorzichtigheid gebiedt dat de overwegingen op grond waarvan het onderzoeks- of het vonnisgerecht met gesloten deuren beslist tot de opschoring, nauwkeurig met redenen omkleed dienen te zijn.

De regel van artikel 96 van de Grondwet blijft immers gelden, namelijk dat de terechtzittingen openbaar zijn en dat daarvan slechts bij vonnis mag worden afgeweken. Het vonnis moet dan noodzakelijkerwijze ook berusten op de overweging dat de openbaarheid gevaar kan opleveren voor de orde en de goede zeden.

Van zulk een dwingende regel mag niet worden afgeweken tenzij op grond van ernstige overwegingen die volgens deze wet hierin kunnen bestaan dat niet-openbaarheid van wezenlijk belang kan zijn om de declasering van de verdachte te verhinderen of zijn reclassering mogelijk te maken.

De beslissing om met gesloten deuren zitting te houden moet dus wel berusten op een overweging van wezenlijk belang, zonder welke de goede afloop van de opschoring zelf weinig waarschijnlijk lijkt.

Il faut se souvenir, en effet, que la juridiction de jugement siégeant en audience publique dispose de la gamme toute entière des sanctions que nous rappelions plus haut.

35. Toutes les juridictions peuvent, en principe, prononcer la suspension simple ou probatoire, le sursis simple ou probatoire ou bien ordonner une enquête sociale afin d'apprécier l'opportunité de telle décision.

La cour d'assises et le tribunal de police font cependant exception.

La cour d'assises ne pourra ordonner l'enquête sociale, afin de ne pas alourdir des débats qui sont déjà enserrés dans d'étroites règles de procédure; les dossiers soumis à ces juridictions contiennent d'ailleurs presque toujours l'examen de la personnalité de l'inculpé et de son milieu.

La gravité des crimes soumis aux cours d'assises n'a pas paru permettre, par ailleurs, d'envisager qu'une suspension simple ou probatoire puisse être octroyée à l'inculpé. On a vu que le droit anglo-saxon a aussi, à ce propos, ses limites.

Mais les cours d'assises pourront octroyer le sursis simple ou le sursis probatoire pour des peines ne dépassant pas trois ans. On constatera que notre texte adopte ici une mesure préconisée par une proposition de loi (10). L'une des raisons principales données par ses auteurs étant que « la pratique judiciaire révèle que, souvent, les jurys des cours d'assises prononcent des acquittements parce qu'ils ne peuvent, en appliquant le minimum de la peine pour certains crimes, — 3 ans — accorder le sursis. »

Quant au tribunal de police, il ne pourra pas ordonner d'enquête sociale : ceci est inutile puisqu'il a semblé que, tout au moins provisoirement, il ne fallait pas lui permettre de prononcer des mesures de suspension simple ou probatoire ni d'octroyer le sursis probatoire.

La règle est sensiblement plus dure que celle qui est adoptée dans les pays de langue anglaise où le « binding over » est fréquemment appliqué dans les matières qui sont soumises à nos tribunaux de police. Pour le surplus, on constate que c'est fort rarement que, pour des infractions mineures, les juridictions anglo-saxonnes ordonnent la probation. Le système s'avérerait par trop onéreux là où une peine d'amende correspond à une juste répression.

L'expérience que notre pays va acquérir dans les années qui viennent, au niveau des tribunaux correctionnels, permettra d'apprécier s'il ne faut pas élargir le champ d'application de la loi dans ce domaine.

36. La suspension pourra donc être prononcée par le tribunal correctionnel, la cour d'appel, le conseil de guerre et la cour militaire, ainsi que par la chambre du conseil et la chambre des mises en accusation.

Men houde immers voor ogen dat het vonnisgerecht in openbare terechtzitting de gehele waaier van straffen kan uitspreken die wij hierboven hebben opengellegd.

35. In beginsel kunnen alle gerechten de gewone of de probatie-opschorting, het gewone of het probatieuistel uitspreken of een maatschappelijke enquête gelasten ten einde na te gaan of zulk een beslissing doelmatig is.

Een uitzondering hierop vormen het hof van assisen en de politierechtbank.

Het hof van assisen kan de maatschappelijke enquête niet gelasten om te verhinderen dat de debatten, die reeds in strakke procedureregelen gevast zitten, nog worden verzwaard; het dossier dat aan die gerechten wordt voorgelegd, bevat trouwens bijna altijd een onderzoek van de persoonlijkheid van de verdachte en zijn milieu.

Bovendien zijn de misdaden waarover het hof van assisen te oordelen heeft, zo zwaar dat het onmogelijk leek aan de verdachte in zulk een geval gewone of probatie-opschorting te verdienen. Zoals hiervoren is gezegd, stelt ook het Angelsaksisch recht perken op dit gebied.

Maar de hoven van assisen kunnen gewoon uitstel of probatieuistel verlenen voor straffen van niet meer dan drie jaar. Onze tekst neemt hier een maatregel over uit een voorstel van wet (10). Een van de hoofdargumenten van de indieners van dat voorstel luidde : « De rechtspraktijk leert dat de jury's van de hoven van assisen vaak vrijsprak verlenen, omdat uitstel onmogelijk is, wanneer zij de voor sommige misdaden bepaalde minimumstraf — drie jaar — toepassen. »

Ook de politierechtbank kan geen maatschappelijke enquête gelasten : dit werd overbodig geacht omdat men van oordeel was dat de politierechter, voorlopig althans, niet de bevoegdheid diende te bezitten om gewone of probatie-opschorting uit te spreken of probatie-uitstel te verlenen.

Onze regel is veel strenger dan die van de Angelsaksische landen waar de « binding over » dikwijls wordt toegepast in zaken waarvoor onze politierechtbanken bevoegd zijn. Maar aan de andere kant stelt men ook vast dat de Angelsaksische gerechten zeer zelden probatie gelasten voor kleinere misdrijven. Zulk een regeling zou al te duur uitvallen waar een geldboete een billijke strafmaat schijnt te zijn.

Aan de hand van de ervaring die ons land in de eerstkomende jaren zal opdoen, op het vlak van de correctieënrechtkranken, zal men dan kunnen oordelen of de werkingssfeer van de wet ook tot dat gebied moet worden uitgebreid.

36. De opschorting zal dus uitgesproken kunnen worden door de correctieënrechtkrank, het hof van beroep, de kriegsraad en het militair gerechtshof, alsmede door de raadkamer en de kamer van inbeschuldigingstelling.

(10) Doc. Chambre des Représentants, (1962-1963), n° 457-1.

(10) Gedr. St. Kamer (1962-1963), n° 457-1.

L'appel pourra être interjeté contre les décisions de la chambre du conseil (mais uniquement par voie d'opposition pour le motif que les conditions d'octroi de la suspension ne sont pas réunies) contre les jugements du tribunal correctionnel siégeant en chambre du conseil ou en séance publique et contre les jugements du conseil de guerre.

Il paraît néanmoins peu logique de refuser à la chambre du conseil ce qui paraît légitime d'admettre pour le tribunal correctionnel siégeant en chambre du conseil.

37. On a vu (n° 22) que, pour ce qui est des intérêts civils, l'appel pouvait être interjeté dans tous les cas. Il n'y a en effet aucune raison de supprimer un degré de juridiction.

38. Les décisions octroyant la suspension seront révoquées en cas de nouvelles infractions commises pendant le délai d'épreuve et ayant entraîné une condamnation à une peine de plus de 6 mois sans sursis.

La suspension pourra être révoquée si la condamnation sans sursis est de plus d'un mois tout en ne dépassant pas 6 mois.

Dans les autres cas, une nouvelle condamnation intervenant pendant le délai d'épreuve n'est pas de nature à permettre la révocation de la suspension.

La suspension probatoire cependant pourra être également révoquée si les conditions imposées ne sont pas respectées par l'inculpé.

Dans tous les cas où il doit ou désire provoquer la révocation de la suspension, le ministère public citera le condamné devant la juridiction de jugement de première instance de la résidence de ce dernier.

39. Il est utile de souligner que la suspension probatoire de même que le sursis probatoire seront prononcés pour les inculpés dont le redressement ne peut s'imaginer que sous la tutelle d'un assistant de probation, ainsi que dans le respect de conditions particulières que la juridiction saisie estimera indispensables au redressement du délinquant.

Remarquons que les magistrats devront rédiger avec un soin particulier ces conditions, car elles détermineront la mission de l'assistant de probation.

La pratique leur imposera de prescrire une condition de bonne conduite générale à l'inculpé qu'ils font bénéficier de la suspension probatoire. Il serait en effet absurde que celui-ci, restant en règle vis-à-vis des conditions particulières qui lui sont imposées, puisse se permettre, sous la sanction de l'article 13, § 3, tout autre écart grave de conduite.

Hoger beroep zal ingesteld kunnen worden tegen de beslissingen van de raadkamer (maar alleen bij wijze van verzet om reden dat aan de eisen tot verlening van de opschorting niet voldaan is), tegen de vonnissen van de correctionele rechtbank, gewezen in raadkamer of in openbare terechtzitting, tegen de vonnissen van de krijgsraad.

Het lijkt niettemin onlogisch aan de raadkamer te ontzeggen wat men op goede gronden aanneemt voor de correctionele rechtbank die in raadkamer uitspraak doet.

37. Hiervoren (n° 22) is gezegd dat steeds hoger beroep kan worden ingesteld wat betreft de burgerlijke belangen. Er is immers geen enkele reden om een rechtsinstantie af te schaffen.

38. De beslissingen tot opschorting worden herroepen ingeval gedurende de proeftijd een nieuw misdrijf is gepleegd dat een veroordeling tot een straf van meer dan zes maanden zonder uitstel ten gevolge heeft gehad.

De opschorting kan herroepen worden indien de veroordeling zonder uitstel ten minste één maand en ten hoogste zes maanden bedraagt.

In de andere gevallen kan de opschorting niet herroepen worden op grond van een nieuwe veroordeling gedurende de proeftijd.

De probatie-opschorting kan evenwel ook herroepen worden indien de verdachte de opgelegde voorwaarden niet naleeft.

In alle gevallen waarin het openbaar ministerie de herroeping van de opschorting moet vorderen of zulks wenst te doen, dagvaardt hij de veroordeelde voor het bevoegde vonnisgerecht van eerste aanleg van zijn verblijfplaats.

39. Het is wel goed erop te wijzen dat probatie-opschorting zowel als probatie-uitstel slechts uitgesproken zullen worden voor verdachten van wie men alleen beterschap kan verwachten onder de voogdij van een probatie-assistent en met naleving van de bijzondere voorwaarden die het bevoegde gerecht onmisbaar acht om beterschap te bereiken.

Op te merken valt dat de magistraten die voorwaarden zeer zorgvuldig zullen moeten omschrijven, omdat zij bepalend zullen zijn voor de taak van de probatie-assistent.

Praktisch gezien, zullen zij aan de verdachte die probatie-opschorting geniet, als voorwaarde een algemeen goed gedrag moeten opleggen. Het zou immers onzinig zijn dat de verdachte zich, onder de gelding van artikel 13, § 3, allerlei ergerlijke zijsprongen zou kunnen veroorloven en toch in orde blijven met de bijzondere voorwaarden die hem zijn opgelegd.

40. Le projet de loi prévoit qu'il est institué une commission de probation auprès de chaque tribunal de première instance.

La matière dont notre texte élargit considérablement le projet de loi initial ne permet pas de se contenter de la commission provinciale qui y était prévue. Il a paru, de plus, opportun de respecter le cadre de l'arrondissement judiciaire.

On constatera que la composition des commissions de probation est comparable à celle des commissions de défense sociale.

La compétence territoriale est déterminée par la résidence de l'inculpé ou du condamné.

Si, en effet, dans le cadre d'une certaine logique, on pouvait concevoir que la conduite de l'inculpé serait soumise à la commission de probation de l'arrondissement dans lequel il a été condamné, on s'est aperçu bien vite que les difficultés pratiques qui s'ensuivraient pourraient être insurmontables.

41. A l'unanimité, votre Commission est d'avis que la loi qui vous est proposée est applicable aux affaires en cours au moment où elle entrera en vigueur.

Observations et commentaires concernant certains articles.

Article premier.

1. Des débats prolongés ont eu lieu à votre commission sur la *qualification* qu'il s'agissait de donner aux institutions proposées.

a) *Sursis*.

Il n'y eut aucune peine à abandonner l'ancienne formulation, « condamnation conditionnelle », pour la remplacer par le terme « *sursis* », définitivement entré dans les mœurs. La Chambre des Représentants avait d'ailleurs transmis le projet au Sénat en employant ce vocable.

b) *Suspension*.

Pour ce qui est de la suspension, on se rappelle que la Chambre avait distingué entre la suspension du renvoi et la suspension de la condamnation. Cette distinction a été abandonnée.

Notre droit pénal connaîtra une institution nouvelle : la « suspension du prononcé de la condamnation », dont on distingue deux modalités : la « suspension simple du prononcé de la condamnation » et la « suspension probatoire du prononcé de la condamnation ».

Plusieurs commissaires auraient préféré que l'institution nouvelle s'appelât la « *probation* ». Leur argument principal était le suivant : ce ne sont pas la ou les conditions particulières imposées au délinquant qui forment l'élément principal de la mise à l'épreuve; c'est la suspension du prononcé de la condamnation qui lui épargne, sous la condition générale d'une bonne conduite future, une condamnation et l'inscription de celle-ci au casier judiciaire. Ils ajoutaient que la désignation de l'institution, telle qu'elle était proposée, était bien longue et peu pratique.

40. Het ontwerp van wet bepaalt dat bij iedere rechbank van eerste aanleg een probatiecommissie wordt ingesteld.

Onze tekst heeft het oorspronkelijke ontwerp van wet zo sterk verruimd dat met de aanvankelijk voorziene provinciale commissie niet kan worden volstaan.

Aan de andere kant leek het ook beter het kader van het gerechtelijk arrondissement te eerbiedigen.

De samenstelling van de probatiecommissies is te vergelijken met die van de commissies tot bescherming van de maatschappij.

De territoriale bevoegdheid wordt bepaald door de verblijfplaats van de verdachte of de veroordeelde.

Want al kon men volgens een zekere logica van oordeel zijn dat de verdachte diende te ressorteren onder de probatiecommissie van het arrondissement waar hij veroordeeld werd, kwam men vrij vlug tot de slotsom dat de praktische moeilijkheden van die regeling wel onoverkomelijk zouden kunnen zijn.

41. Uw Commissie is eenparig van oordeel dat de wet toepasselijk is op de zaken die aanhangig zullen zijn bij de inwerkingtreding.

Opmerkingen en commentaar bij sommige artikelen.

Eerste artikel.

1. Uw Commissie heeft langdurig beraadslaagd over de *benaming* van de voorgestelde instituten.

a) *Uitstel*.

De oude benaming « voorwaardelijke veroordeling » werd geredelijk opgegeven en vervangen door het woord « *uitstel* » dat nu wel algemeen gebruikelijk is. De Kamer van Volksvertegenwoordigers gebruikte die term trouwens zelf in het ontwerp dat zij aan de Senaat heeft gezonden.

b) *Opschorting*.

Wat de *opschorting* betreft maakte de Kamer een onderscheid tussen de *opschorting van de verwijzing* en de *opschorting van de veroordeling*. Uw Commissie heeft dat onderscheid laten varen.

Ons strafrecht zal voortaan een nieuw instituut kennen, namelijk de « *opschorting van de uitspraak van de veroordeling* », die twee aspecten vertoont : de « *gewone opschorting van de uitspraak van de veroordeling* » en de « *probatie-opschorting van de uitspraak van de veroordeling* ».

Verscheidene leden hadden het nieuwe instituut liever « *de probatie* » geheten. Hun hoofdargument was dat niet de bijzondere voorwaarde of voorwaarden opgelegd aan de delinquent het hoofdbestanddeel van de opproefstelling vormen, maar wel de *opschorting van de uitspraak van de veroordeling* die hem, onder de algemene voorwaarden van een toekomstig goed gedrag, een veroordeling en de inschrijving in zijn strafregister besparen. Bovendien, aldus die leden, was de term die werd voorgesteld om het instituut aan te duiden, te lang en onpraktisch.

Les adversaires de cet amendement ont fait valoir, comme argument principal, que la « probation », telle qu'elle existe en droit anglais, implique nécessairement l'intervention d'un « probation officer » et qu'il faut maintenir ce sens à la « probation » que nous insérons dans notre droit. Ils ajoutaient que, dans leur conception de la suspension simple du prononcé de la condamnation, il n'y avait pas lieu à intervention d'un assistant de probation.

C'est cette dernière thèse qui l'a emporté.

2. Néanmoins, pour éviter de trop grandes longueurs dans le texte de la loi, il fut décidé d'employer le terme « suspension » chaque fois qu'il s'agit de la suspension simple du prononcé de la condamnation *et de la suspension probatoire du prononcé de la condamnation.*

Lorsqu'il s'agit de l'une *ou* de l'autre de ces mesures, les termes employés sont : « la suspension simple » et « la suspension probatoire ».

3. La Chambre des Représentants avait retenu, pour la suspension prononcée par la chambre du conseil, l'expression « suspension simple ou suspension probatoire du renvoi ».

Il a été constaté que c'était bien, même au stade de la chambre du conseil, le prononcé de la condamnation qui était suspendu. La chambre du conseil aura déjà dit, en effet, l'infraction établie, aura condamné l'inculpé aux frais et, s'il y a lieu, aux restitutions et aura pu prononcer la confiscation spéciale; de plus la révocation de la suspension entraîne non pas un nouveau renvoi mais une citation devant la juridiction compétente pour prononcer la peine, la seule condition à respecter étant que celle-ci ne peut dépasser deux ans de prison.

Article 2.

Le Ministre de la Justice a dit préférer que la personne chargée de guider les inculpés sous probation soit appelée assistant de probation plutôt que agent de probation ou officier de probation.

Il faut, en effet, pour favoriser le reclassement dans toute la mesure du possible, insister sur la notion d'assistance bien plus que sur la notion de répression. L'emploi du mot agent ou du mot officier pouvait ne pas correspondre à cette exigence.

La commission a adhéré à cette opinion.

Article 3.

1. Le texte soumis à votre Commission ne permettait pas de prononcer la suspension — que ce soit au stade de la juridiction d'instruction ou de la juridiction de jugement — si l'inculpé avait « encouru une condamnation antérieure à une peine criminelle ou à un emprisonnement correctionnel principal ».

Cette condition est trop drastique. Une condamnation qui ne dépasse pas un mois sans sursis peut assez souvent ne pas avoir été prononcée pour des faits met-

Het hoofdargument van de tegenstanders van die wijziging was dat de « probation », zoals zij in het Engels recht wordt opgevat, noodzakelijkerwijze een « probation officer » onderstelt en dat de « probatie » die wij in ons recht invoeren, die betekenis moet behouden. Bovendien, aldus deze leden, was er in hun opvatting van de gewone opschoring van de uitspraak van de veroordeling geen plaats voor een probatie-assistent.

Dit standpunt is door de Commissie goedgekeurd.

2. Ten einde de tekst van de wet niet te omslachtig te maken, werd evenwel besloten de term « opschoring » te gebruiken telkens wanneer de gewone opschoring van de uitspraak van de veroordeling en de probatie-opschoring van de uitspraak van de veroordeling beide worden bedoeld.

Waar slechts op een van beide maatregelen gedoeld wordt, zal sprake zijn van « gewone opschoring » en « probatieopschoring ».

3. De Kamer van Volksvertegenwoordigers noemde de opschoring door de raadkamer, « gewone opschoring of proefopschoring van de verwijzing ».

Vastgesteld werd dat, zelfs in het stadium van de raadkamer, wel degelijk de uitspraak van de veroordeling opgeschorst wordt. De raadkamer zal immers reeds het misdrijf bewezen hebben verklaard, de verdachte veroordeld hebben in de kosten en, zo daartoe aanleiding bestaat, tot teruggave en zij zal misschien ook reeds de bijzondere verbeurdverklaring hebben uitgesproken; bovendien leidt de herroeping van de opschoring niet tot een nieuwe verwijzing, maar tot een dagvaarding voor het bevoegde gerecht om de straf te doen uitspreken, waarbij als enige eis gesteld wordt dat deze twee jaar gevangenisstraf niet mag te boven gaan.

Artikel 2.

De Minister van Justitie verklaarde dat hij degene die leiding zal moeten geven aan de op probatie gestelde verdachte liever probatie-assistent zou noemen dan probatie-agent of probatie-ambtenaar.

Ten einde de reclassering van de verdachte zoveel mogelijk te bevorderen moet de klemtuon immers eerder vallen op het begrip bijstand dan op het begrip bestrafing. Het gebruik van het woord agent of ambtenaar zou misschien niet met dit streven te verenigen zijn.

De Commissie heeft zich bij deze zienswijze aangesloten.

Artikel 3.

1. Krachtens de tekst die aan uw Commissie was voorgelegd, kon — in het stadium van het onderzoeksgericht zowel als in dat van het vonnispaleis — geen opschoring worden uitgesproken indien de verdachte vroeger « veroordeeld was tot een criminale straf of een correctionele hoofdgevangenisstraf ».

Dit was een al te drastische voorwaarde. Het kan immers best zijn dat een veroordeling van ten hoogste één maand zonder uitstel, niet uitgesproken is

tant en cause la capacité de redressement du prévenu. En Angleterre, des récidivistes, déjà nantis de plusieurs condamnations assez importantes, peuvent, quand les circonstances permettent d'espérer leur récupération par la société, bénéficier du « binding over » ou de la « probation ».

Il a cependant paru qu'il fallait limiter à un mois la condamnation qu'avaient pu encourir les inculpés sans être privés de la possibilité de bénéficier de la suspension. Il aurait été peu sage, alors que l'expérience de la loi n'a pas encore été faite dans notre pays et doit s'insérer dans un système pénal fort différent du système anglo-saxon, de dépasser un mois.

2. On remarquera que la condamnation sans sursis que paraît mériter l'inculpé peut atteindre deux ans. C'est déjà une peine considérable qui n'est prononcée que pour des faits d'une grande gravité.

La suspension sera envisagée dans le souci de la récupération sociale de l'ineulpé, associé à la capacité de redressement de celui-ci.

3. La décision accordant la suspension signifie, dans le chef du prévenu, qu'il accepte qu'on le déclare auteur du fait, mais, la faveur de la suspension dont il bénéficie, n'implique pas nécessairement l'aveu, tandis que, dans le chef du juge, c'est toujours une déclaration de culpabilité, avec ses conséquences pénales et civiles.

4. La nature et la valeur de la décision de la juridiction d'instruction et de l'instance de jugement prononçant la suspension sont les mêmes et ne diffèrent que par la qualification de la juridiction qui la prononce.

Article 4.

1. Le nouveau texte ne met pas en cause les divers pouvoirs dont disposent aujourd'hui les juridictions d'instruction, tel celui de rendre une ordonnance de plus ample informé.

2. Le § 1^{er} de cet article vise aussi bien le cas où l'affaire est à l'information qu'à l'instruction.

Le ministère public chargé d'exercer les poursuites peut estimer en effet, soit *proprio motu* soit à l'intervention du conseil de l'inculpé, qu'une suspension à huis clos doit intervenir. Il procédera alors comme il le fait déjà en matière de défense sociale dans une situation semblable : il renverra l'affaire à l'instruction afin qu'il soit procédé à une enquête sociale et la cause viendra tout naturellement devant la chambre du conseil.

Pour le surplus, il a été estimé préférable de ne pas permettre au ministère public de citer directement le prévenu devant la chambre du conseil.

voor feiten die de mogelijke beterschap van de verdachte in de weg staan. In Engeland kunnen recidivisten die reeds verscheidene vrij strenge veroordelingen hebben ondergaan, « binding over » of « probatie » genieten, wanneer de omstandigheden de hoop wettigen dat zij voor de maatschappij teruggewonnen kunnen worden.

Uw Commissie was evenwel van oordeel dat de veroordeling die een verdachte mocht hebben ondergaan zonder het genot van de opschorting te verliezen, tot één maand behoorde te worden beperkt. Want aangezien de rechtsinstelling die de wet invoert, in ons land nog niet beproefd werd en moet worden opgenomen in een strafrechtelijk systeem dat sterk verschilt van het Angelsaksische, zou het niet verstandig geweest zijn verder te gaan dan één maand.

2. Men zal opmerken dat de veroordeling zonder uitsel die de verdachte schijnt te verdienen, tot twee jaar kan gaan. Dit is al een zware straf, die slechts uitgesproken wordt voor zeer erge feiten.

De opschorting zal erop gericht zijn om de verdachte voor de maatschappij terug te winnen en daarbij zal worden nagegaan in hoever hij in staat is zich te beteren.

3. De beslissing tot opschorting betekent voor de verdachte dat hij aanvaardt als de dader te worden beschouwd, hoewel de gunst die hem aldus verleend wordt, niet noodzakelijk een bekentenis in zich sluit, terwijl dit voor de rechter altijd een schuldigverklaring is, met de strafrechtelijke en burgerrechtelijke gevolgen van dien.

4. De aard en de waarde van de beslissing van het onderzoeksgerecht en van het vonnisgerecht die de opschorting uitspreken, zijn in beide gevallen dezelfde en het verschil ligt alleen in de aard van het gerecht dat de opschorting toestaat.

Artikel 4.

1. De nieuwe tekst raakt niet aan de verschillende bevoegdheden die de onderzoeksgerechten thans bezitten, bijvoorbeeld om een nader onderzoek te gelasten.

2. § 1 van dit artikel heeft zowel betrekking op het geval dat de zaak in vooronderzoek of in onderzoek is.

Het openbaar ministerie dat de vervolgingen moet instellen, kan immers, hetzij eigener beweging hetzij na tussenkomst van de raadsman van de verdachte, tot het besluit komen dat een opschorting met gesloten deuren moet worden uitgesproken. Hij zal dan te werk gaan zoals hij inzake bescherming van de maatschappij in een soortgelijke situatie doet : hij zal de zaak naar de onderzoeksrechter verwijzen voor een maatschappelijke enquête en dan komt de zaak vanzelf voor de raadkamer.

Bovendien werd het verkieslijk geacht aan het openbaar ministerie niet toe te staan om de verdachte rechtstreeks voor de raadkamer te dagvaarden.

3. Rappelons que la règle est celle de l'article 96 de la Constitution selon lequel les audiences des tribunaux sont publiques (voir Rapport, n° 3).

Soulignons ensuite que la juridiction qui doit normalement octroyer la suspension à huis clos est la chambre du conseil.

Il serait vain de rappeler ici les très longs débats qui ont eu lieu soit en commission, soit dans le groupe de travail constitué en son sein; qu'il suffise de dire que la chambre du conseil a été choisie, notamment parce que ce choix troublait peu la pratique de notre procédure pénale et que la discréction désirée y est le mieux assurée. C'est déjà cette juridiction qui fut appelée à appliquer la loi de défense sociale.

4. En cas de citation directe de la partie civile et selon les termes de l'article 4, § 1^e, 2^e alinéa, le ministère public peut saisir la chambre du conseil de réquisitions en vue de la suspension. Ces réquisitions entraînent dans ce cas le dessaisissement du tribunal devant lequel la citation directe avait été lancée.

Il était indispensable — un commissaire l'a justement fait remarquer — que le texte prévoie expressément, dans l'hypothèse envisagée, que la juridiction de jugement était dessaisie de la citation directe, lorsque la chambre de conseil était saisie par les réquisitions du ministère public.

Cette mesure peut paraître faire double emploi avec les pouvoirs consentis au ministère public par l'article 5, § 2. Il est cependant préférable d'attribuer au ministère public l'un et l'autre pouvoir afin de donner un maximum de souplesse à son action.

On imagine sans peine des cas qui conduisent à choisir une juridiction plutôt que l'autre. Ainsi, la chambre du conseil sera probablement préférée quand la citation directe aura été lancée alors que le ministère public se proposait de mettre l'affaire à l'instruction dans le but de demander une suspension à la chambre du conseil.

5. Il résulte de l'article 4 § 1^e al. 2 et de l'article 5 § 2, que le huis clos est de règle pour trancher des intérêts civils quand la suspension a été prononcée à huis clos.

Il n'a cependant pas paru souhaitable d'interdire le recours aux tribunaux civils.

6. Le texte primitif portait, in fine de l'article 4 qu'à « la demande du ministère public ou de l'inculpé, elles (les juridictions d'instruction) peuvent ordonner la publicité des débats sous réserve de l'application de l'article 96 de la Constitution ». Cette disposition était semblable à celle qui est inscrite dans la loi de défense sociale.

On admettra cependant que la matière est fort différente. Dans le cas même où le ministère public voudrait voir ordonner la publicité des débats, il lui suffit, en effet, de s'opposer au prononcé de la suspension à huis clos. Pour l'inculpé, la situation est encore plus simple : en refusant la suspension simple ou probatoire à ce stade, il a l'assurance de débats publics en cas de

3. Wij brengen in herinnering dat hier als regel geldt wat in artikel 96 van de Grondwet wordt voorgeschreven, nl. dat de terechtzittingen van de rechthallen openbaar zijn (zie Verslag, n° 3).

Voorts zij opgemerkt dat de raadkamer de normale instantie is die de opschorting met gesloten deuren moet toestaan.

Het zou geen nut hebben hier een relas te geven van de langdurige besprekingen die in de Commissie of in haar werkgroep plaats hadden; alleen zij vermeld dat de keuze op de raadkamer is gevallen, onder meer omdat dit weinig stoornis zal verwekken in onze strafrechtspleging en omdat de zaken daar het best geheim zullen worden gehouden. Dit gerecht werd vroeger ook uitgekozen om de wet tot bescherming van de maatschappij toe te passen.

4. Bij rauwelijkse dagvaarding door de burgerlijke partij kan het openbaar ministerie krachtens artikel 4, § 1, tweede lid, een vordering tot opschorting aanhangig maken bij de raadkamer. In dat geval wordt de zaak ontrokken aan de rechtbank waarvoor de rauwelijkse dagvaarding is geschied.

Zoals een commissielid terecht heeft opgemerkt, was het volstrekt noodzakelijk in de tekst uitdrukkelijk te bepalen dat de rauwelijkse dagvaarding, in deze hypothese, onttrokken wordt aan het vonnisgerecht wanneer het openbaar ministerie zijn vorderingen bij de raadkamer aanhangig heeft gemaakt.

Deze maatregel zal misschien overbodig lijken omdat een zelfde bevoegdheid ook bij artikel 5, § 2, aan het openbaar ministerie wordt toegekend. Maar het is beter dat het openbaar ministerie de beide bevoegdheden bezit, zodat hij soepeler kan optreden.

Men kan zich gemakkelijk indenken dat in sommige gevallen het ene gerecht boven het andere zal worden verkozen. Aldus zal waarschijnlijk de voorkeur worden gegeven aan de raadkamer wanneer een rauwelijkse dagvaarding heeft plaats gehad, terwijl het openbaar ministerie voornemens was de zaak aan de onderzoeksrechter te onderwerpen ten einde de raadkamer om opschorting te verzoeken.

5. Uit artikel 4, § 1, tweede lid, en uit artikel 5, § 2, volgt dat behandeling met gesloten deuren de regel is om over burgerlijke belangen te beslissen wanneer de opschorting met gesloten deuren is uitgesproken.

Het leek evenwel niet wenselijk een beroep op de burgerlijke rechthallen te verbieden.

6. De oorspronkelijke tekst bepaalde aan het slot van artikel 4 het volgende : « Op verzoek van het openbaar ministerie of van de verdachte kunnen zij (de onderzoeksgerechten) de openbaarheid van de debatten gelasten, behoudens toepassing van artikel 96 van de Grondwet ». Een soortgelijke bepaling komt ook voor in de wet tot bescherming van de maatschappij.

Men zal echter toegeven dat de zaken hier geheel anders liggen. Want ingeval het openbaar ministerie zou wensen dat de debatten in het openbaar plaats hebben, is het voldoende dat hij zich verzet tegen de uitspraak van de opschorting met gesloten deuren. Voor de verdachte is de zaak nog eenvoudiger : weigert hij de gewone opschorting of de probatie-opschor-

persistence des poursuites. Et, en tous cas, la juridiction d'instruction reste maîtresse de préférer l'audience publique et de prononcer le renvoi.

Malgré que l'on puisse imaginer des cas fort exceptionnels qui conduiraient à maintenir le texte primitif, il est préférable de ne pas ajouter une disposition qui pourrait être la cause de débats stériles.

7. L'opposition à l'ordonnance de la chambre du conseil doit être motivée par le fait que les conditions d'octroi de la suspension ne sont pas réunies.

Il s'agit bien entendu ici des conditions juridiques et non des conditions de fait. Par exemple, l'accord de l'inculpé peut n'avoir pas été recueilli alors qu'il souhaite la publicité de l'audience publique ou prétend faire éclater son innocence; ou bien encore le procureur du Roi estime que l'inculpé ne réunissait pas les conditions exigées par l'alinéa premier de l'article 3.

8. En vertu du § 3, les juridictions d'instruction peuvent ordonner l'audition de témoins.

Le texte prend soin de ne pas dire « des » témoins. Il s'agit d'en entendre, en effet, sur l'opportunité d'accorder ou non la suspension. Mais il ne s'agit évidemment pas seulement de témoins de moralité. Il peut être utile, par exemple, de rechercher la nature exacte des faits culpeux ou des comportements qui sont reprochés au prévenu.

9. Le rapport insiste (n° 21) pour que les parquets donnent l'occasion aux parties civiles de faire valoir leurs droits devant les juridictions d'instruction susceptibles de prononcer la suspension.

La présence des parties lésées peut présenter un intérêt afin d'informer la juridiction sur l'opportunité de prescrire, parmi les mesures probatoires, la réparation du préjudice causé. A cette fin, il sera opportun de les citer comme témoins si elles ne se sont déjà constituées parties civiles.

Article 5.

1. Lorsque l'affaire est renvoyée devant le tribunal par la juridiction d'instruction ou que le tribunal est saisi par voie de citation directe, tant du ministère public que d'une partie civile, les juridictions de jugement peuvent ordonner la suspension; à la requête du prévenu ou à la réquisition du ministère public, elles peuvent connaître de la demande de suspension en chambre du conseil.

Cette mesure est rendue nécessaire par le choix de la juridiction d'instruction comme la juridiction qui habituellement décide de la suspension à huis clos.

Le ministère public peut, en effet, ne pas avoir voulu recourir à la chambre du conseil ou ne pas vouloir exercer la prérogative qui lui est attribuée par l'arti-

ting in dit stadium, dan heeft hij de verzekering dat een openbare terechtzitting zal worden gehouden ingeval de vervolgingen worden voortgezet. En in elk geval heeft het onderzoeksgerecht de mogelijkheid om een openbare terechtzitting te verkiezen en de verwijzing uit te spreken.

Hoewel men zich zeer uitzonderlijke gevallen kan indenken die zouden nopen tot handhaving van de oorspronkelijke tekst, is het toch verkeerslijker geen bepaling op te nemen die kan leiden tot een onvruchtbare debat.

7. Het verzet tegen de beschikking van de raadkamer moet gegronde zijn op het feit dat niet voldaan is aan de voorwaarden voor toekenning van de opschorting.

Het betreft hier natuurlijk juridische en geen feitelijke voorwaarden. Het is bijvoorbeeld mogelijk dat de instemming van de verdachte niet is verkregen terwijl hij een openbare terechtzitting wenst of beweert zijn onschuld onomstotelijk te kunnen bewijzen; de procureur des Konings kan ook van oordeel zijn dat de verdachte niet voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 3, eerste lid.

8. Krachtens § 3 kunnen de onderzoeksgerechten bevelen dat er getuigen zullen worden gehoord.

De tekst zegt niet « de » getuigen, en dit is gewild. Er moeten namelijk getuigen worden gehoord in verband met de wenselijkheid van een opschorting. Het spreekt echter vanzelf dat de getuigenissen niet alleen over het gedrag van de verdachte moeten gaan. Het kan bijvoorbeeld van nut zijn de ware aard na te gaan van de strafbare feiten of van de gedragingen die aan de verdachte worden verweten.

9. Het verslag dringt erop aan (nr 21), dat de parketten aan de burgerlijke partijen de gelegenheid zouden geven om hun rechten te doen gelden voor de onderzoeksgerechten die de opschorting kunnen uitspreken.

De aanwezigheid van de benadeelde partijen kan van belang zijn om het gerecht in te lichten over de wenselijkheid om als een van de probatiemaatregelen voor te schrijven dat de geleden schade wordt vergoed. Daarom zal het goed zijn hen als getuigen te dagvaarden, voor zover zij zich niet reeds burgerlijke partij hebben gesteld.

Artikel 5.

Wanneer de zaak door het onderzoeksgerecht naar de rechtbank wordt verwezen of wanneer zij bij de rechtbank wordt aangebracht bij wege van rauwelijks dagvaarding, zowel door het openbaar ministerie als door een burgerlijke partij, kunnen de vonnisgerechten de opschorting gelasten op verzoek van de verdachte of op vordering van het openbaar ministerie; zij kunnen in raadkamer kennis nemen van het verzoek tot opschorting.

Deze maatregel is noodzakelijk omdat het onderzoeksgerecht wordt gekozen als het gerecht dat gewoonlijk over de opschorting met gesloten deuren beslist.

Het is immers mogelijk dat het openbaar ministerie zich niet tot de raadkamer heeft willen wenden of geen gebruik wil maken van het recht dat het krach-

cle 4, § 1^{er}, alinéa 2. La juridiction de jugement, statuant sur la requête écrite de l'inculpé, peut être d'un avis différent.

2. Un commissaire aurait voulu voir insérer le texte suivant à la fin de l'alinéa 1^{er} du § 2 : « ... sauf si la juridiction d'instruction a déjà rejeté la suspension », afin qu'il n'y ait pas contrariété de décision au sein d'un même tribunal.

Le Ministre de la Justice et la majorité de la Commission ont préféré ne pas faire cet ajouté, afin de maintenir plénitude de juridiction à la juridiction du jugement.

3. C'est, dit le troisième alinéa, avant l'ouverture de l'audience que la réquisition ou la requête doivent être déposées au greffe.

Il est à noter que l'affaire peut être fixée plusieurs fois. La disposition vaut donc également pour les remises.

Article 8 (art. 7 du projet 325).

1. Le premier alinéa, in fine, permet au juge d'ordonner qu'il sera sursis à l'exécution soit du jugement ou de l'arrêt soit de *tout ou partie* des peines principales ou subsidiaires.

La loi du 14 novembre 1947 ne permettait de surseoir qu'à l'exécution du jugement ou de l'arrêt ou des peines principales ou subsidiaires. Le sursis pouvait être prononcé soit pour la peine d'emprisonnement, soit pour la peine d'amende. Ces dispositions constituaient déjà un progrès appréciable sur la loi du 31 mai 1888 qui n'autorisait que le prononcé du sursis à l'exécution de la peine pour le tout.

2. La disposition nouvelle ne crée-t-elle pas une certaine confusion des pouvoirs ? Le Ministre, en appliquant la loi sur la libération conditionnelle applique, mais à posteriori, la même mesure que celle que le juge pourra prononcer. Ce dernier infligeant par exemple une peine de 2 ans d'emprisonnement, sans sursis pour 3 mois et avec sursis (simple ou probatoire) pour le surplus, présumerait du comportement du condamné, sans disposer des moyens d'information que possède le Ministre quand il octroie une libération conditionnelle.

3. On peut dire que la mesure proposée mène à octroyer des pouvoirs au juge en matière d'application de la peine. Mais est-ce un mal ? D'autres pays, comme la Suisse, confient pareil contrôle à la magistrature.

De plus, une judicieuse application de la nouvelle disposition peut être des plus salutaire. Le juge peut estimer, dans l'exemple repris ci-dessus, que le choc psychologique créé par trois mois d'emprisonnement est suffisant pour que le condamné mesure tout le risque qu'il court en cas de récidive.

tens artikel 4, § 1, tweede lid, bezit. Het vonnisrecht kan bij de uitspraak over het verzoekschrift van de verdachte van een andere mening zijn.

2. Een commissielid had gaarne het eerste lid van § 2 aangevuld gezien met de volgende tekst : « ... behalve indien het onderzoeksgerecht de opschorsting reeds verworpen heeft », opdat binnen een zelfde rechtbank geen tegenstrijdige beslissingen worden genomen.

De Minister van Justitie en de meeste commissieleden achten die aanvulling niet gewenst omdat zij de volle rechtsmacht van het vonnisgerecht gehandhaafd wilden zien.

3. Krachtens het derde lid moet de vordering of het verzoek ter griffie worden neergelegd vóór de opening van de terechting.

Op te merken valt dat de zaak verscheidene malen kan worden belegd. De bepaling geldt dus ook voor de verdagingen.

Artikel 8 (art. 7 van ontwerp 325).

1. Ingevolge het eerste lid, in fine, kan de rechter gelasten dat de tenuitvoerlegging hetzij van het vonnis of het arrest, hetzij van de gezamenlijke hoofdstraffen of vervangende straffen dan wel van een gedeelte ervan, wordt uitgesteld.

Krachtens de wet van 14 november 1947 kon alleen de tenuitvoerlegging van het vonnis of van het arrest of van de hoofd- of vervangende straffen worden geschorst. Uitstel kon worden verleend hetzij voor de gevangenisstraf, hetzij voor de geldboete. Die bepalingen waren reeds een grote vooruitgang tegenover de wet van 31 mei 1888, op grond waarvan slechts de opschorsting van de tenuitvoerlegging van de gehele straf kon worden uitgesproken.

2. Zal de nieuwe bepaling niet ten gevolge hebben dat sommige bevoegdheden elkaar zullen doorkruisen ? Als de Minister de wet op de voorwaardelijke invrijheidssetting toepast, doet hij, a posteriori, hetzelfde als wat de rechter nu zal kunnen doen. Maar een rechter die bijvoorbeeld een gevangenisstraf van twee jaar oplegt, zonder uitstel voor drie maanden en met (gewoon of probatie-) uitstel voor de rest, grondt zijn oordeel op het toekomstige gedrag van de veroordeelde, zonder over dezelfde informatiemiddelen te beschikken als de Minister, wanneer die een voorwaardelijke invrijheidssetting verleent.

3. Men kan zeggen dat de voorgestelde maatregel ertoe leidt dat de rechter bevoegdheid krijgt inzake tenuitvoerlegging van de straf. Maar is dit zo verkeerd ? In andere landen, met name in Zwitserland, heeft de rechter ook zulk een controlebevoegdheid.

Bovendien kan de nieuwe bepaling, als ze oordeelkundig wordt toegepast, zeer heilzaam zijn. In het hiervoren gegeven voorbeeld kan de rechter immers van oordeel zijn dat de psychologische schok van drie maanden gevangenis krachtig genoeg is om de veroordeelde te doen beseffen hoeveel risico's hij loopt in geval van herhaling.

La nouvelle disposition s'inscrit, enfin, dans l'économie générale de la présente loi. Il est logique et probablement fécond de permettre au juge, qui a le pouvoir d'octroyer la suspension simple ou probatoire, le sursis simple ou probatoire de la peine de prison et de l'amende ou non, de pouvoir diviser la peine d'emprisonnement ou d'amende.

4. Une question subsiste néanmoins qui fut posée dans les termes suivants :

Le droit du Ministre de faire application de la libération conditionnelle n'est-il pas entamé ? Un inculpé condamné à trois années d'emprisonnement dont deux sans sursis peut-il être libéré après un an, soit après le tiers de la peine ?

La Commission est d'avis que rien n'est modifié à la loi sur la libération conditionnelle, sinon que le condamné devra être libéré au plus tard après avoir purgé la durée de la peine prononcée sans sursis.

Pour le surplus, le tiers de la peine, au sens de la loi établissant la libération conditionnelle, est le tiers de la peine prononcée sans sursis et non pas le tiers du total de la peine sans sursis et avec sursis.

5. Le paragraphe 3 de cet article envisage un cas bien exceptionnel. Il fallait le rencontrer puisque aucun autre texte ne permet de le faire. Il reprend, d'ailleurs, le texte de l'article 3 de la loi du 14 novembre 1947.

Article 10 (article 9 du projet 325).

1. La commission de probation instituée auprès de chaque tribunal de première instance sera composée d'un président, (magistrat effectif ou honoraire), d'un avocat et d'un fonctionnaire désigné par le Ministre de la Justice.

Le Ministre de la Justice a souligné que le terme « fonctionnaire » ainsi employé doit être entendu dans un sens large; en effet, dans son esprit, il ne s'agit pas nécessairement d'un fonctionnaire de l'administration centrale.

2. Le président et chacun des membres ont un ou plusieurs suppléants.

Ces derniers sont indispensables pour parer à l'absence occasionnelle des membres.

La disposition est également justifiée par la nécessité dans laquelle on peut se trouver de créer plusieurs chambres de la commission de probation instituée auprès des tribunaux de première instance les plus importants.

Pour la même raison, le texte prévoit que le Ministre de la Justice nomme un ou plusieurs secrétaires.

3. Le procureur du Roi assiste aux séances de la commission avec voix consultative.

L'observation a été faite que ce serait peut-être là refuser de le faire participer à l'exécution d'une décision judiciaire dont hier il avait seul la charge.

De nieuwe bepaling moet ten slotte ook gezien worden in het algemene kader van de wet. Het is logisch en waarschijnlijk ook goed, dat de rechter, die al dan niet probatie, opschorting of uitstel van gevangenisstraf en geldboete mag verlenen, eveneens de macht bezit om de gevangenisstraf of de geldboete te splitsen.

4. Er is evenwel nog een vraag te beantwoorden, die werd geformuleerd als volgt :

Wordt hier geen afbreuk gedaan aan het recht van de Minister om voorwaardelijke invrijheidsstelling te verlenen ? Kan een verdachte die tot drie jaren gevangenisstraf is veroordeeld, waarvan twee zonder uitstel, in vrijheid gesteld worden na één jaar, d.w.z. na een derde van de straf te hebben ondergaan ?

De Commissie is van oordeel dat er niets wordt gewijzigd in de wet op de voorwaardelijke invrijheidsstelling, tenzij dat de veroordeelde in vrijheid gesteld zal moeten worden zodra hij zijn zonder uitstel uitgesproken straf heeft volbracht.

Bovendien is een derde van de straf, in de zin van de wet op de voorwaardelijke invrijheidsstelling, een derde van de straf zonder uitstel en niet een derde van de totale straf met en zonder uitstel.

5. § 3 van dit artikel voorziet in een zeer uitzonderlijk geval. Er moet een regeling voor getroffen worden omdat dit op grond van een enkele andere tekst kan gebeuren. Het is trouwens de tekst van artikel 3 van de wet van 14 november 1947 die overgenomen wordt.

Artikel 10 (artikel 9 van ontwerp 325).

1. De probatiecommissie bij iedere rechtbank van eerste aanleg bestaat uit een voorzitter (werkend of eremagistraat), een advocaat en een ambtenaar aangewezen door de Minister van Justitie.

De Minister van Justitie heeft erop gewezen dat het woord « ambtenaar » in ruime zin moet worden genomen; naar zijn oordeel moet er niet noodzakelijk een ambtenaar van de centrale administratie onder worden verstaan.

2. De voorzitter en ieder lid hebben een of meer plaatsvervangers.

De plaatsvervangers zijn onmisbaar om te voorzien in de toevallige afwezigheid van een of meer leden.

De bepaling is ook verantwoord omdat het in de belangrijkste rechtbanken van eerste aanleg nodig kan zijn de probatiecommissie in verscheidene kamers te splitsen.

Daarom stelt de tekst ook dat de Minister een of meer secretarissen benoemt.

3. De procureur des Konings woont de vergaderingen van de commissie bij met raadgevende stem.

Opgemerkt werd dat dit misschien een weigering inhoudt om de procureur des Konings te laten deelnehmen aan de tenuitvoerlegging van een gerechtelijke beslissing, terwijl hij alleen daar voordien mede belast was.

Si cette observation ne manquait pas de pertinence, elle se heurte cependant à un argument bien puissant.

L'article 12 consent au ministère public le droit d'introduire devant la juridiction compétente de la résidence de la personne sous probation un recours contre les décisions rendues par la commission.

Il n'est pas possible de maintenir au procureur du Roi semblable recours, si l'on admet qu'il participe à la décision qu'il pourrait attaquer.

4. La compétence territoriale est déterminée par la résidence du délinquant.

On imagine mal que la commission et l'assistant de probation soient nécessairement ceux du siège de la juridiction qui prononce la suspension ou le sursis probatoire. L'assistant de probation doit être très proche du délinquant. Il en est de même pour la commission. L'une et l'autre doivent bien connaître le milieu de la personne sous probation. C'est donc la commission de probation de la résidence du délinquant qui doit l'avoir sous son contrôle.

Article 11 (art. 10 du projet 325).

1. Le Ministre de la Justice et le secrétaire général du département ont déclaré que les parquets disposent déjà d'un certain nombre d'assistants sociaux qui pourront, dès l'entrée en vigueur de la loi, agir en qualité d'assistants de probation. Ils bénéficieront, pour cette tâche, de l'expérience acquise par la tutelle des libérés conditionnels.

La Commission est d'avis que la décentralisation du service des assistants sociaux s'impose. Il s'indique aussi que les assistants de probation ne soient pas recrutés parmi les seuls porteurs du diplôme d'assistant social.

Le recrutement des assistants de probation doit pouvoir s'étendre à d'autres catégories qui ont aussi pu acquérir les qualités de compréhension humaine indispensables à l'exercice de ces délicates fonctions.

Articles 12 à 15 (art. 11, 12, 13, 15 et 16 du projet 325).

Choix de la juridiction.

1. Pour l'application des articles 12 à 15, il fallait faire choix de la juridiction pénale qui doit se prononcer.

Il n'eût pas été sage de désigner une autre juridiction que celle de la résidence de la personne soumise à une mesure de suspension ou de sursis.

En tout état de cause, il fallait se prononcer à nouveau dans le cadre d'une nouvelle procédure. En tout état de cause encore, il y avait intérêt à ce que les rapports entre la juridiction qui doit statuer et la commission de probation soient aussi étroits que possible.

Après de longues discussions, votre Commission a estimé que toutes les décisions qui devaient être prises par un tribunal en suite de l'octroi de la suspension ou

Die opmerking is niet van grond ontbloot maar stuit toch op een stevig tegenargument.

Artikel 12 verleent aan het openbaar ministerie het recht om bij de bevoegde rechbank van de verblijfplaats van de op probatie gestelde persoon, in beroep te komen van de beslissingen van de commissie.

Het is niet mogelijk aan de procureur des Konings een soortgelijk recht van beroep te laten, als men aanneemt dat hij medewerkt aan de beslissing waartegen hij dan zou kunnen opkomen.

4. De territoriale bevoegdheid wordt bepaald door de verblijfplaats van de delinquent.

Men ziet niet goed in waarom de betrokkenen noodzakelijkerwijze moet afhangen van de probatieassistent en de probatiecommissie van de zetel van het gerecht dat de opschoring of het uitstel heeft verleend. De probatieassistent moet zeer dicht bij de delinquent staan. Dit geldt ook voor de commissie. Beiden moeten het milieu van de op probatie gestelde persoon goed kennen. Daarom moet de delinquent onder toezicht staan van de probatiecommissie van zijn verblijfplaats.

Artikel 11 (art. 10 van ontwerp 325).

1. De Minister van Justitie en de secretaris-generaal van het departement hebben verklaard dat de parketten reeds over een aantal maatschappelijke assistenten beschikken die als probatieassistent zullen kunnen optreden zodra de wet van kracht wordt. Zij zullen voor die taak kunnen putten uit de ervaring die zij hebben in het kader van de voogdij over de voorwaardelijk in vrijheid gestelden.

De Commissie is van oordeel dat de dienst van de maatschappelijke assistenten moet worden gedecentraliseerd. Het is ook gewenst dat de probatieassistenten niet uitsluitend aangeworven worden onder degenen die een diploma van maatschappelijk assistent bezitten.

De probatieassistenten moeten ook gekozen kunnen worden uit andere categorieën, die begrip hebben leren krijgen voor de mens als mens, iets wat onontbeerlijk is bij de uitoefening van een zo delicate taak.

Artikelen 12 tot 15 (artikelen 11, 12, 13, 15 en 16 van ontwerp 325).

Keuze van de rechbank.

1. Voor de toepassing van de artikelen 12 tot 15 diende te worden bepaald welke strafrechbank uitspraak moet doen.

Het zou niet verstandig geweest zijn een andere instantie aan te wijzen dan die van de verblijfplaats van de persoon die opschoring of uitstel verkrijgt.

In ieder geval was er een nieuwe beslissing nodig in het kader van een nieuwe procedure. En in ieder geval ook was het van belang dat de rechbank die uitspraak moet doen, zo nauw mogelijk contact houdt met de probatiecommissie.

Na langdurige besprekingen was uw Commissie van oordeel dat alle beslissingen die door een rechbank moeten worden genomen nadat gewone of probatie-

du sursis, simple ou probatoire, devaient l'être par la juridiction compétente de la résidence de la personne sous probation ou du condamné bénéficiant du sursis.

2. Une première question se posait : pour l'application du § 4 de l'article 13, la demande de révocation ne devait-elle pas être portée, devant la cour d'appel ou la cour militaire, si c'étaient ces hautes juridictions qui avait prononcé la mesure de suspension.

Le Ministre de la Justice a exprimé l'avis que l'objet des deux décisions est tout à fait différent et que la première procédure est épuisée. La révocation, à ses yeux, est un incident nouveau.

Un commissaire a objecté que le tribunal de première instance peut s'être prononcé pour la condamnation à une peine et la cour d'appel pour la suspension, mais l'objection n'est pas décisive. Il est d'autres cas où la juridiction de première instance connaît d'arrêts qui ont pu réformer une de ses décisions. Si la question reste délicate, il faut tenir compte, en plus, des arguments du Ministre, de ce que le tribunal de première instance du lieu de la résidence est en contact étroit avec la commission de probation.

Ce fut également l'avis des autres commissaires.

3. Une deuxième question devait être résolue : si la juridiction qui a ordonné la suspension ou le sursis était une juridiction militaire, ne fallait-il pas, si la loi exigeait le prononcé d'une condamnation ou si le ministère public pouvait la requérir, maintenir la compétence des dites juridictions militaires.

L'attention a été attirée en effet sur ce que la condamnation principale peut avoir été prononcée pour des infractions d'ordre strictement militaire, telles que la désertion ou l'insubordination, pour l'appréciation desquelles le tribunal correctionnel ne paraît pas habilité.

L'argument qui l'a emporté est celui du Ministre de la Justice déjà rapporté plus haut : l'objet des deux décisions est tout à fait différent; la première procédure est épuisée; la révocation de la suspension ou du sursis, l'octroi de conditions nouvelles en cas de suspension probatoire ou de sursis probatoire constituent un incident nouveau.

Il a été ajouté qu'il y avait un intérêt majeur à ce que le tribunal de première instance de la résidence de la personne bénéficiant de la suspension, de la suspension probatoire, du sursis ou du sursis probatoire, soit la juridiction compétente dans tous les cas.

Un commissaire a fait observer que le Code pénal militaire contenait bon nombre de dispositions et même de peines avec lesquelles les tribunaux correctionnels ne sont pas familiarisés.

Il fut répondu que ces juridictions ont compétence pour l'application d'un nombre important de lois particulières en plus du Code pénal militaire sans que leur compétence ait été mise en cause.

opschorting dan wel gewoon of probatieuitstel is verleend, genomen dienen te worden door het bevoegde rechtscollege van de verblijfplaats van de persoon die op probatie is gesteld of van de veroordeelde die uitstel geniet.

2. Hier rees een eerste vraag, n.l. of, voor de toepassing van artikel 13, § 4, de vordering tot herroeping niet gebracht moest worden voor het hof van beroep of het militair gerechtshof, wanneer de opschorting door deze hoge rechtscolleges is uitgesproken.

De Minister van Justitie was van oordeel dat het voorwerp van de twee beslissingen geheel verschillend is en dat de eerste procedure is afgesloten. De herroeping is volgens hem een nieuw incident.

Hiertegen bracht een lid in dat de rechtbank van eerste aanleg zich kan uitgesproken hebben voor de veroordeling tot een straf en dat het hof van beroep de opschorting kan hebben gelast, maar dit bezwaar is niet doorslaggevend. Er zijn nog andere gevallen waarin rechtbanken van eerste aanleg kennis nemen van arresten die een van haar beslissingen te niet doen. Het blijft een mogelijk probleem, maar behalve de argumenten van de Minister moet er ook rekening mede worden gehouden dat de rechtbank van eerste aanleg van de verblijfplaats in nauw contact staat met de probatiecommissie.

Dit was ook de mening van de andere leden.

3. Er was ook een tweede vraag te beantwoorden : als de rechtbank die de opschorting of het uitstel heeft gelast, een militaire rechtbank is, moet dan, voor het geval waarin de wet een veroordeling eist of het openbaar ministerie die kan vorderen, de bevoegdheid van die militaire rechtbanken niet worden gehandhaafd ?

De aandacht werd er namelijk op gevestigd dat de hoofdveroordeling kan uitgesproken zijn voor zuiver militaire misdrijven zoals vaandevlucht of weder-spannigheid en dat de correctionele rechtbank niet bevoegd schijnt te zijn om daarover te oordelen.

Het hiervoren genoemde argument van de Minister van Justitie is ter zake doorslaggevend geweest : het voorwerp van de twee beslissingen is geheel verschillend; de eerste procedure is afgelopen; de herroeping van de opschorting of van het uitstel, het stellen van nieuwe voorwaarden in geval van probatie-opschorting of probatie-uitstel vormen een nieuw incident.

Van het grootste belang is bovendien dat de rechtbank van eerste aanleg van de verblijfplaats van de persoon die gewone of probatie-opschorting, gewoon of probatie-uitstel geniet, in ieder geval de bevoegde rechtsinstantie zal zijn.

Een lid merkte op dat het Militair Strafwetboek tal van bepalingen en zelfs straffen bevat, waarmede de correctionele rechtbanken niet vertrouwd zijn.

Hierop werd geantwoord dat die rechtbanken, afgezien van het Militair Strafwetboek, ook nog een groot aantal bijzondere wetten dienen toe te passen, zonder dat hun bevoegdheid ooit in het gedrang is gekomen.

Article 12 (en particulier).

1. Le texte du § 1^{er} permet à la commission de probation de faire choix parmi un large éventail de mesures. Si elle ne peut rendre les conditions de probation plus sévères, elle peut les suspendre en tout ou en partie, les préciser ou les adapter aux circonstances, l'intéressé étant entendu.

Il a été estimé, en effet, que le cas de chaque personne sous probation est un cas unique; la récupération sociale qui est tentée exige de l'assistant de probation une compréhension parfaite de la psychologie de la personne sous probation. L'intervention de la commission ne peut être circonscrite par des textes trop rigides.

On s'est demandé si, lorsque la commission suspend en tout les conditions fixées par la décision judiciaire, l'assistant de probation devait poursuivre sa mission auprès de l'intéressé.

Il fut d'abord souligné que l'assistant de probation qui aura fréquemment noué des liens assez étroits avec le délinquant, ne pourrait, à peine de manquer à sa mission générale, lui refuser le conseil ou l'assistance morale qu'il solliciterait. Pour le surplus, on peut imaginer que la commission de probation estime pouvoir faire l'essai de suspendre provisoirement, pour une période bien déterminée, les conditions particulières de probation.

Ce pouvoir doit lui être concédé.

Il est d'ailleurs conforme au texte ainsi qu'à l'esprit de la mission impartie à la commission.

2. Le dossier, dit l'alinéa 2 du § 1^{er}, doit être mis pendant 4 jours à la disposition de l'intéressé et de son conseil. Il s'agit, bien entendu, de 4 jours ouvrables.

3. On remarquera qu'au 2^e alinéa du § 1^{er}, et qu'au 1^e alinéa du § 2, il est question du conseil « éventuel » de l'intéressé.

Ce mot fut écrit pour distinguer la situation du conseil du délinquant pour l'application de la présente loi de la situation du conseil en matière de défense sociale. Celle-ci, en effet, prévoit que le dossier est mis pendant 48 heures à la disposition du conseil de l'inculpé. Comme il est présumé que celui-ci est en état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale le rendant incapable du contrôle de ses actions, l'assistance d'un conseil fut jugé indispensable.

Il n'en est évidemment pas de même dans la présente matière.

Il s'ensuit que, pour ce qui est de l'assistance judiciaire, celle-ci ne devra être apportée qu'en cas de réelle nécessité.

Artikel 12 (in het bijzonder).

1. Krachtens § 1 kan de probatiecommissie een ruime waaier van maatregelen toepassen. Zij kan de probatievoorwaarden niet verscherpen, maar deze wel geheel of ten dele opschorten, nader omschrijven of aanpassen aan de omstandigheden, nadat de betrokken is gehoord.

Men was van oordeel dat het geval van iedere op probatie gestelde persoon telkens een enig geval is; de nagestreefde reclassering eist dat de probatie-assistent de op probatie gestelde persoon zo goed mogelijk begrijpt. Het optreden van de commissie kan niet aan al te strenge teksten worden gebonden.

Ook de vraag werd gesteld of de probatie-assistent zijn taak bij de betrokken behoort voort te zetten, wanneer de commissie de voorwaarden van de rechterlijke beslissing geheel opschort.

Hiertegenover werd allereerst opgemerkt dat de probatie-assistent, die dikwijls vrij nauwe betrekkingen met de delinquent zal onderhouden, aan de delinquent niet de gevraagde raad of morele steun kan ontbreken zonder aan zijn algemene taak te kort te komen. Vervolgens kan de probatiecommissie van oordeel zijn dat zij, voor een welbepaalde tijd, een proef mag nemen met de voorlopige opschorting van de bijzondere probatievoorwaarden.

Men moet haar die bevoegdheid toestaan.

Dit stemt overeen met de tekst en de geest van de taak die aan de commissie wordt opgedragen.

2. Het dossier, aldus § 1, tweede lid, wordt gedurende vier dagen ter beschikking gehouden van de betrokken en van zijn eventuele raadsman. Het gaat hier wel te verstaan om vier werkdagen.

3. In § 1, tweede lid, en § 2, vierde lid, wordt gesproken van de « eventuele » raadsman van de betrokken.

Men heeft dit woord gebruikt om een onderscheid te maken tussen de raadsman van de delinquent voor de toepassing van deze wet en de raadsman inzake bescherming van de maatschappij. De wet op de bescherming van de maatschappij bepaalt immers dat het dossier gedurende 48 uren ter beschikking wordt gesteld van de raadsman van de verdachte. Aangezien wordt verondersteld dat deze verkeert in staat van krankzinnigheid, ernstige staat van geestestoornis of zwakzinnigheid die hem ongeschikt maakt tot het controleren van zijn daden, achtte men de bijstand van een raadsman onontbeerlijk.

Dit geldt natuurlijk niet voor de delinquent in dit geval.

Daaruit vloeit voort dat de gerechtelijke bijstand slechts moet worden verstrekt wanneer het werkelijk nodig is.

Article 13 (en particulier).

La suspension peut être révoquée dans trois cas :

de plein droit en cas de nouvelle infraction commise pendant le délai d'épreuve et ayant entraîné une peine de plus de 6 mois sans sursis;

sur citation éventuelle du ministère public si pareille infraction a été punie d'une condamnation sans sursis d'un mois au moins à 6 mois au plus;

si la personne sous probation n'observe pas les conditions imposées et que cette inobservation a paru suffisamment grave pour être signalée au ministère public.

Dans ces deux derniers cas, le tribunal peut également assortir la suspension probatoire de nouvelles conditions; il n'est évidemment pas lié par l'avis de la commission sur la nature de la mesure à prendre pas plus que le ministère public ne l'est pour ses réquisitions.

Article 20 (art. 22 du projet 325).

1. La Commission a constaté que dans un certain nombre de cas, le législateur avait jugé opportun d'interdire le prononcé du sursis pour certaines peines accessoires.

La tendance générale du Droit pénal en Belgique, comme dans beaucoup d'autres pays, étant de laisser une plus grande faculté d'appréciation au juge, ce dont témoigne d'ailleurs le présent projet, il paraît logique de supprimer dans notre législation toutes les entraves à cet assouplissement. C'est d'ailleurs dans cette voie que s'est engagé déjà le législateur par la loi du 14 novembre 1947.

Votre Commission estime dès lors qu'il y a lieu de remplacer la disposition du § 4 de l'article 22 du projet par une disposition modificative des lois antérieures interdisant le sursis.

2. En raison de la possibilité d'erreurs ou d'omissions, votre Commission a estimé qu'il n'y avait pas lieu de viser spécialement chacune des dispositions antérieures, mais dans une annexe à son rapport, elle a fait une nomenclature exemplificative des textes ainsi remplacés par la disposition nouvelle.

Une observation du même ordre a été faite par le Conseil d'Etat quant à l'article 15, anciennement article 16 du projet, observation à laquelle le Gouvernement n'a pas cru devoir s'arrêter comme il est dit dans l'exposé des motifs (page 22 du Doc. Chambre des Représentants 598 (1956-1957) n° 1).

Le Gouvernement se réserve cependant de déposer éventuellement un amendement en séance publique dans le cas où la méthode plus sûre de l'énumération s'avérait ne comporter aucun risque sérieux d'erreurs ou d'omissions.

Artikel 3 (in het bijzonder).

De opschorting kan worden herroepen in drie gevallen :

— van rechtswege, ingeval gedurende de proeftijd een nieuw misdrijf gepleegd is dat een veroordeling tot een gevangenisstraf van meer dan zes maanden zonder uitstel ten gevolge heeft gehad;

— op eventuele dagvaarding van het openbaar ministerie indien een dergelijk misdrijf gestraft werd met een veroordeling van ten minste een maand en ten hoogste zes maanden zonder uitstel;

— indien degene die op probatie is gesteld de opgelegde voorwaarden niet naleeft en de niet-naleving ervan voldoende erg wordt geacht om ze ter kennis te brengen van het openbaar ministerie.

In de twee laatste gevallen kan de rechtbank aan de probatie-opschorting ook nieuwe voorwaarden verbinden; zij is hierbij natuurlijk niet gebonden door het advies dat de commissie uitbrengt over de aard van de te nemen maatregelen, evenmin als het openbaar ministerie erdoor gebonden is wat zijn vordering betreft.

Artikel 20 (art. 22 van ontwerp 325).

1. De Commissie heeft vastgesteld dat de wetgever in een aantal gevallen uitstel van sommige bijkomende straffen heeft verboden.

Het is evenwel de algemene strekking van het strafrecht in België en in vele andere landen om aan de rechter zoveel mogelijk vrijheid van beoordeling te laten, wat trouwens blijkt uit dit ontwerp, zodat het ook logisch lijkt in onze wetgeving alle hinderpalen op te ruimen welke die versoepeeling in de weg staan. De wetgever is trouwens hiermede reeds begonnen in de wet van 14 november 1947.

Uw Commissie is dan ook van oordeel dat het bepaalde in artikel 22, § 4, van het ontwerp vervangen dient te worden door een bepaling tot wijziging van de vroegere wetten die uitstel verbieden.

2. Ten einde geen vergissingen te begaan of beschikkingen over te slaan verkoos uw Commissie niet alle vroegere bepalingen in het bijzonder te noemen, maar in een bijlage bij dit verslag geeft zij, bij wijze van voorbeeld, een opsomming van de teksten die door de nieuwe bepaling worden vervangen.

De Raad van State heeft een opmerking in dezelfde zin gemaakt wat betreft artikel 15, dat in het oorspronkelijk ontwerp artikel 16 was, maar de Regering heeft — zoals gezegd in de memorie van toelichting (Gedr. St. Kamer 1956-1957, nr. 598-1, blz. 22) — gemeend daarop niet te moeten ingaan.

Zij behoudt zich evenwel het recht voor, eventueel in openbare vergadering, een amendement in te dienen, indien mocht blijken dat aan de veiliger methode van de opsomming geen ernstig gevaar van vergissing of weglating verbonden zou zijn.

3. Comme d'autre part, le Ministre des Finances, spécialement intéressé dans un certain nombre de ces cas, doit avoir l'occasion d'exprimer un avis motivé à cet égard, le Gouvernement réserve aussi son attitude quant au caractère général à donner à la disposition prévue par la Commission.

Il y aura lieu notamment d'examiner si les confiscations ne pourraient être prononcées, dans certains cas limités, au moment où la juridiction compétente constate l'infraction, sans cependant prononcer de condamnations. Cette difficulté n'apparaît pas dans le cas du sursis mais bien dans celui de la probation préventive.

**

Votre Commission a consacré 13 séances à l'examen du présent projet et le groupe de travail, désigné en son sein s'est réuni 10 fois.

Le projet a été voté à l'unanimité ainsi que le présent rapport.

Le Rapporteur,
G. HOUSIAUX.

Le Président,
H. ROLIN.

3. Aangezien aan de andere kant ook de Minister van Financiën, die bij een aantal gevallen bijzonder betrokken is, in staat moet zijn een gegrond oordeel te vellen, neemt de Regering ook nog geen standpunt in ter zake van het algemeen karakter van de bepaling die de Commissie heeft ingelast.

Met name zal moeten worden onderzocht of de verbeurdverklaring in een beperkt aantal gevallen niet kan worden uitgesproken op het ogenblik dat het bevoegde gerecht het misdrijf vaststelt, zonder de betrokkenen evenwel te veroordelen. Deze moeilijkheid rijst niet in geval van uitstel, maar wel in geval van preventieve probatie.

**

Uw Commissie is dertien maal bijeengeweest om dit ontwerp te onderzoeken, en de in haar schoot aangewezen werkgroep heeft tienmaal vergaderd.

Het ontwerp en dit verslag zijn met algemene stemmen goedgekeurd.

De Verslaggever,
G. HOUSIAUX.

De Voorzitter,
H. ROLIN.

TEXTE PRÉSENTE PAR LA COMMISSION.

TEKST VOORGEDRAGEN
DOOR DE COMMISSIE.*Nouvel intitulé :*

Projet de loi concernant la suspension du prononcé de la condamnation et le sursis.

I. Définitions.**ARTICLE PREMIER.**

La mise à l'épreuve d'un délinquant se réalise :

1^o par la suspension du prononcé de la condamnation;

2^o par le sursis à l'exécution des peines.

Ces mesures peuvent s'accompagner de conditions particulières; en ce cas elles s'appellent respectivement « suspension probatoire » et « sursis probatoire »; en l'absence de conditions particulières elles s'appellent « suspension simple » et « sursis simple ».

II. Enquête sociale.**ART. 2.**

En vue de l'application éventuelle des articles 3 et 8 ci-dessous, le ministère public — à l'exception du ministère public près le tribunal de police —, le juge d'instruction, les juridictions d'instruction et les juridictions de jugement, à l'exception des cours d'assises et des tribunaux de police, peuvent faire procéder par un assistant de probation, à la requête de l'inculpé ou avec son accord, à une enquête sociale sur son comportement et son milieu.

III. Suspension du prononcé de la condamnation.**ART. 3.**

La suspension peut être ordonnée, de l'accord de l'inculpé, par les juridictions d'instruction et les juridictions de jugement, à l'exception des cours d'assises et des tribunaux de police, en faveur de l'inculpé qui n'a pas encouru antérieurement de condamnation à une peine criminelle ou à un emprisonnement correctionnel principal de plus d'un mois, lorsque le fait ne paraît pas de nature à entraîner comme peine principale un emprisonnement correctionnel supérieur à deux ans ou une peine plus grave et que la prévention est déclarée établie.

La suspension peut toujours être ordonnée d'office, requise par le ministère public ou demandée par l'inculpé.

Les décisions ordonnant la suspension en déterminent la durée qui ne peut être inférieure à un an

Nieuw opschrift :

Ontwerp van wet betreffende de opschorting van de uitspraak van de veroordeling en het uitstel.

I. Begripsbepalingen.**EERSTE ARTIKEL.**

De opdaproefstelling van een delinquent geschiedt :

1^o door de uitspraak van de veroordeling op te schorten;

2^o door de tenuitvoerlegging van de straffen uit te stellen.

Aan die maatregelen kunnen bijzondere voorwaarden worden verbonden; in dat geval worden zij onderscheidenlijk « probatieopschorting » en « probatieuitstel » genoemd; zijn er geen bijzondere voorwaarden aan verbonden, dan worden zij « gewone opschorting » en « gewoon uitstel » genoemd.

II. Maatschappelijke enquête.**ART. 2.**

Met het oog op de eventuele toepassing van de artikelen 3 en 8 hierna, kunnen het openbaar ministerie — met uitzondering van het openbaar ministerie bij de politierechtbank —, de onderzoeksrechter, de onderzoeks- en de vonnispelerechten — met uitzondering van de hoven van assisen en de politierechtbanken —, op verzoek van de verdachte of met zijn instemming, een maatschappelijke enquête over zijn gedragingen en zijn milieu doen instellen door een probatieassistent.

III. Opschorting van de uitspraak van de veroordeling.**ART. 3.**

De opschorting kan, met instemming van de verdachte, door de onderzoeks- en de vonnispelerechten, met uitzondering van de hoven van assisen en de politierechtbanken, worden gelast ten voordele van een verdachte die nog geen veroordeling heeft ondergaan tot een criminale straf of een correctionele hoofdgevangenisstraf van meer dan een maand, indien het feit niet van die aard schijnt te zijn dat het gestraft moet worden met een hoofdstraf van meer dan twee jaar correctionele gevangenisstraf of een zwaardere straf en de tenlastelegging bewezen is verklaard.

De opschorting kan steeds ambtshalve gelast, door het openbaar ministerie gevorderd of door de verdachte gevraagd worden.

De beslissingen die de opschorting gelasten, stellen de duur ervan vast, welke niet minder dan een jaar en

ni supérieure à cinq ans, à compter de la date de la décision ainsi que, le cas échéant, les conditions de probation imposées. Elles doivent être motivées.

Ces décisions mettent fin aux poursuites si elles ne sont pas révoquées.

La suspension n'est pas applicable en cas d'infraction à des dispositions établies pour assurer la perception des droits fiscaux.

ART. 4.

§ 1^{er}. — La suspension peut être décidée par la chambre du conseil au moment où elle est appelée à statuer sur le rapport du juge d'instruction, conformément aux modalités prévues aux deux premiers alinéas de l'article unique, n° XV, de la loi du 25 octobre 1919, modifié par l'article premier de la loi du 22 juillet 1927.

En cas de citation directe par la partie civile, le ministère public peut, avant la date fixée pour la comparution et par dérogation à l'article 182 du Code d'Instruction criminelle, saisir la chambre du conseil de réquisitions aux fins de suspension. Notification de ces réquisitions est faite dans le même délai au greffe du tribunal devant lequel la citation directe a été donnée. Elles entraînent le dessaisissement de ce tribunal.

Dans les cas prévus aux deux alinéas précédents, le juge fait indiquer quarante-huit heures au moins à l'avance sur un registre spécial tenu au greffe les lieu, jour et heure de la comparution. Le greffier en donne avis par lettre recommandée à la partie civile, à l'inculpé et à leurs conseils s'il en a été désigné dans la procédure. Le dossier est mis au greffe à la disposition des parties au moins quarante-huit heures avant cette comparution.

La suspension peut également être décidée par la chambre des mises en accusation, dans les cas prévus à l'alinéa premier de l'article 230 du Code d'Instruction criminelle et suivant les modalités prescrites par les articles 218, 219 et 222 à 225 du même code.

Si la juridiction d'instruction estime qu'il n'y a pas lieu de prononcer la suspension, elle rend une ordonnance de non-lieu ou une ordonnance de renvoi devant la juridiction compétente.

§ 2. — Le procureur du Roi et l'inculpé peuvent faire opposition à l'ordonnance de la chambre du conseil prononçant la suspension, pour le motif que les conditions d'octroi de la suspension ne sont pas réunies.

L'opposition qui doit être formée dans les vingt-quatre heures est portée devant la chambre des mises en accusation.

§ 3. — La chambre du conseil et la chambre des mises en accusation peuvent soit d'office, soit sur la réquisition du ministère public, soit sur la demande de l'inculpé ordonner l'audition de témoins.

niet meer dan vijf jaar mag bedragen met ingang van de datum van de beslissing, alsmede, in voorkomend geval, de opgelegde probatieve voorwaarden. Zij moeten met redenen omkleed zijn.

Die beslissingen maken een einde aan de vervolgingen, indien zij niet worden herroepen.

De opschoring is niet van toepassing in geval van overtreding van bepalingen die strekken om de inning van fiscale rechten te verzekeren.

ART. 4.

§ 1. — Tot de opschoring kan worden besloten door de raadkamer op het ogenblik dat zij zich dient uit te spreken op het verslag van de onderzoeksrechter, overeenkomstig de modaliteiten bepaald in de eerste twee ledenvan het enige artikel, n° XV, van de wet van 25 oktober 1919, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 22 juli 1927.

In geval van rechtstreekse dagvaarding door de burgerlijke partij, kan het openbaar ministerie, vóór de datum bepaald voor de verschijning en in afwijking van artikel 182 van het Wetboek van Strafvordering, vorderingen tot opschoring aanhangig maken bij de raadkamer. Van die vorderingen wordt binnen dezelfde termijn kennis gegeven aan de griffie van de rechbank waarvoor de rechtstreekse dagvaarding is geschied. Zij hebben ten gevolge dat de zaak aan die rechbank wordt ontrokken.

In de gevallen bepaald in de twee vorige ledenvan de rechter, ten minste achtenveertig uren tevoren, in een ter griffie gehouden register, plaats, dag en uur van verschijning optekenen. De griffier geeft bij aangetekende brief daarvan bericht aan de burgerlijke partij, de verdachte en hun raadsmannen, indien er aangewezen zijn in het geding. Het dossier wordt ten minste achtenveertig uren vóór die verschijning op de griffie ter beschikking gesteld van partijen.

Tot de opschoring kan ook door de kamer van inbeschuldigingstelling worden besloten in de gevallen bepaald bij het eerste lid van artikel 230 van het Wetboek van Strafvordering en overeenkomstig de modaliteiten voorgeschreven in de artikelen 218, 219 en 222 tot 225 van hetzelfde wetboek.

Is het onderzoeksgerecht van oordeel dat er geen reden bestaat om de opschoring uit te spreken, dan verleent het een beschikking van buitenvervolgingstelling of een beschikking van verwijzing naar het bevoegde gerecht.

§ 2. — De procureur des Konings en de verdachte kunnen tegen de beschikking van de raadkamer waarbij de opschoring wordt uitgesproken, verzet doen om reden dat aan de voorwaarden tot verlening van de opschoring niet voldaan is.

Het verzet, dat binnen vierentwintig uren moet worden aangetekend, wordt voor de kamer van inbeschuldigingstelling gebracht.

§ 3. — De raadkamer en de kamer van inbeschuldigingstelling kunnen, hetzij ambtshalve, hetzij op vordering van het openbaar ministerie, hetzij op verzoek van de verdachte, bevelen dat er getuigen zullen worden gehoord.

ART. 5.

§ 1^{er}. — Lorsque l'affaire est renvoyée devant le tribunal par la juridiction d'instruction ou que le tribunal est saisi par voie de citation directe, la suspension peut être décidée par les juridictions de jugement.

§ 2. — Pour l'application des mesures prévues au § 1^{er} ci-dessus, les juridictions de jugement peuvent sur réquisition écrite du ministère public ou à la requête écrite de l'inculpé, décider de connaître de la suspension en chambre du conseil.

La réquisition ou la requête est déposée au greffe de la juridiction appelée à statuer, avant l'ouverture de l'audience à laquelle est fixée la comparution. Il est statué à leur sujet en chambre du conseil, le ministère public et l'inculpé ou son conseil entendus. En cas de rejet de la requête, l'affaire est continuée en audience publique.

ART. 6.
(art. 5 du projet 325).

Dans le cas où la suspension est ordonnée, l'inculpé est condamné aux frais et, s'il y a lieu, aux restitutions. La confiscation spéciale est prononcée.

Dans le même cas, les juridictions d'instruction et de jugement, saisies en même temps de l'action civile, sont compétentes pour statuer à cet égard; elles statuent également sur les dépens.

La chambre des mises en accusation connaît de l'appel des ordonnances de la chambre du conseil réglant des intérêts civils. Cet appel est interjeté dans les mêmes délais, conditions et formes que l'appel des jugements en matière correctionnelle.

ART. 7.
(art. 6 du projet 325)

Les décisions judiciaires ordonnant la suspension ne peuvent être mentionnées dans les renseignements fournis par les autorités administratives.

Elles sont toutefois portées à la connaissance de l'autorité judiciaire en cas de nouvelles poursuites pendant la période d'épreuve.

IV. Sursis à l'exécution des peines.ART. 8.
(art. 7 du projet 325).

§ 1^{er}. Lorsque le condamné n'a pas encouru de condamnation antérieure à une peine criminelle ou à un emprisonnement principal de plus de six mois, les juridictions de jugement peuvent, en condamnant à une ou plusieurs peines ne dépassant pas trois ans, ordonner, par décision motivée, qu'il sera sursis à l'exécution soit du jugement ou de l'arrêt soit de tout ou partie des peines principales ou subsidiaires.

Le délai du sursis ne peut être inférieur à une année ni excéder cinq années à compter de la date du jugement ou de l'arrêt.

ART. 5.

§ 1. — Is de zaak door het onderzoeksgerecht verwezen naar de rechtbank of door rechtstreekse dagvaardiging bij de rechtbank aanhangig gemaakt, dan kunnen de vonnispogingen tot opschorting besluiten.

§ 2. — Voor de toepassing van de maatregelen bepaald in § 1 hiervoren, kunnen de vonnispogingen, op schriftelijke vordering van het openbaar ministerie of op schriftelijk verzoek van de verdachte, beslissen van de opschorting kennis te nemen in raadkamer.

De vordering of het verzoek wordt ter griffie van het gerecht dat uitspraak dient te doen, neergelegd voor de opening van de terechting waarop de verschijning is vastgesteld. Er wordt uitspraak over gedaan in raadkamer, het openbaar ministerie en de verdachte of zijn raadsman gehoord. Bij afwijzing van het verzoek wordt de behandeling voortgezet in openbare terechting.

ART. 6.
(art. 5 van ontwerp 325).

Wordt de opschorting gelast, dan wordt de verdachte veroordeeld in de kosten en, zo daar toe aanleiding bestaat, tot terugval. De bijzondere verbeurdeverklaring wordt uitgesproken.

In hetzelfde geval zijn de onderzoeks- en de vonnispogingen waarbij tevens de burgerlijke vordering aanhangig is gemaakt, bevoegd om daarover uitspraak te doen; zij doen ook uitspraak over de kosten.

De kamer van inbeschuldigingstelling neemt kennis van het hoger beroep tegen de beschikking van de raadkamer tot regeling van de burgerlijke belangen. Dat hoger beroep wordt ingesteld binnen dezelfde termijnen, onder dezelfde voorwaarden en in dezelfde vormen als hoger beroep in correctionele zaken.

ART. 7.
(art. 6 van ontwerp 325).

De rechterlijke beslissingen die de opschorting gelasten, mogen niet vermeld worden onder de inlichtingen verstrekt door de administratieve instanties.

Zij worden echter wel ter kennis gebracht van de gerechtelijke instanties in geval van nieuwe vervolgingen gedurende de proeftijd.

IV. Uitstel van de tenuitvoerlegging van de straffen.ART. 8.
(art. 7 van ontwerp 325).

§ 1. — Indien de veroordeelde nog geen veroordeling heeft ondergaan tot een criminale straf of tot een hoofdgevangenisstraf van meer dan zes maanden kunnen de vonnispogingen, wanneer zij tot een of meer straffen van niet meer dan drie jaar veroordelen, bij met redenen omklede beslissing gelasten dat de tenuitvoerlegging hetzij van het vonnis of het arrest, hetzij van de gezamenlijke hoofdstraffen of vervangende straffen dan wel van een gedeelte ervan wordt uitgesteld.

De duur van het uitstel mag niet minder dan een jaar en niet meer dan vijf jaar bedragen met ingang van de datum van het vonnis of het arrest.

§ 2.— Les mêmes juridictions, à l'exception des tribunaux de police et des tribunaux correctionnels siégeant en degré d'appel, peuvent, dans les conditions prévues au § 1^{er} du présent article, ordonner le sursis probatoire, moyennant engagement par le condamné de respecter les conditions de probation que la juridiction détermine.

§ 3.— Lorsque le juge exclut du sursis l'amende en l'accordant pour l'emprisonnement subsidiaire, celui-ci ne peut plus être exécuté lorsque la peine d'amende cesse d'être exigible.

§ 4.— La condamnation avec sursis n'est pas applicable aux peines pécuniaires établies pour assurer la perception des droits fiscaux.

V. Probation.

ART. 9.

(art. 8 du projet 325).

Les inculpés et les condamnés auxquels une mesure probatoire a été imposée en vertu des articles 3 et 8, sont guidés par des assistants de probation dont les fonctions et le statut sont déterminés par le Roi.

L'exécution des mesures probatoires est contrôlée par les commissions de probation auxquelles les assistants font rapport.

ART. 10.

(art. 9 du projet 325).

Il est institué une commission de probation auprès de chaque tribunal de première instance.

Lorsque les besoins du service l'exigent, le Ministre de la Justice peut diviser les commissions en plusieurs chambres.

Les commissions de probation sont composées d'un président, magistrat effectif ou honoraire, désigné par le premier président de la cour d'appel, et de deux membres :

— un avocat, choisi par le Ministre de la Justice sur deux listes de deux noms établies respectivement par le procureur du Roi et par le Bâtonnier de l'Ordre;

— un fonctionnaire désigné par le Ministre de la Justice.

Le président et chacun de ces membres ont un ou plusieurs suppléants désignés de la même manière.

Le procureur du Roi assiste aux séances avec voix consultative.

Le Ministre de la Justice nomme un ou plusieurs secrétaires.

Le Roi règle le fonctionnement de ces commissions.

Il peut allouer aux membres et à leurs suppléants une indemnité dont il fixe les modalités et le montant.

§ 2.— Dezelfde gerechten, met uitzondering van de politierechtbanken en de correctionele rechtbanken die zitting houden in hoger beroep, kunnen, onder de voorwaarden bepaald in § 1 van dit artikel, probatie-uitstel gelasten, mits de veroordeelde zich verbindt tot naleving van de probatievoorwaarden die het gerecht bepaalt.

§ 3.— Wanneer de rechter de geldboete uitsluit van het uitstel dat hij voor de vervangende gevangenisstraf verleent, kan deze niet meer uitgevoerd worden wanneer de geldboete ophoudt invorderbaar te zijn.

§ 4.— De veroordeling met uitstel is niet van toepassing op de geldstraffen die opgelegd worden om de inning van fiscale rechten te verzekeren.

V. Probatie.

ART. 9.

(art. 8 van ontwerp 325).

De verdachten en de veroordeelden aan wie een probatiemaatregel is opgelegd krachtens de artikelen 3 en 8, worden geleid door probatieassistenten wier ambt en status door de Koning worden bepaald.

Op de tenuitvoerlegging van de probatiemaatregelen wordt toegezien door de probatiecommissie, waaraan de assistenten verslag uitbrengen.

ART. 10.

(art. 9 van ontwerp 325).

Bij iedere rechtbank van eerste aanleg wordt een probatiecommissie ingesteld.

Wanneer de behoeften van de dienst het vereisen kan de Minister van Justitie die commissies in verscheidene kamers splitsen.

De probatiecommissies zijn samengesteld uit een voorzitter, werkend of eremagistraat, aangewezen door de eerste-voorzitter van het Hof van beroep, en uit twee leden :

— een advocaat door de Minister van Justitie gekozen uit twee lijsten van twee namen, onderscheidenlijk door de procureur des Konings en door de stafhouder van de Orde opgemaakt;

— een ambtenaar aangewezen door de Minister van Justitie.

De voorzitter en ieder lid hebben een of meer plaatsvervangers, die op dezelfde wijze worden aangewezen.

De procureur des Konings woont de vergaderingen bij met raadgevende stem.

De Minister van Justitie benoemt een of meer secretarissen.

De Koning regelt de werking van deze commissies.

Hij kan aan de leden en aan hun plaatsvervangers een vergoeding toekennen waarvan hij de modaliteiten en het bedrag vaststelt.

Sauf les dérogations établies par le Roi, la compétence territoriale est déterminée par la résidence de l'inculpé ou du condamné.

ART. 11.
(art. 10 du projet 325).

Dès que la décision judiciaire prononçant une mesure probatoire est passée en force de chose jugée, le greffier en transmet une expédition au président de la commission de probation compétente.

La commission désigne l'assistant de probation chargé de veiller à l'exécution des conditions fixées par la décision judiciaire et en informe, par lettre recommandée à la poste, la personne sous probation.

Chaque fois que l'assistant de probation l'estime utile ou en est requis, et au moins tous les trois mois, il fait rapport à la commission sur la conduite de la personne sous probation et lui propose les mesures qu'il juge appropriées.

ART. 12.
(art. 11 du projet 325).

§ 1^{er}. — La commission peut suspendre en tout ou en partie les conditions fixées par la décision judiciaire, les préciser ou les adapter aux circonstances. Elle ne peut toutefois rendre ces conditions plus sévères.

Si la commission estime devoir envisager une des mesures prévues à l'alinéa précédent, le président convoque l'intéressé, par lettre recommandée à la poste, dix jours au moins avant la date fixée pour l'examen de l'affaire. Le dossier de la commission est mis pendant quatre jours à la disposition de l'intéressé et de son conseil éventuel.

La décision de la commission est motivée. Elle est notifiée à l'intéressé et au ministère public. La notification est faite par lettre recommandée à la poste, dans un délai de trois jours, non compris les samedis, dimanches et jours fériés.

§ 2. — Le ministère public et la personne sous probation peuvent, le premier par réquisition et la seconde par requête, introduire, devant le tribunal de première instance auprès duquel la commission est instituée un recours contre les décisions rendues par elle en vertu du § 1^{er} du présent article.

La réquisition et la requête doivent être écrites et motivées. Le recours doit être introduit dans les dix jours à compter de la notification de la décision de la commission. Il est suspensif, à moins que la commission n'en décide autrement.

Le président de la juridiction appelée à statuer fait indiquer, au moins dix jours d'avance, sur un registre spécial tenu au greffe, les lieu, jour et heure de la comparution. Le greffier en donne avis à la personne sous probation par lettre recommandée à la poste. La juridiction siège en chambre du conseil.

Behoudens afwijkingen, door de Koning vast te stellen, wordt de territoriale bevoegdheid bepaald door de verblijfplaats van de verdachte of de veroordeelde.

ART. 11.
(art. 10 van ontwerp 325).

Zodra de rechterlijke beslissing waarbij een probatemaatregeel wordt gelast, in kracht van gewijsde is gegaan, bezorgt de griffier daarvan een uitgifte aan de voorzitter van de bevoegde probatiecommissie.

De commissie wijst de probatieassistent aan die zal moeten toeziен op de naleving van de voorwaarden die door de rechterlijke beslissing zijn gesteld en geeft daarvan, bij ter post aangetekende brief, bericht aan de op probatie gestelde persoon.

Telkens als de probatieassistent het nuttig acht of dit van hem wordt verlangd, en ten minste om de drie maanden, brengt hij verslag uit aan de commissie over het gedrag van de op probatie gestelde persoon en stelt hij de maatregelen voor die hij passend acht.

ART. 12.
(art. 11 van ontwerp 325).

§ 1. — De commissie kan de bij de rechterlijke beslissing gestelde voorwaarden geheel of ten dele opschorten, nader omschrijven of aanpassen aan de omstandigheden. Zij kan die voorwaarden evenwel niet verscherpen.

Indien de commissie van oordeel is dat zij een van de in het vorige lid bepaalde maatregelen zal moeten nemen, roept de voorzitter de betrokkenen bij een ter post aangetekende brief op ten minste tien dagen voor de datum die voor de behandeling van de zaak is gesteld. Het dossier van de commissie wordt gedurende vier dagen ter beschikking gehouden van de betrokkenen en van zijn eventuele raadsman.

De beslissing van de commissie is met redenen omkleed. Van deze beslissing wordt kennis gegeven aan de betrokkenen en aan het openbaar ministerie. De kennisgeving geschiedt bij een ter post aangetekende brief, binnen drie dagen, zaterdagen, zon- en feestdagen niet medegerekend.

§ 2. — Het openbaar ministerie kan bij vordering, en de op probatie gestelde persoon bij verzoekschrift, voor de rechbank van eerste aanleg waarbij de commissie is ingesteld, in beroep komen van de beslissingen die de commissie krachtens § 1 van dit artikel heeft genomen.

Vordering en verzoek moeten schriftelijk ingediend worden en met redenen omkleed zijn. Het beroep moet worden ingesteld binnen tien dagen te rekenen van de kennisgeving van de beslissing van de commissie. Het heeft opschortende kracht tenzij de commissie anders beslist.

De voorzitter van het gerecht dat uitspraak moet doen, laat ten minste tien dagen tevoren, in een ter griffie gehouden register, plaats, dag en uur van verschijning optekenen. De griffier geeft bij aangetekendebrief daarvan bericht aan de op probatie gestelde persoon. Het gerecht houdt zitting in raadkamer.

Le dossier de la commission est mis pendant quatre jours à la disposition de l'intéressé et de son conseil éventuel.

Si la juridiction accueille le recours, elle peut réformer la décision de la commission.

La décision rendue sur ce recours n'est susceptible ni d'appel, ni d'opposition.

VI. Révocations et prescriptions.

ART. 13.

(art. 12 et 16 du projet 325).

§ 1^{er}. — La révocation de la suspension a lieu de plein droit en cas de nouvelle infraction commise pendant le délai d'épreuve et ayant entraîné une condamnation à une peine criminelle ou à un emprisonnement correctionnel principal de plus de six mois sans sursis.

§ 2. — La révocation de la suspension est facultative si la nouvelle infraction commise pendant le délai d'épreuve a entraîné une condamnation à un emprisonnement correctionnel principal sans sursis d'un mois au moins et ne dépassant pas six mois. Si la juridiction ne révoque pas la suspension, elle peut remplacer la suspension simple par la suspension probatoire ou assortir celle-ci de nouvelles conditions.

§ 3. — La suspension probatoire peut également être révoquée si la personne qui fait l'objet de cette mesure n'observe pas les conditions imposées et que cette inobservation a paru suffisamment grave à la commission de probation pour être signalée au ministère public. Dans ce cas aussi la juridiction peut, au lieu de révoquer la suspension probatoire, l'assortir de nouvelles conditions.

§ 4. — Dans le cas prévu au § 1^{er} ci-dessus et s'il l'estime opportun dans les cas prévus aux §§ 2 et 3, le ministère public cite l'intéressé devant le tribunal de première instance de sa résidence. Si la suspension est révoquée ou sa révocation constatée, la peine d'emprisonnement principal prononcée pour les faits qui y ont donné lieu ne peut dépasser deux ans.

Pour l'examen des demandes de révocation, introduites dans les cas prévus aux §§ 2 et 3 ci-dessus, les juridictions de jugement saisies peuvent faire application de la procédure prévue au § 2 de l'article 5 de la présente loi. Les condamnations sont toujours prononcées en audience publique.

§ 5. — Les décisions rendues en vertu des §§ 1, 2 et 3 ci-dessus sont susceptibles des voies de recours prévues au Code d'Instruction criminelle.

§ 6. — En cas de nouvelle infraction, l'action tendant à la révocation et au prononcé de la condamnation pour les faits qui ont donné lieu à la suspension est prescrite après trois années révolues à compter du jour où la condamnation prononcée pour la nouvelle infraction a acquis force de chose jugée.

Het dossier van de commissie wordt gedurende vier dagen ter beschikking gehouden van de betrokkenen en van zijn eventuele raadsman.

Indien het gerecht het beroep aanneemt, kan het de beslissing van de commissie wijzigen.

De beslissing die op dat beroep wordt gewezen, is niet vatbaar voor hoger beroep noch voor verzet.

VI. Herroeping en verjaring.

ART. 13.

(art. 12 en 16 van ontwerp 325).

§ 1. — De opschoring wordt van rechtswege herroepen ingeval gedurende de proeftijd een nieuw misdrijf gepleegd is, dat veroordeling tot een criminale straf of een correctionele hoofdgevangenisstraf van meer dan zes maanden zonder uitstel ten gevolge heeft gehad.

§ 2. — De opschoring kan herroepen worden indien het nieuwe gedurende de proeftijd gepleegde misdrijf een veroordeling tot een correctionele hoofdgevangenisstraf zonder uitstel van ten minste een maand en ten hoogste zes maanden ten gevolge heeft gehad. Herroep het gerecht de opschoring niet, dan kan het de gewone opschoring vervangen door de probatieopschoring of aan laatstgenoemde nieuwe voorwaarden verbinden.

§ 3. — De probatieopschoring kan ook worden herroepen indien degene voor wie die maatregel is genomen, de opgelegde voorwaarden niet naleeft en de probatiecommissie de niet-naleving voldoende erg heeft geacht om ze ter kennis van het openbaar ministerie te brengen. Ook in dit geval kan het gerecht nieuwe voorwaarden verbinden aan de probatieopschoring, in plaats van ze te herroepen.

§ 4. — In het geval bepaald in de vorenstaande § 1 en, indien hij het passend acht, in de gevallen bepaald in de §§ 2 en 3 dagvaardt het openbaar ministerie de betrokkenen voor de rechtbank van eerste aanleg van zijn verblijfplaats. Wordt de opschoring herroepen of de herroeping ervan vastgesteld, dan mag de hoofdgevangenisstraf voor de feiten die daartoe aanleiding hebben gegeven, twee jaar niet te boven gaan.

Voor het onderzoek van de aanvragen tot herroeping, ingediend in gevallen als bepaald in de §§ 2 en 3 hiervoren, kunnen de vonnisgerechten waarbij zij zijn aangebracht, de procedure van artikel 5, § 2, van deze wet toepassen. De veroordelingen worden steeds in openbare terechting uitgesproken.

§ 5. — Tegen de beslissingen gewezen met toepassing van de bovenstaande §§ 1, 2 en 3 kan worden opgekomen met alle rechtsmiddelen waarin het Wetboek van Strafvordering voorziet.

§ 6. — In geval van een nieuw misdrijf verjaart de vordering tot herroeping en tot uitspraak van de veroordeling voor de feiten die aanleiding hebben gegeven tot de opschoring, drie volle jaren na de dag waarop de veroordeling wegens het nieuwe misdrijf in kracht van gewijsde is gegaan.

En cas d'inobservation des conditions imposées, cette action doit être intentée au plus tard dans l'année qui suit l'expiration du délai visé à l'article 3. Elle est prescrite après une année révolue à compter du jour où la juridiction compétente en a été saisie.

ART. 14.
(art. 13 et 16 du projet 325).

§ 1^{er}. — Le sursis est révoqué de plein droit en cas de nouvelle infraction commise pendant le délai d'épreuve et ayant entraîné une condamnation à une peine criminelle ou à un emprisonnement correctionnel principal de plus de deux mois sans sursis.

§ 2. — Le sursis probatoire peut être révoqué si la personne qui fait l'objet de cette mesure n'observe pas les conditions imposées.

Dans ce cas, le ministère public, sur rapport de la commission tendant à la révocation, cite l'intéressé devant le tribunal de première instance de sa résidence aux fins de révocation du sursis. Il en est ainsi même s'il s'agit de la révocation d'un sursis prononcé par la cour d'assises. Si la juridiction de jugement ne révoque pas le sursis, elle peut assortir de nouvelles conditions le sursis probatoire ordonné lors de la première condamnation.

Ces décisions sont susceptibles des voies de recours prévues au Code d'Instruction criminelle.

L'action en révocation pour inobservation des conditions imposées doit être intentée au plus tard dans l'année qui suit l'expiration du délai visé à l'article 8. Elle est prescrite après une année révolue à compter du jour où la juridiction compétente en a été saisie.

ART. 15.
(art. 15 du projet 325).

Le ministère public peut faire écrouer le condamné qui a bénéficié du sursis probatoire à l'exécution de la peine en cas d'inobservation des conditions probatoires à charge d'en aviser la commission de probation et d'en saisir le tribunal de première instance de la résidence du condamné.

Cette juridiction statue conformément au § 2 de l'article 14, dans un délai de huit jours à dater de cette arrestation. Si elle décide qu'il n'y a pas lieu de révoquer le sursis, l'intéressé sera immédiatement mis en liberté nonobstant appel.

ART. 16.
(art. 14 du projet 325).

Les peines prononcées à la suite de la révocation de la suspension du prononcé de la condamnation ou celles qui deviennent exécutoires par suite de la révocation du sursis à l'exécution des peines, sont cumulées sans limite avec celles prononcées du chef de la nouvelle infraction.

In geval van niet-naleving van de opgelegde voorwaarden moet die vordering worden ingesteld uiterlijk binnen een jaar na het verstrijken van de termijn bepaald in artikel 3. Zij verjaart een vol jaar na de dag waarop zij bij het bevoegde gerecht is aangebracht.

ART. 14.
(art. 13 en 16 van ontwerp 325).

§ 1. — Het uitstel wordt van rechtswege herroepen ingeval gedurende de proeftijd een nieuw misdrijf gepleegd is, dat veroordeling tot een criminale straf of correctionele hoofdgevangenisstraf van meer dan twee maanden zonder uitstel ten gevolge heeft gehad.

§ 2. — Het probatieuitstel kan worden herroepen indien degene voor wie die maatregel is genomen, de opgelegde voorwaarden niet naleeft.

In dat geval dagvaardt het openbaar ministerie, op verslag van de commissie dat strekt tot herroeping, de betrokkenen voor de rechtbank van eerste aanleg van zijn verblijfplaats, ten einde het uitstel te doen herroepen. Dit geldt zelfs bij herroeping van een uitstel dat door het hof van assisen is uitgesproken. Herroep het vonnisgerecht het uitstel niet, dan kan het nieuwe voorwaarden verbinden aan het probatieuitstel, gelast bij de eerste veroordeling.

Tegen deze beslissingen kan worden opgekomen met alle rechtsmiddelen waarin het Wetboek van Strafvordering voorziet.

§ 3. — De vordering tot herroeping wegens niet-naleving van de opgelegde voorwaarden moet worden ingesteld uiterlijk binnen een jaar na het verstrijken van de termijn bepaald in artikel 8. Zij verjaart een vol jaar na de dag waarop zij bij het bevoegde gerecht is aangebracht.

ART. 15.
(art. 15 van ontwerp 325).

Het openbaar ministerie kan de veroordeelde die probatieuitstel van de tenuitvoerlegging van de straf heeft genoten, doen opsluiten in geval van niet-naleving van de probatievoorwaarden, mits het daarvan aan de probatiecommissie bericht geeft en het geval aanhangig maakt bij de rechtbank van eerste aanleg van de verblijfplaats van de veroordeelde.

Deze rechtbank doet uitspraak overeenkomstig artikel 14, § 2, binnen acht dagen na de aanhouding. Beslist het dat er geen reden is tot herroeping van het uitstel, dan wordt de betrokkenen onmiddellijk in vrijheid gesteld, niettegenstaande hoger beroep.

ART. 16.
(art. 14 van ontwerp 325).

De straffen die worden uitgesproken ten gevolge van de herroeping van de opschatting van de uitspraak van de veroordeling, of die uitvoerbaar worden ten gevolge van de herroeping van het uitstel van de straffen, worden zonder beperking samengevoegd met die welke worden uitgesproken voor het nieuwe misdrijf

ART. 17.
(art. 15 du projet 325).

Dans tous les cas où une personne soumise à une mesure de suspension ou de sursis par application des articles 3 et 8, fait l'objet de nouvelles poursuites ou n'observe pas les conditions imposées, les procédures relatives aux infractions qui ont donné lieu à la suspension ou au sursis sont jointes au dossier des nouvelles poursuites et, le cas échéant, au dossier des poursuites en vue de la révocation de la suspension ou du sursis. En cas de suspension probatoire ou de sursis probatoire, un rapport de la commission de probation sur la conduite de la personne sous probation est également joint.

ART. 18.
(art. 18 du projet 325).

§ 1^{er}. — La prescription de l'action publique résultant d'une infraction ayant donné lieu à une décision de suspension du prononcé de la condamnation ne court plus à partir du jour où la décision visant les mesures prévues à l'article 3 a acquis force de chose jugée.

L'action publique s'éteint à l'expiration du délai visé à cet article si la suspension du prononcé de la condamnation n'est pas révoquée par application de l'article 13.

§ 2.—La prescription des peines prononcées avec sursis en application de l'article 8 commence à courir aux dates ci-après :

si le sursis est révoqué de plein droit par application du § 1^{er} de l'article 14, la prescription prend cours en même temps que celle des peines prononcées pour la nouvelle infraction;

s'il est révoqué par application du § 2 de l'article 14, la prescription prend cours à compter de la date de l'arrêt de révocation ou à compter du jour où le jugement de révocation ne peut plus être attaqué par la voie de l'appel.

**VII. Dispositions générales,
transitoires et abrogatoires.**

ART. 19.
(art. 20 du projet 325).

Pour l'application de la présente loi, une peine de servitude pénale, qui a été prononcée par une juridiction du Congo belge ou d'un territoire sous tutelle, est considérée comme une peine correctionnelle, lorsqu'elle est de huit jours à cinq ans et comme une peine criminelle lorsqu'elle dépasse cinq ans.

ART. 20.
(art. 22 du projet 325).

§ 1^{er}. — L'article 4, 5^e alinéa, de la loi du 31 mai 1888 établissant la libération constitutionnelle et les condamnations conditionnelles dans le système pénal, modifié par la loi du 2 juillet 1962, et l'article 9 de la même loi, modifié par la loi du 14 novembre 1947, sont abrogés.

ART. 17.
(art. 15 van ontwerp 325).

In alle gevallen waarin iemand die met toepassing van de artikelen 3 en 8 onderworpen is aan een maatregel van opschorting of uitstel, opnieuw wordt vervolgd of de opgelegde voorwaarden niet naleeft, worden de processtukken betreffende de misdrijven die aanleiding hebben gegeven tot de opschorting of het uitstel, gevoegd bij het dossier van de nieuwe vervolgingen en, in voorkomend geval, bij het dossier van de vervolgingen met het oog op de herroeping van de opschorting of het uitstel. In geval van probatieopschorting of -uitstel wordt daarbij ook een verslag van de probatiecommissie gevoegd over het gedrag van de op probatie gestelde persoon.

ART. 18.
(art. 18 van ontwerp 325).

§ 1. — De verjaring van de publieke vordering die voortvloeit uit een misdrijf waarvoor opschorting van de uitspraak van de veroordeling is verleend, loopt niet meer vanaf de dag waarop de beslissing in verband met de maatregelen bedoeld in artikel 3, in kracht van gewijsde is gegaan.

De publieke vordering gaat te niet na verloop van de termijn die in dat artikel is gesteld, wanneer de opschorting van de uitspraak van de veroordeling niet is herroepen met toepassing van artikel 13.

§ 2. — De verjaring van de straffen die met uitstel zijn uitgesproken op grond van artikel 8, gaat in op de volgende data :

wanneer het uitstel van rechtswege wordt herroepen met toepassing van artikel 14, § 1, gaat de verjaring in op hetzelfde ogenblik als die van de straffen die voor het nieuwe misdrijf worden uitgesproken;

wanneer het uitstel wordt herroepen met toepassing van artikel 14, § 2, gaat de verjaring in op de datum van het arrest van herroeping of op de dag waarop het vonnis van herroeping niet meer vatbaar is voor hoger beroep.

VII. Algemene, overgangs- en opheffingsbepalingen.

ART. 19.
(art. 20 van ontwerp 325).

Voor de toepassing van deze wet wordt een strafdienst die uitgesproken is door een gerecht van Belgisch-Kongo of een trustgebied, beschouwd als een correctionele straf, indien zij acht dagen tot vijf jaar bedraagt, en als een criminale straf, indien zij vijf jaar te boven gaat.

ART. 20.
(art. 22 van ontwerp 325).

§ 1. — Artikel 4, 5^e lid, van de wet van 31 mei 1888 waarbij voorwaardelijke invrijheidstelling en voorwaardelijke veroordelingen in het strafstelsel worden ingevoerd, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1962, en artikel 9 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 14 november 1947, worden opgeheven.

La dite loi aura désormais comme intitulé : « Loi établissant la libération conditionnelle dans le système pénal ».

§ 2. — La condamnation avec sursis est applicable dans tous les cas où, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, l'application de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888, modifié par la loi du 14 novembre 1947, était exclue. La suspension du prononcé de la condamnation est également applicable dans les cas où, avant cette entrée en vigueur, l'application du dit article 9 était exclue pour l'emprisonnement principal ou pour l'amende.

Gezegde wet zal voortaan als opschrift hebben : « Wet tot invoering van de voorwaardelijke invrijheidssstelling in het strafstelsel ».

§ 2. — De veroordeling met uitstel is van toepassing in alle gevallen waarin, vóór de inwerkingtreding van deze wet, de toepassing van artikel 9 van de wet van 31 mei 1888, gewijzigd bij de wet van 14 november 1947, uitgesloten was. De opschorting van de uitspraak van de veroordeling is eveneens van toepassing in gevallen waarin, vóór die inwerkingtreding, de toepassing van dat artikel 9 uitgesloten was voor de hoofdgevangenisstraf of voor de geldboete.

ANNEXE**Nomenclature des dispositions législatives qui, en vertu du § 2 de l'article 20 nouveau du projet, seront implicitement abrogées.**

Cette nomenclature a été établie en tenant compte de l'avis du Conseil d'Etat sur le projet de loi n° 598, Chambre des Représentants, session 1956-1957, p. 32, ainsi que de la liste introduite au Code Bruylant à la suite du texte de la loi du 31 mai 1888.

Les commentaires ont été apportés par le Ministre de la Justice.

**

1. Loi du 20 juillet 1939, complétant le Titre 1^{er} du Livre II du Code pénal (art. 135bis du code pénal).

Cette loi punit quiconque reçoit d'une personne ou d'une organisation étrangère des dons, présents, prêts ou autres avantages destinés ou employés à mener ou à rémunérer en Belgique une activité ou une propagande de nature à porter atteinte à l'intégrité, à la souveraineté ou à l'indépendance du royaume, ou à ébranler la fidélité que les citoyens doivent à l'Etat et aux institutions du peuple belge.

L'alinéa 2 de l'article unique prévoit que les choses reçues seront confisquées et que l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 n'est pas applicable à cette confiscation.

Justification.

L'exposé des motifs de la loi se borne à préciser que « Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 sont également applicables, sous la réserve que la confiscation des choses reçues doit être prononcée, dans les cas d'infraction, sans sursis et alors même que ces choses ne sont pas la propriété du condamné ».

Les travaux parlementaires ne révèlent aucune justification de cette disposition.

2. Loi du 15 juin 1899 comprenant le titre I du Code de procédure pénale militaire, article 34, modifié par la loi du 24 juillet 1923, article 6.

Cet article rend les dispositions de la loi du 31 mai 1888 applicables aux personnes justiciables de la juridiction militaire. Le sursis peut même être accordé lorsque l'emprisonnement à subir dépasse deux ans, lorsque les peines sont prononcées en vertu du Code pénal militaire ou de l'arrêté-loi du 13 novembre 1915. Il peut être accordé pour l'emprisonnement militaire quelle que soit sa durée. Mais il ne peut en aucun cas être appliqué à la peine militaire de la destitution.

BIJLAGE**Lijst van de wetsbepalingen die krachtens § 2 van het nieuwe artikel 20 van het ontwerp stilzwijgend worden opgeheven.**

Deze lijst werd opgemaakt met inachtneming van het advies van de Raad van State over het wetsontwerp nr 598, Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1956-1957, blz. 32, en van de lijst die in de « Code Bruylant » volgt'op de tekst van de wet van 31 mei 1888.

De commentaren werden uitgebracht door de Minister van Justitie.

**

1. Wet van 20 juli 1939 tot aanvulling van titel I van boek II van het Wetboek van Strafrecht (artikel 135bis van het Strafwetboek).

Deze wet bedreigt met straf hem die van een vreemde persoon of van een vreemde organisatie giften, geschenken, leningen of andere voordelen ontvangt om te worden besteed of gebruikt tot het voeren of het bekostigen, in België, van een bedrijvigheid of een propaganda van zulke aard dat zij inbreuk maakt op de integriteit, de souvereiniteit of de onafhankelijkheid van het Rijk, of de getrouwheid ondermijnt die de burgers zijn verschuldigd aan de Staat en aan de instellingen van het Belgisch volk.

Het tweede lid van het enig artikel bepaalt dat de ontvangen zaken verbeurd verklaard worden en dat artikel 9 van de wet van 31 mei 1888 op die verbeurdverklaring niet van toepassing is.

Verantwoording.

De memorie van toelichting bepaalt enkel :

« De bepalingen overeenkomstig artikel 9 van de wet van 31 mei 1888 zijn eveneens van toepassing, onder voorbehoud dat de verbeurdverklaring van de ontvangen zaken in al de gevallen van misdrijf, zonder uitstel, moet worden uitgesproken, zelfs wanneer die zaken niet het eigendom van de veroordeelde zijn. »

Uit de parlementaire werkzaamheden blijkt niet dat die bepaling werd verantwoord.

2. Wet van 15 juni 1899 houdende titel I van het Wetboek van strafrechtspleging in het leger, artikel 34, gewijzigd bij de wet van 24 juli 1923, artikel 6.

Dit artikel verklaart de bepalingen van de wet van 31 mei 1888 van toepassing op de personen die onder de rechtsmacht van het militair gerecht vallen. Het uitstel mag zelfs worden verleend voor gevangenisstraffen boven twee jaar, wanneer de straffen krachtens het Wetboek van Militaire Strafyordering of van de besluitwet van 13 november 1915 zijn uitgesproken. Het uitstel kan worden verleend voor militaire gevangenisstraf, ongeacht de duur ervan. Het kan echter in geen geval worden verleend voor de militaire straf van de afzetting.

Justification.

L'exposé des motifs commente les articles 3 à 6 de la loi en ces termes : « Les articles 3 à 6 du projet apportent à la législation les modifications nécessaires pour permettre d'appliquer à la nouvelle peine la libération et la condamnation conditionnelles ».

Ni l'exposé des motifs, ni les travaux parlementaires ne font mention des restrictions apportées par l'article 6 (34) à cette application en ce qui concerne la condamnation conditionnelle.

3. *Loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool, article 16*, modifié par l'arrêté-loi du 14 novembre 1939, article 5.

L'article 16 de la loi dispose que l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 n'est pas applicable aux peines prévues par la loi à l'exception de l'emprisonnement principal (amendes — confiscations — interdiction d'exploitation).

Justification.

Le Rapport au Roi se borne à constater que les articles 5, 6 et 7 du projet n'ont pas besoin de commentaire.

4. *Lois coordonnées le 25 octobre 1921, organique de l'enseignement primaire, art. 11.*

Cette disposition autorise le juge des enfants ou le juge de paix à condamner à une amende et, en cas de récidive, à une peine d'emprisonnement, le père de famille qui néglige d'envoyer à l'école ses enfants en âge d'obligation scolaire.

Elle limite l'application de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 en ce sens qu'elle permet de surseoir pendant un délai de six mois à l'exécution de la condamnation si pendant ce délai l'enfant fréquente régulièrement l'école.

Sous l'empire des dispositions légales antérieures, l'octroi de ce sursis était obligatoire.

Justification.

La pensée générale du législateur, telle qu'elle ressort des travaux parlementaires de la loi du 18 octobre 1921, renforçant l'obligation scolaire de l'enseignement primaire, a été de réprimer plus sévèrement les contraventions aux dispositions relatives à l'obligation scolaire.

5. *Loi du 18 juillet 1924 sur la spéculation illicite en matière de denrées et marchandises, papiers et effets publics, art. 3.*

Outre les peines d'emprisonnement et d'amende qu'il commine à charge de ceux qui auront opéré ou tenté d'opérer, maintenu ou tenté de maintenir la hausse ou la baisse du prix des denrées ou des marchandises ou des papiers et effets publics, l'article 1^{er} de la loi prévoit que le tribunal peut ordonner l'insertion en entier ou par extrait du jugement dans un ou plusieurs journaux de l'arrondissement aux frais du condamné.

L'article 3 dispose que l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 n'est pas applicable à ces insertions.

Verantwoording.

De memorie van toelichting verschaft als nadere uitleg dat « de artikelen 3 tot 6 van het ontwerp in de wetgeving de vereiste wijzigingen aanbrengt om op de nieuwe straf de voorwaardelijke invrijheidsstelling en veroordeling te kunnen toepassen ».

Noch in de memorie van toelichting, noch in de parlementaire documenten is er sprake van dat artikel 6 (34) die toepassing, wat de voorwaardelijke veroordeling betreft, zou beperken.

3. *Wet van 29 augustus 1919 op het regiem van de alcohol, artikel 16*, gewijzigd bij de besluitwet van 14 november 1939, artikel 5.

Artikel 16 van de wet bepaalt dat artikel 9 van de wet van 31 mei 1888 niet van toepassing is op de straffen die de wet stelt, de hoofdgevangenisstraf uitgezonderd (geldboeten, verbeurdverklaringen en slijtverbod).

Verantwoording.

Het verslag aan de Koning beperkt er zich toe te verklaren dat de artikelen 5, 6 en 7 van het ontwerp geen commentaar behoeven.

4. *Gecoördineerde wetten van 25 oktober 1921, tot regeling van het lager onderwijs, artikel 11.*

D deze bepaling machtigt de kinderrechter of de vrederechter om het gezinshoofd dat verzuimt zijn leerplichtige kinderen naar school te zenden, te veroordelen tot een geldboete en, in geval van herhaling, tot een gevangenisstraf.

Ze beperkt de toepassing van artikel 9 van de wet van 31 mei 1888 in die zin dat ze de mogelijkheid biedt gedurende zes maanden de tenuitvoerlegging van de veroordeling uit te stellen, zo gedurende die termijn het kind regelmatig de school bezoekt.

Rnder de gelding van de vroegere wettelijke bepalingen was dit uitstel verplicht.

Verantwoording.

De leidende gedachte van de wetgever, zoals die tot uiting is gekomen tijdens de parlementaire werkzaamheden naar aanleiding van de wet van 18 oktober 1921, die de leerplicht verscherpt in het lager onderwijs, was de overtreding van de bepalingen betreffende de leerplicht strenger te bestraffen.

5. *Wet van 18 juli 1924 op de wederrechtelijke speculatie in zake levensmiddelen en koopwaren, handelspapieren en -effecten, artikel 3.*

Buiten de gevangenisstraffen en geldboeten die het stelt op hen die de stijging of de daling van de prijzen der levensmiddelen of koopwaren of van handelspapieren en -effecten bewerken of pogem te bewerken, handhaven of pogem te handhaven, bepaalt artikel 1 van de wet dat de rechbank kan bevelen dat het vonnis, geheel of bij uitreksel, op kosten van de veroordeelde, in een of meer dagbladen van het arrondissement wordt gepubliceerd.

Artikel 3 bepaalt dat artikel 9 van de wet van 31 mei 1888 op die inlassingen niet van toepassing is.

Justification.

Les travaux parlementaires ne donnent aucune justification de cette disposition.

6. Loi du 26 avril 1929 portant révision des titres IV à XI du Code électoral et modification de la loi du 19 octobre 1921, organique des élections provinciales — article 210, 6^e alinéa.

L'article 210 de la loi sanctionne l'obligation du vote : réprimande, amende. En cas de deuxième, troisième et quatrième récidive : affichage sur un tableau à la façade de la maison communale, radiation pendant dix ans des listes électorales. Pendant ce temps, le contrevenant ne peut recevoir aucune nomination, ni promotion, ni distinction du gouvernement, de la province ou de la commune.

Le sixième alinéa de cette disposition prévoit que le sursis n'est pas applicable aux sanctions portées par les alinéas précédents.

Justification.

Nous n'avons découvert aucune justification de cette disposition dans les travaux préparatoires de la loi.

7. Loi du 14 mai 1930, sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radiocommunications, article 6, alinéa 2.

L'alinéa premier de cette disposition prévoit, outre les peines d'emprisonnement et d'amende, la confiscation des appareils et objets spécialement destinés à leur fonctionnement.

L'alinéa deux exclut l'application du sursis à cette confiscation; toutefois l'Etat peut restituer les appareils aux condamnés sous les conditions qu'il détermine.

Justification.

Ni l'exposé des motifs de la loi ni les travaux parlementaires ne contiennent la justification de cette mesure.

8. Loi du 28 décembre 1931, relative à la protection des bois et forêts appartenant à des particuliers, article 9.

L'article 9, alinéa 4, prévoit la confiscation des bois abattus ou mutilés en contravention des dispositions de la loi. Si les bois ont été enlevés, il peut être alloué à l'Etat une somme égale à leur valeur.

Le cinquième alinéa précise que l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 n'est pas applicable à la confiscation des bois ou à l'allocation de la somme égale à leur valeur. Toutefois, l'Etat peut, sous les conditions qu'il détermine, restituer aux condamnés tout ou partie des bois confisqués ou de la somme allouée.

Justification.

Le Comité permanent de législation justifiait comme suit cette exception (voir 2^e rapport complémentaire).

Verantwoording.

In de parlementaire documenten vindt men voor die bepaling geen verantwoording.

6. Wet van 26 april 1929 tot herziening der titels IV tot XI aan het kieswetboek en tot wijziging der wet van 19 oktober 1921, houdende inrichting der provinciaalsverkiezingen, artikel 210, 6^e lid.

Artikel 210 van de wet sanctioneert de stempelrecht : berisping, geldboete. Bij tweede, derde en vierde herhaling : aanplakking op een tabel aan de gevel van het gemeentehuis, schrapping gedurende tien jaren van de kiezerslijsten. Gedurende die tijd mag de overtreder noch benoeming, noch bevordering, noch een onderscheiding van de regering, de provincie of de gemeente ontvangen.

Het zesde lid van voornoemd artikel bepaalt dat uitsluit niet toepasselijk is op de straffen die in de vorige ledien zijn gesteld.

Verantwoording.

In het voorbereidende werk van deze wet hebben wij geen verantwoording voor die bepaling aangetroffen.

7. Wet van 14 mei 1930 over de radiotelegrafie, de radiotelefonie en andere radioverbindingen, artikel 6, lid 2.

Het eerste lid van die bepaling stelt, buiten de gevangenisstraf en de geldboete, de verbeurdverklaring van de toestellen en voorwerpen welke tot hun werking zijn bestemd.

Het tweede lid sluit de toepassing van het uitsluit voor die verbeurdverklaring; de Staat kan echter, onder de door hem bepaalde voorwaarden, de toestellen aan de veroordeelden teruggeven.

Verantwoording.

Noch in de memorie van toelichting van de wet, noch in de parlementaire documenten wordt die maatregel verantwoord.

8. Wet van 28 december 1931 op de bescherming van aan particulieren toebehorende bossen en wouden, artikel 9.

Het artikel 9, 4^e lid, schrijft de verbeurdverklaring voor van het hout dat geveld of geschonden werd met overtreding van de bepalingen van de wet. Indien het hout werd weggehaald kan echter aan de Staat een som gelijk aan de waarde ervan worden toegekend.

Het vijfde lid bepaalt dat artikel 9 van de wet van 31 mei 1888 niet van toepassing is op de verbeurdverklaring van het hout of op de bewilliging van een som van gelijke waarde. De Staat kan nochtans, in de door hem bepaalde voorwaarden, aan de veroordeelden het verbeurdverklaarde hout of de bewilligde som geheel of gedeeltelijk teruggeven.

Verantwoording.

Het Bestendig Comité voor de wetgeving heeft die uitzondering als volgt gemotiveerd (zie 2^e aanvullende).

de la Commission de l'agriculture du Sénat — Pas. 1931, p. 486) : « A la différence du texte adopté par la Commission du Sénat en 1926, l'article 10 (art. 9) du texte actuellement soumis à la Haute Assemblée ne contient aucune disposition interdisant l'application du sursis à la confiscation des bois, prononcé en cas de condamnation. Or, il est manifeste que l'application de la condamnation conditionnelle à la confiscation d'objets aussi pondéreux et encombrants que des coupes de bois présenterait les plus graves difficultés matérielles, en raison de la nécessité de détenir des objets confisqués pendant toute la durée du délai du sursis.

Une modification de texte de l'article 10 (art. 9) à cet égard semble d'autant plus nécessaire que, dans la répression de cette infraction de nature très spéciale, la confiscation du corps du délit doit généralement constituer un des éléments essentiels de la peine, et le mode le plus adéquat de réparer le préjudice causé à la collectivité.

Le Comité pense donc qu'il convient d'exclure en principe du bénéfice du sursis la confiscation des bois, et par voie de conséquence, le paiement à l'Etat d'une somme égale à la valeur des bois illicitement enlevés.

A ce principe, il convient toutefois d'apporter une exception lorsqu'il sera établi que le contrevenant n'a omis que par simple négligence de solliciter une autorisation, qui lui eût été certainement accordée. L'équité peut exiger dans ce cas que l'Etat restitue tout ou partie des bois confisqués.

S'inspirant de ces considérations et de l'article 6 de la loi du 14 mai 1930 sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radiocommunications, le Comité permanent propose de compléter (dans ce sens) l'article 10 (art. 9 de la loi) du projet. »

9. Loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, art. 4 modifié par la loi du 4 mai 1936, article 5, 4°.

L'article 4, deuxième alinéa, prononce la confiscation des armes prohibées à charge des personnes qui contreviennent aux dispositions de la loi. Il précise en outre, dans son alinéa 2, que l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 ne sera pas applicable à cette confiscation.

Justification.

L'exposé des motifs justifie comme suit la disposition du 4^e de l'article 5 : « La question s'est posée au surplus de savoir quel est le caractère de cette confiscation et, notamment, si l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 lui était applicable.

» On doit répondre à cette question par la négative. Il s'agit là d'une mesure de sécurité publique. C'est du reste pour cette raison que le législateur l'a prescrite même au cas où l'arme n'appartient pas au condamné. La loi devrait le dire expressément, tel est le but de la disposition que le gouvernement propose, sous le n° 4

verslag van de Senaatscommissie voor de Landbouw, (Parlementaire documenten, zitting 1930-1931, nr 183) : « In tegenstelling met de tekst in 1926 door de Senaatscommissie aangenomen, bevat artikel 10 (art. 9) van de tekst die nu aan de Hoge Vergadering is voorgelegd, generlei bepaling waarbij de toepassing van het stelsel voor de verbeurdverklaring van hout, gelast in geval van veroordeling, wordt verboden. Het is echter duidelijk dat de voorwaardelijke veroordeling tot verbeurdverklaring van een zo zwaar en hinderend voorwerp als gehakt hout, de grootste materiële moeilijkheden zou medebrengen wegens de noodzakelijkheid verbeurdverklaarde goederen gedurende de tijd van het uitstel te bewaren.

Wijziging aan de tekst van artikel 10 in deze zin schijnt des te meer geboden daar, bij de bestrafing van deze overtreding van zeer bijzondere aard, de verbeurdverklaring van het voorwerp van het misdrijf over het algemeen een der voornaamste elementen van de straf moet uitmaken, alsmede de best geschikte wijze om de schade aan de gemeenschap berokkend, te herstellen.

Het Comité meent derhalve dat, in beginsel, van het voordeel van het uitstel moet uitgesloten worden de verbeurdverklaring van hout, en als gevolg hiervan de betaling aan de Staat van een som gelijk aan de waarde van het ongeoorloofd weggehaalde hout.

Op dit beginsel dient nochtans een uitzondering te worden voorzien, wanneer wordt vastgesteld dat de overtreder alleen bij gemis van voorzorg heeft nage laten een machtiging aan te vragen die hem zeker zou verleend geworden zijn. In dit geval kan rechtvaardigheidshalve worden geëist dat de Staat het verbeurdverklaarde hout geheel of gedeeltelijk teruggeeft.

Uitgaande van deze overwegingen en van artikel 6 van de wet van 14 mei 1930 op de radiotelegrafie, de radiotelefonie en andere radioverbindingen, stelt het Bestendig Comité voor, artikel 10 van het ontwerp (art. 9 van de wet) (in die zin) aan te vullen. »

9. Wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapenen en op de handel in munitie, art. 4, gewijzigd bij de wet van 4 mei 1936, artikel 5, 4°.

Artikel 4, tweede lid, legt de verbeurdverklaring van de verboden wapenen op ten laste van de personen die de bepalingen van de wet overtreden. Het bepaalt bovendien in het 2^e lid dat artikel 9 van de wet van 31 mei 1888 op die verbeurdverklaring niet van toepassing zal zijn.

Verantwoording.

De memorie van toelichting verantwoordt de bepaling van artikel 5, 4^e, als volgt : « Men heeft zich ook afgevraagd van welke aard die verbeurdverklaring is en, inzonderheid, of artikel 9 der wet van 31 mei 1888 erop toepasselijk is.

» Op die vraag dient ontkennend geantwoord. Het geldt een maatregel die de openbare veiligheid aanbelangt. Het is trouwens om die reden dat de wetgever die maatregel heeft gelast, zelfs ingeval het wapen niet aan de veroordeelde toebehoort. De wet zou het uitdrukkelijk moeten zeggen, dat is het doel van de bepa-

de l'article 5 du présent projet, d'ajouter à l'article 17 de la loi du 3 janvier 1933 ».

10. Arrêté royal n° 42 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des caisses d'épargne privées et des entreprises autres que les banques de dépôt, recevant des dépôts d'argent, article 41.

Parmi les sanctions prévues à charge des contrevenants aux dispositions de l'arrêté, l'article 41 prévoit la publication intégrale des jugements de condamnation aux frais des condamnés dans un recueil spécial et dans deux journaux au moins, ainsi que la suppression éventuelle de la dénomination abusivement employée.

Le dernier alinéa dispose que le sursis n'est pas applicable à la publication du jugement ni à la suppression de la dénomination.

Justification.

L'exclusion de l'application du sursis ne semble avoir d'autre but que le renforcement des sanctions prévues à charge des contrevenants (voir Rapport au Roi).

11. Arrêté royal n° 43 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des sociétés de capitalisation, article 18.

L'article 18 prévoit les mêmes peines accessoires que ci-dessus et exclut également en ce qui les concerne l'application du sursis (voir arrêté royal n° 42 ci-dessus).

Justification.

Le Rapport au Roi ne s'explique pas au sujet de cette exception.

12. Arrêté royal n° 61 du 13 janvier 1935 limitant et réglementant la vente avec primes, article 5.

Les alinéas 2 et 3 de l'article 5 prévoient l'affichage et la publication éventuels aux frais des personnes condamnées en vertu des dispositions de l'arrêté du jugement de condamnation.

L'alinéa 5 précise que ces mesures ne pourront être prononcées conditionnellement.

Justification.

Le Rapport au Roi ne contient aucune justification de cette exception.

13. Arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires, article 67.

Cet article dispose en son dernier alinéa que l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 n'est pas applicable à la publication du jugement à laquelle peut être condamné le contrevenant aux dispositions de l'arrêté.

ling die de Regering, onder nr 4 van artikel 5 van dit ontwerp, voorstelt toe te voegen aan artikel 17 der wet van 3 januari 1933 ».

10. Koninklijk besluit n° 42 van 15 december 1934 betreffende de controle op de private spaarkassen en de ondernemingen die, zonder depositobanken te zijn, gelddeposito's ontvangen, artikel 41.

Als sanctie tegen de overtreders van de bepalingen van het besluit, schrijft artikel 41 onder meer voor dat de vonnissen van veroordeling op kosten van de veroordeelden in hun geheel in een bijzondere verzameling alsmede in ten minste twee dagbladen bekendgemaakt worden, en dat de misbruikte benaming evenueel kan worden opgeheven.

Het laatste lid bepaalt dat het uitstel niet van toepassing is op de bekendmaking van het vonnis op de opheffing van de benaming.

Verantwoording.

De uitsluiting van de toepassing van het uitstel beoogt klaarblijkelijk alleen het verzwaren van de sancties tegen de overtreders (zie Verslag aan de Koning).

11. Koninklijk besluit n° 43 van 15 december 1934 betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen, artikel 18.

Artikel 18 stelt dezelfde bijkomende straffen als hierboven en sluit in dat verband eveneens de toepassing van het uitstel uit (zie koninklijk besluit n° 42 hierboven).

Verantwoording.

Het Verslag aan de Koning geeft geen uitleg omtrent deze uitzondering.

12. Koninklijk besluit n° 61 van 13 januari 1935 houdende beperking en reglementering van de verkoop met premiën, artikel 5.

Het tweede en het derde lid van artikel 5 schrijven voor dat het vonnis van veroordeling eventueel zal worden aangeplakt en bekendgemaakt op kosten van de personen die op grond van de bepalingen van het besluit zijn veroordeeld.

Het 5^e lid bepaalt dat deze maatregelen niet voorwaardelijk kunnen worden uitgesproken.

Verantwoording.

Het Verslag aan de Koning bevat geen verantwoording van deze uitzondering.

13. Koninklijk besluit n° 225 van 7 januari 1936 tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot inrichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen, artikel 67.

Het laatste lid van dit artikel bepaalt dat artikel 9 van de wet van 31 mei 1888 niet van toepassing is op de bekendmaking van het vonnis die de overtreder van het besluit kan worden opgelegd.

Justification.

Néant.

14. Arrêté royal du 29 septembre 1938 portant nouvelle publication du Code et Règlement général sur les taxes assimilées au timbre, article 207.

Le 1^{er} alinéa de l'article 207 commine sans préjudice des dispositions légales relatives aux amendes fiscales des peines d'emprisonnement et d'amendes à charge des personnes qui dans une intention frauduleuse ont contrevenu aux dispositions des lois sur le timbre et les taxes assimilées au timbre.

Le deuxième alinéa dispose que l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 n'est pas applicable aux condamnations pécuniaires prononcées en vertu de l'alinéa précédent.

Justification.

Cette disposition introduite dans le Code par l'arrêté royal n° 264 du 27 mars 1936 (art. 15), répondait au souci du législateur d'accroître la rigueur de la répression des infractions commises avec intention frauduleuse aux dispositions de la loi.

15. Arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse, article 10, modifié par la loi du 15 avril 1958, article 6.

Cet article renvoie à l'article 2-13 de la loi du 1^{er} août 1899 portant révision de la législation et des règlements sur la police du roulage. Cette dernière disposition prescrit que l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 modifié par la loi du 14 novembre 1947 n'est pas applicable à la déchéance du droit de conduire un véhicule, un aéronef ou une monture.

Justification.

Bien que les travaux parlementaires ne révèlent pas le pourquoi de cette disposition, on peut présumer qu'elle trouve son fondement dans la gravité de l'infraction et dans la nécessité de protéger la société contre les agissements de ceux qui s'en rendent coupables.

16. Arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes, article 9.

Cette disposition prévoit que l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 n'est pas applicable aux peines d'amendes que peuvent prononcer les tribunaux en vertu des articles 5 et 8 de l'arrêté-loi.

Justification.

Le rapport au Régent ne justifie pas cette disposition.

17. Arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant révision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles, article 30.

L'alinéa 7 de cet article dispose que l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 n'est pas applicable aux peines

Verantwoording.

Nihil.

14. Koninklijk besluit van 29 september 1938 houdende nieuwe publicering van het Wetboek van en van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taxes, artikel 207.

Artikel 207, eerste lid, stelt, onverminderd de wetsbepalingen betreffende de fiscale boeten, gevangenisstraffen en geldboeten ten laste van de personen die met een bedrieglijk inzicht de wetten op het zegel en op de daarmee gelijkgestelde taxes hebben overtreden.

Het tweede lid bepaalt dat artikel 9 van de wet van 31 mei 1888 niet toepasselijk is op de geldelijke verordelingen uitgesproken ingevolge voorgaande alinea.

Verantwoording.

Deze bij koninklijk besluit nr 264 van 27 maart 1936 (art. 15) in het Wetboek ingevoerde bepaling beantwoordde aan het streven van de wetgever om de bestrafting te verscherpen van de overtredingen van de wet die met een bedrieglijk inzicht worden gepleegd.

15. Besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beveiliging van de dronkenschap, artikel 10, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, artikel 6.

Dit artikel verwijst naar artikel 2-13 van de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het vervoer. Deze laatste bepaling schrijft voor dat artikel 9 van de wet van 31 mei 1888, gewijzigd bij de wet van 14 november 1947, niet van toepassing is op het verval van het recht tot het besturen van een voertuig of luchtschip of tot het geleiden van een rijdier.

Verantwoording.

Hoewel de parlementaire stukken het waarom van deze bepaling verzwijgen, kan worden verondersteld dat zij gegrond is op de ernst van het misdrijf en op de noodzakelijkheid om de maatschappij te beschermen tegen de handelingen van hen die er zich schuldig aan maken.

16. Besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de wisselcontrole, artikel 9.

Deze bepaling schrijft voor dat artikel 9 van de wet van 31 mei 1888 niet toepasselijk is op de geldboeten die de rechthanden krachtens de artikelen 5 en 8 van de besluitwet kunnen uitspreken.

Verantwoording.

Het Verslag aan de Regent geeft geen verantwoording voor deze bepaling.

17. Besluitwet van 30 december 1946 houdende herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van automobielen, artikel 30.

Het zevende lid van dit artikel bepaalt dat artikel 9 van de wet van 31 mei 1888 niet toepasselijk is op de

d'emprisonnement et d'amendes prononcées en cas d'exploitation sans autorisation des services de transport visés par l'arrêté-loi.

Justification.

Il avait été question de sanctionner de la confiscation du véhicule, l'exploitation du service de transport sans autorisation.

La Commission de la Chambre a estimé que « mieux vaudrait assurer d'une autre manière l'efficacité de la répression que justifie la récidive en cette matière... »

A cet effet, la Commission propose de prévoir dans le texte une répression plus sévère en cas de récidive de l'exploitation sans autorisation en disant qu'à chaque récidive la peine ne pourra être inférieure au double de la peine prononcée antérieurement et que le bénéfice de la condamnation conditionnelle ne pourra être accordé en la matière.

18. Loi du 19 mars 1951 concernant les accises, article 20.

Le § 4 de l'article 12 de cette loi double les amendes prévues, prescrit des peines d'emprisonnement ainsi que la confiscation et la destruction des objets ayant servi à commettre l'infraction ou ayant été produits par l'infraction, à charge de quiconque se rend coupable d'un des faits énumérés au § 2, 1^e à 13^e de l'article lorsque ces faits sont commis dans une distillerie clandestine ou dans une distillerie régulièrement établie, mais ailleurs que dans les locaux où se trouvent les vaisseaux déclarés.

L'article 20, alinéa 2, interdit aux cours et tribunaux de prononcer dans ces cas la condamnation conditionnelle.

Justification.

Cette disposition figure dans le projet initial du gouvernement. Elle ne fait l'objet d'aucun commentaire.

19. Dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées le 3 avril 1953, article 41.

Cet article dispose que l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 concernant la condamnation conditionnelle n'est pas applicable aux peines prévues par l'arrêté à l'exception de l'emprisonnement principal.

Justification.

Les travaux préparatoires des lois coordonnées ne donnent aucun commentaire de cette disposition.

gevangenisstraffen en geldboeten opgelegd in geval van exploitatie zonder machtiging van de bij de besluit-wet bedoelde vervoerdiensten.

Verantwoording.

De verbeurdverklaring van het voertuig ingeval van exploitatie van de vervoerdienst zonder machtiging was overwogen geworden.

De Kamercommissie heeft het verkieslijker geoordeeld op een andere wijze de doelmatigheid te verzekeren van de bestrafing die door herhaling ter zake is gewettigd.

Te dien einde stelt de Commissie voor in de tekst een strengere bestrafning te stellen voor het geval dat de exploitatie zonder machtiging wordt herhaald, en te bepalen dat bij elke herhaling de straf niet kleiner mag zijn dan het dubbele van de vroeger uitgesproken straf en dat het voordeel van de voorwaardelijke veroordeling ter zake niet mag worden toegestaan.

18. Wet van 19 maart 1951 in zake accijnzen, artikel 20.

Artikel 12, § 4, van deze wet verdubbelt de gestelde geldboeten en schrijft gevangenisstraffen alsmede de verbeurdverklaring en de vernietiging voor van de zaken die voor het plegen van de inbreuk werden aangewend of dank zij deze werden vervaardigd, ten laste van al wie zich schuldig maakt aan een van de in § 2, 1^e tot 13^e, van dat artikel vermelde feiten, wanneer zij in een geheime stokerij worden gepleegd, of in een regelmatig gevestigde stokerij, doch buiten de lokalen waar de aangegeven vaten zich bevinden.

Artikel 20, tweede lid, legt aan de hoven en rechtkanten verbod op om in die gevallen een voorwaardelijke veroordeling uit te spreken.

Verantwoording.

Deze bepaling komt in het oorspronkelijk regeringsontwerp voor. Er werd geen commentaar aan gewijd.

19. Op 3 april 1953 gecoördineerde wetsbepalingen inzake de slijterijen van gegiste dranken, artikel 41.

Dit artikel bepaalt dat artikel 9 van de wet van 31 mei 1888 betreffende de voorwaardelijke veroordeling niet van toepassing is op de straffen die bij het besluit zijn bepaald, behalve op de hoofdgevangenisstraf.

Verantwoording.

De werkzaamheden tot voorbereiding van de gecoördineerde wetten hebben geen aanleiding gegeven tot commentaar op deze bepaling.

20. Loi du 3 mars 1954 relative à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente au détail, article 4.

L'alinéa 2 de cet article prescrit la fermeture des installations de vente mises illégalement en exploitation. L'article 9 de la loi du 31 mai 1888 n'est pas applicable à cette fermeture.

Justification.

Sans commentaire dans les travaux préparatoires.

20. Wet van 3 maart 1954 betreffende de opening, de vergroting of de uitbreiding van zekere kleinverkoopbedrijven, artikel 4.

Het tweede lid van dit artikel schrijft de sluiting voor van de wederrechtelijk in bedrijf genomen verkoopinstallaties. Artikel 9 van de wet van 31 mei 1888 is op deze sluiting niet van toepassing.

Verantwoording.

Geen commentaar naar aanleiding van de voorbereidende werkzaamheden.